

**UNIVERSITE GALATASARAY
INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES
DÉPARTEMENT DE RELATIONS INTERNATIONALES**

**L'ÉVOLUTION DU RÉGIME POLITIQUE DE
L'AZERBAÏDJAN POST-SOVIÉTIQUE**

THÈSE DE MASTER RECHERCHE

Özlem ÖKTEM

Directeur de recherche : Yrd. Doç. Dr. Ali Faik DEMİR

Memoire pour l'obtention du DEA "Relations Internationales"

FEVRIER 2007

TABLE DES MATIERES

ABREVIATIONS.....	v
INTRODUCTION.....	1
PREMIERE PARTIE - LA CONFIGURATION GENERALE DU SYSTEME POLITIQUE DE L'AZERBAÏDJAN.....	4
Chapitre 1. Les fondements historiques du régime politique de l'Azerbaïdjan....	4
1.1. La période avant la domination soviétique : la phase de 1918-1920	5
1.2. La période sous l'influence soviétique.....	8
1.3. Le temps du changement : phase de transition.....	12
1.3.1. Les origines de la dissolution de l'Union soviétique	14
1.3.2. La période de changement entre 1988-1992	15
1.4. Les aspects généraux de la vie politique en Azerbaïdjan.....	19
1.4.1. Les partis politiques	22
1.4.2. La situation des médias	27
Chapitre 2. Les variables expliquant de la divergence politique de l'Azerbaïdjan.....	31
2.1. L'effet russe sur la culture politique de l'Azerbaïdjan.....	31
2.2. La convenance de la structure sociale et économique	34
2.2.1. La structure sociale	36
2.2.2. La dimension stratégique du pays.....	39
2.2.2.1. Les richesses énergétiques	41
2.2.2.2. Le problème de sécurité : la question du Haut-Karabakh	44
2.3. L'effet de domino des nouvelles Républiques post-soviétiques.....	48
2.4. Le rôle des leaders politiques de l'Azerbaïdjan	51
2.4.1. Ayaz Mouttalibov.....	52
2.4.2. Aboulfaz Eltchibey.....	53
2.4.3. Gaïdar Aliev	54

2.4.4. Ilkham Aliev	55
2.5. L'intervention de l'arène internationale.....	56
2.5.1. Le rôle de l'Union européenne.....	57
2.5.2. Le rôle de l'OSCE.....	60
2.5.3. Le rôle des Etats-Unis	62
2.5.4. Le rôle de la Fédération de Russie après 1991.....	66
DEUXIEME PARTIE - LE FONCTIONNEMENT DU REGIME POLITIQUE DE L'AZERBAÏDJAN APRES SON INDEPENDANCE.....	70
Chapitre 1. La divergence politique pendant le période de A. Muttalibov et A. Eltchibey	70
1.1. La période de l'arrivé au pouvoir.....	70
1.1.1. La période du président Mouttalibov	70
1.1.2. La période du président Eltchibey.....	73
1.2. Les relations entre le pouvoir et l'opposition.....	77
1.3. Le processus du régime : les efforts pour l'institutionnalisation du système politique	81
1.4. L'exercice des médias	85
1.5. La mise en œuvre des libertés fondamentales.....	87
Chapitre 2. La divergence politique pendant la période de G. Aliev	89
2.1. La période de la prise du pouvoir de Gaïdar Aliev.....	89
2.2. Les relations entre le pouvoir et l'opposition	92
2.3. Le dilemme de G. Aliev entre la stabilité et la démocratie	102
2.4. L'exercice des médias	108
2.5. La mise en œuvre des libertés fondamentales	112
Chapitre 3. La divergence politique pendant la période de I. Aliev.....	115
3.1. Le processus de l'arrivé au pouvoir : une problématique de la succession dynastique ou de l'accomplissement des élections libres	115
3.2. Le dilemme de façade démocratique et de la réalité autoritaire : le problème de la légitimation du régime politique	118
3.3. Les relations entre le pouvoir et l'opposition.....	122
3.4. L'exercice des médias	127
3.5. La mise en œuvre des libertés fondamentales.....	130

CONCLUSION	133
BIBLIOGRAPHIE	137
ANNEXES	149
ANNEXE I : La carte de l'Azerbaïdjan	149
ANNEXE II : La carte du Caucase du Sud	150
ANNEXE III : Les ressources énergétiques de l'Azerbaïdjan.....	151
ANNEXE IV : Les résultats des élections présidentielles/législatives	152
ANNEXE V : Les drapeaux de l'Azerbaïdjan	154
ANNEXE VI : La liste des dirigeants de l'Azerbaïdjan	155

ABBREVIATIONS

AMIP	: <i>Azerbaijan Milli Istiqlal Partiyasi</i> (Parti de l'Indépendance Nationale de l'Azerbaïdjan)
APC	: Accord de Partenariat et de Coopération
BIDDH	: Bureau des Institutions Démocratiques et des Droits de l'Homme
BTC	: Bakou – Tbilissi - Ceyhan
CEC	: Commission Electorale Centrale
CEI	: Communauté des Etats Indépendants
CSCE	: Conseil pour la Sécurité et la Coopération en Europe
CIA	: Central Intelligence Agency
ECHO	: Aide Humanitaire de la Commission européenne
FPA	: Front Populaire d'Azerbaïdjan
INOATE	: Interstate Oil and Gas Transport to Europe.
KGB	: Komitet Gossoudarstvennoï Bezopasnosti (Comité pour la Sécurité de l'Etat)
OIT	: Organisation International du Travail
OSC	: Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe
OTAN	: Organisation du Traité de l'Atlantique du Nord
PCA	: Parti Communiste d'Azerbaïdjan
PDA	: Parti Démocratique d'Azerbaïdjan
SOCAR	: State Oil Company of Azerbaijan
TACIS	: Technical Aid to the Commonwealth of Independent States
TRACECA	: Transport Corridor Europe-Caucase-Asie
UE	: Union Européenne
VBP	: Parti de la Solidarité Civile
YAP	: <i>Yeni Azerbaijan Partiyası</i> (Parti du Nouvel Azerbaïdjan)

INTRODUCTION

Le XX^{ème} siècle étant le théâtre des développements politiques rapides et intenses, commençait avec une guerre mondiale bouleversant tous les systèmes internationaux et créant la dislocation des empires coloniaux comme la France, le Royaume Uni, et s'achevait avec l'effondrement de l'Union soviétique. D'une part, cet effondrement mit fin au système bipolaire, d'une autre, il a fait basculer la communauté internationale qui a créé un désordre dont les effets sont encore évidents de nos jours. En tenant compte de cette dislocation, aucun modèle de passage d'un système politique à un autre n'était à la disposition des responsables politiques.

La dissolution de l'Union soviétique en 1991, a entraîné plusieurs questions. D'abord, elle a donné une occasion à l'émergence des nouvelles républiques. La place de la Russie dans la région du Caucase, les positionnements politiques et géostratégiques des nouvelles républiques, ses orientations et les mises en œuvres de ses intérêts peuvent être un sujet vaste à étudier.

Dans cette étude, le cadre du sujet est limité par l'Azerbaïdjan. Car, il peut être intéressant d'étudier un pays qui met en question son système politique. Etant donné qu'il existe des intérêts diversifiés en Azerbaïdjan, les orientations politiques internes de l'Azerbaïdjan attirent l'attention des puissances mondiales et des puissances régionales.

Après la disparition de l'Union soviétique, toutes les unités composantes de celle-ci ont commencé à vivre un processus de transition. Avec l'apparition des nouveaux Etats dans l'espace post-soviétique, le processus de transition post-communiste est devenu l'un des objets le plus discuté dans les relations internationales.

Il est évident que chaque république ex-soviétique vit un processus différent par rapport aux autres, en développant son propre modèle de transition, puisque chacun

des Etats successeurs de l'Union soviétique était rattaché au centre sous une forme relativement particulière et que leurs facteurs internes ne sont pas identiques.

L'objectif de cette étude est de trouver des réponses à la question de l'évolution politique post-soviétique de l'Azerbaïdjan au tour des indices de régimes démocratiques et autoritaires. Pour approfondir cette question de départ, on va aussi s'interroger sur les paramètres agissant sur la détermination de système politique de l'Azerbaïdjan. En réalité, est-ce que l'Azerbaïdjan a vécu une véritable transition politique ? Comment l'Azerbaïdjan a abordé son processus de démocratisation ? Ou bien, est-il possible de parler de la démocratie en Azerbaïdjan ? Sinon, est-ce qu'il existe seulement une façade démocratique ou bien une réalité autoritaire ? Le principe de l'analyse sous tous les aspects, a permis de traiter les questions en tenant compte de toutes les circonstances qui se répercutent sur l'évolution du système politique en Azerbaïdjan.

Au tour de cette problématique, cette recherche se compose de deux grandes parties. La première partie du travail englobe la configuration générale du système politique de l'Azerbaïdjan qui commence avec l'histoire avant la période soviétique jusqu'à la période d'indépendance et se termine par la mise en jeu des dynamiques considérables sur le système politique d'Azerbaïdjan. Pour analyser et mieux comprendre les processus politiques contemporains du point de vue scientifique, il est indispensable de s'intéresser à l'histoire dès le début du XX^{ème} siècle, concernant l'expérience indépendante relativement démocratique, le grand héritage soviétique et l'effort donné à être un Etat indépendant.

Le système politique de l'Azerbaïdjan prend de différents aspects à la lumière des dynamiques internes et externes. Par exemple, l'effet russe, le rôle des leaders politiques et les facteurs spécifiques de l'Azerbaïdjan comme les ressources énergétiques, la question du Haut-Karabakh et l'intervention des puissances régionales et internationales touchent considérablement le régime politique de ce pays.

La deuxième partie du travail qui a aussi été accomplie avec une méthode chronologique, est consacrée à l'exercice du régime politique tout en considérant les

présidents de la République de l'Azerbaïdjan. Afin de mieux connaître le système politique, une analyse a été faite, pour chaque période présidentielle, contenant les relations entre le pouvoir et l'opposition, l'exercice des libertés fondamentales, la situation des médias. Il faut citer que l'analyse de deuxième partie se formera toujours à la lumière des dynamiques endogènes et exogènes du système politique azerbaïdjanais.

En ce qui concerne l'approche méthodologique du travail, pour avoir une certaine objectivité, il a été nécessaire de tenir une approche multidimensionnelle et d'utiliser de différentes sources provenant de tous les pays concernés, ainsi que des auteurs occidentaux.

Sur la base des résultats de cette recherche, on tentera en conclusion, de fournir une synthèse de la dynamique du régime politique de l'Azerbaïdjan. Est-ce que l'Azerbaïdjan a réussi à prouver son existence en tant qu'un Etat indépendant, moderne et démocratique? Sinon, il n'a pas pu s'échapper des indices de son histoire ?

PREMIERE PARTIE - LA CONFIGURATION GENERALE DU SYSTEME POLITIQUE DE L'AZERBAÏDJAN

Chapitre 1. Les fondements historiques du régime politique de l'Azerbaïdjan

L'Azerbaïdjan, officiellement nommé la République Azerbaïdjanaise qui est situé en Transcaucasie¹, se trouve sur le bord de la Mer Caspienne. Elle s'étend au nord, sur la partie orientale du Caucase (4 480m), au sud-ouest sur les montagnes dites du Petit Caucase (3 724m), et, entre les deux, sur une large plaine où habite essentiellement la population.²

L'Azerbaïdjan est bornée par l'Iran au sud, par l'Arménie à l'ouest, par la Géorgie et la Russie au nord, et par la Mer Caspienne à l'est.³ Le pays s'étend sur une superficie de 86.600 km². Sa capitale est Bakou. A l'égard administratif, l'Azerbaïdjan se compose de 59 régions et 11 villes.⁴

Le pays compte une république autonome, le Nakhitchevan, mais cette république est enclavée sur le territoire de l'Arménie et séparée du territoire azéri par un couloir de plusieurs dizaines de kilomètres. En revanche, le Haut-Karabakh, région autonome, est peuplé en majorité d'Arméniens, mais également il est séparé de l'Arménie par le couloir de Lachine.

Selon une des théories concernant l'étymologie du pays, le mot d'Azerbaïdjan vient de nom d'*Atropates*,⁵ satrape perse du temps d'Alexandre le Grand en 331 avant JC. Une autre théorie explique ce nom, comme provenant du mot "*azer*" qui signifie feu.

¹ Le terme du "Caucase du Sud" est utilisé quand il s'agit de la période post-soviétique. En dehors de ce cas, l'appellation de la "Transcaucasie" est employée.

² Y. Lacoste (ed), *Dictionnaire Géopolitique*, Paris, Edition Flammarion, 1995, p.233.

³ Voir l'Annexe I.

⁴ Ali Faik, Demir, *Türk Dış Politikası Perspektifinden Güney Kafkasya*, İstanbul, Bağlam Yayınları, 2003, p. 90.

⁵ Atropates a créé un royaume en Azerbaïdjan du sud qui s'appelait *Atropatane* dit en grec, après la mort d'Alexandre le Grand. Ce mot s'est converti en le nom d'Azerbaycan en arabe.

De plus, *baidjan* qui provient de la culture turque, se réfère au royaume d'un *Bey*. Mais, selon l'interprétation plus courante, l'Azerbaïdjan est "*le pays du feu*" de l'abondance de ses ressources de pétrole et de gaz.⁶

L'Azerbaïdjan étant le pays le plus peuplé de la Transcaucasie, avec environ 8 millions d'habitants est ethniquement homogène. Les Azéris, peuple d'origine turque, constituent aujourd'hui plus de 90 % de la population. Le pays se compose principalement des musulmans chiites. Néanmoins, l'Azerbaïdjan compte quelques minorités qui vivent dans le pays depuis des siècles, notamment les Arméniens, les Lesguiens, les Russes, les Talyches, les Avars, les Turcs, les Tatars, les Kurdes et autres minorités.⁷

Les aspects générales de l'Azerbaïdjan comme étant le seul pays musulman du Caucase du Sud et ayant des richesses d'énergie considérables le différencie en lui une autre place que ses voisins.⁸ L'histoire de l'Azerbaïdjan peut être étudiée en trois sections qui sont la période avant la domination soviétique, la période de sous l'influence du régime soviétique durant 70 ans, et la période post-soviétique sur laquelle l'objet de cette étude se focalise.

1.1. La période avant la domination soviétique : la phase de 1918-1920

En raison de sa situation géographique capitale, ayant une histoire très longue, l'Azerbaïdjan était le théâtre de luttes entre l'Iran, la Russie et l'Empire ottoman. Elle a été envahie par les arabes au VII^{ème} siècle. Puis, au XIX^{ème} siècle, les Russes et les Iraniens étaient dominants sur cette région. La conquête russe a commencé au début du XIX^{ème} siècle.⁹

En 1805, l'Azerbaïdjan est devenu une partie de l'Empire Russe. Puis, avec le traité de Tourkmanchaï en 1828, l'Azerbaïdjan a été divisée en deux parties. La partie du nord était sous l'influence russe alors que la partie du sud était dominée par les

⁶ İslam Ansiklopedisi, Tome.4, İstanbul, Türkiye Diyanet Vakfı Yayınları, 1991, p. 318.

⁷ Ali Faik, Demir, *Türk Dış Politikasından...op.cit.*, p. 71.

⁸ Aymeric, Chaprade, François, Thual, *Dictionnaire de Geopolitique, Etats Concepts Auteurs*, Paris, Ellipses Editions Marketing S.A, pp.47-48.

⁹ *Büyük Larousse*, Tome.3, Milliyet yayınları, p.1136.

Iraniens jusqu'en octobre 1917, lorsque l'Azerbaïdjan devint une province de l'Empire tsariste.¹⁰

La révolution bolchevique de 1917 avait entraîné la fin de l'Empire tsariste. Les Bolcheviques n'ont pas pu bien gouverner le pays et donc, il surgit des chaos. A cause du désordre politique, et de l'incapacité des bolcheviques, le pouvoir a transféré un certain nombre de compétence à un gouvernement provisoire appelé *Ozakom*.¹¹ Cette fois-ci, voulant rallier aux peuples du Caucase ayant vécu la révolution bolchevique, un Commissariat de Transcaucasie avait été fondé. Les représentants Azéris, Géorgiens et Arméniens siégeaient dans ce Commissariat. En 1918, le Commissariat a décidé de créer d'un Parlement Transcaucasien, le *Seim* où il y avait de différents composants ethniques du Caucase. Par exemple, les représentants tures musulmans se sont unis sous la fraction musulmane. Le *Seim* a proclamé le 22 avril 1918, d'une République Démocratique Fédérative de Transcaucasie qui était composé de l'Azerbaïdjan, l'Arménie et la Géorgie.¹² Toutefois, d'un coté, les peuples de Caucase ont tenté de s'unir d'une façon politique, de l'autre, il y avait des conflits entre eux à cause de leurs intérêts différentes les uns des autres.¹³

Cette république n'a duré cinq semaines et a pris fin le 26 mai 1918. Etant donné les discordances qui se sont manifestées sur les questions de guerre et de paix et l'absence d'un pouvoir autoritaire qui en découle, le *Seim* a été considéré comme dissous.¹⁴ Après l'échec de la Fédération en 1918, les députés du *Seim* ont créé leur propre Conseil national. Le Conseil nationale de l'Azerbaïdjan a proclamé l'indépendance de la République d'Azerbaïdjan le 28 mai 1918. Cette proclamation de l'indépendance annonçait la naissance d'un nouvel Etat nation. Avec cette déclaration, l'Azerbaïdjan devenait une république démocratique, le premier Etat

¹⁰ İslam Ansiklopedisi, op.cit., p.320.

¹¹ *Ozakom* (Osobyi Zakavkazski Komitet, Le Comité Spéciale de Transcaucasie) qui a été créée le 9 mars 1917 était chargée de l'administration de Transcaucasie. Les représentants de l'*Ozakom* étaient V. A. Kharlamov, (cadet russe) M.Papadjanov (arménien), P.Preverzev, le social démocrate K. Abachidzé (géorgien), M.Y. Caferov (azéri). Serge Afanasyan, *L'Arménie, l'Azerbaïdjan, et la Géorgie de l'Indépendance à l'Instauration du Pouvoir soviétique 1917-1923*, Paris, l'Harmattan, 1981, p.26.

¹² Henry, Bogdan, *Histoire des peuples de l'ex-U.R.S.S du IX^e siècle à nos jours*, Paris, Perrin, 1993, p.196.

¹³ Ömer Faruk Ünal, "Azerbaycan Gürcistan İlişkileri", Bakü, *Kafkas Üniversitesi Dergisi*, p.10, Voir le site Internet, <http://www.qafqaz.edu.az/JOURNAL/vol3-1/azerbaycan-gürcistan.html>.

¹⁴ Serge, Afanasyan, op.cit., p.57.

musulman fondé sur des principes laïques et un Etat de droit assurant tous les droits civiques et politiques de ses citoyens.¹⁵ A l'époque, la population de l'Azerbaïdjan était 3,2 millions.¹⁶

S'il s'agit d'analyser la République d'Azerbaïdjan de 1918, il est probable de remarquer plusieurs indices démocratiques. Le régime politique était parlementaire. Le gouvernement était responsable devant le Conseil national. Son conseil national avait adopté une loi d'élection. Selon cette loi, tous les citoyens avaient le droit de vote. Ainsi, pour la première fois, un Etat musulman donnait le droit de vote aux femmes.¹⁷ Mais, d'autre part, il existait une instabilité dans le pouvoir exécutif. Il était possible de voir la création de cinq cabinets durant les deux années d'indépendance.¹⁸ Cela augmentait la prépondérance du parlement.¹⁹ Le président du parlement était AliMardanbey Toptchubachov.²⁰

L'azérisme était devenu la doctrine officielle du développement national de la République démocratique d'Azerbaïdjan, dont les bases reposaient également sur le principe de la modernité ; c'est ainsi que l'Islamisme et le Turquisme symbolisèrent le combat du peuple azéri pour la préservation et l'appartenance à la civilisation musulmane et à la spécificité culturelle et ethnique turque.²¹

Contrairement, la Constitution a déclaré que cette souveraineté reposait sur la garantie des pleins de droits civils et politiques sans tenir compte de leur nationalité, leur religion, leur position ou leur statut social.²² Les élections avaient été faites et le premier Parlement d'Azerbaïdjan a été élu en hiver 1918.

¹⁵ Cengiz, Çağla, "Les Fondements Historiques de l'Etat-Nation en Azerbaïdjan", *Cahiers d'études sur la Méditerranée Orientale et le Monde turco-iranien*, No.31, Janvier-juin 2001, p.103.

¹⁶ Türk Ansiklopedisi, Tome.4, Ankara, Milli Eğitim Basımevi, 1950, p. 420.

¹⁷ Tadeusz, Swietochowski, *Müslüman Cematten Ulusal Kimliğe Rus Azerbaycanı 1905-1920*, (trad. Nuray Mert), İstanbul, Bağlam Yayınları, 1988, p.177.

¹⁸ Alors que les trois premiers cabinets ont été constitués sous la présidence de Fethali Khankhoïski, les deux derniers ont été formés par Yusufbekov.

¹⁹ Tadeusz, Swietochowski, *op.cit.*, p.195.

²⁰ Toptchubachov était l'une des représentants de la bourgeoisie azérie.

²¹ Azerbaïdjan : un peu d'histoire, Voir le site Internet, http://www.est-ouest.com/article.php?id_article=178 .

²² Karen Dawisha, Bruce Parotte, *Conflict, Cleavage, and Change in Centrale Asia and the Caucasus*, United Kingdom, Cambiridge University Press, 1999. p.113.

Le mouvement nationaliste en Azerbaïdjan qui s'était concentré au tour du parti Moussavat et son leader Mehmet Emin Resulzade avait défendu les thèmes de la démocratie, la réforme agricole, la justice sociale et l'autonomie territoriale. Mehmet Emin Resulzade²³ était le président de la République démocratique d'Azerbaïdjan.²⁴ Selon Resulzade, la République démocratique d'Azerbaïdjan était fondée sur les trois principes étant la souveraineté nationale, la liberté et l'égalité inspirée par les démocraties occidentales. Mais, l'indépendance a duré à peine deux ans. Comme le nouvel Etat nation en formation n'avait pas été soutenu par la conjoncture internationale, elle a dissous en 1920 par l'invasion soviétique conformément à une entente turco soviétique. L'Azerbaïdjan a été lié à l'Union soviétique en tant que la République socialiste fédérée soviétique de Transcaucasie.²⁵

L'histoire parlementaire de la République démocratique d'Azerbaïdjan avait seulement duré 17 mois, depuis le 7 décembre 1918 jusqu' au 27 avril 1920. Le 27 Avril 1920, les partisans bolcheviques ont occupé tous les administrations à Bakou et ont désarmé les troupes Moussavatistes et la police. C'est ainsi que, la première République communiste transcaucasienne est née le 28 avril 1920.²⁶

1.2. La période sous l'influence soviétique

Après plus de cinq années de désordre, au début des années 1920, le pouvoir soviétique a commencé à restaurer le Caucase ravagé par les conflits et la désorganisation économique. Pour l'Union soviétique, il fallait organiser administrativement et politiquement ce monde caucasien hétérogène et instable. Pour cela, des structures fédérales complexes ont été mises en place.²⁷

En 1922, la République Socialiste du Transcaucasie Soviet Fédéré s'est fondée en s'appuyant sur la Constitution préparé par le Parti communiste de l'Union soviétique. L'Azerbaïdjan est devenue l'une des républiques de l'Union soviétique et son

²³ Il était un ancien sympathisant du Parti ouvrier social démocrate de Russie de 1900. Il a fait plusieurs appels à l'Union nationale dans ses rédactions.

²⁴ Cengiz, Çağla, *op.cit.*, p.89.

²⁵ Nazim, Cafersoy, *Eyalet – Merkez Düzeyinden Eşit Statüye : Azerbaycan – Rusya İlişkileri (1991-2000)*, Ankara, Asam Yayınları, Ankara Çalışmaları dizisi, No.1, 2000, pp. 8-9.

²⁶ Serge, Afanasyan, *op.cit.*, p.105.

²⁷ François, Thual, *Le Caucase, Arménie, Azerbaïdjan, Daghestan, Géorgie, Tchétchénie*, Paris, Flammarion, 2001, p.39.

premier président sous la période soviétique était Neriman Nerimanov.²⁸ Le gouvernement soviétique a décidé que l'Azerbaïdjan, la Géorgie et l'Arménie créent la République Fédérale Soviétique de Transcaucasie en s'unissant. Ainsi, les Etats du Caucase auraient de propres représentants politiques. Puis, en 1936, l'Azerbaïdjan est devenu la République socialiste soviétique fédérée de l'URSS.²⁹

L'Azerbaïdjan occupait une place centrale dans la stratégie du pouvoir soviétique qui l'avait soumis à une intense politique de russification. L'objectif de soviétisation de l'Azerbaïdjan avait deux raisons essentielles. La première était de profiter de ses ressources économiques et la deuxième raison était de créer une nation obéissant au régime soviétique. L'aspect le plus visible de l'activité soviétique après 1923 était la politique d'indigénisation qui revenait à ne pas promouvoir plus le natal dans les hautes positions du parti et du gouvernement.³⁰

Désormais, l'Azerbaïdjan dépendait aux directives du centre soviétique dans les domaines des affaires étrangères, de défense, du budget, d'économie, des transports et des activités sociales et culturels. Même si l'Azerbaïdjan possédait des institutions spéciales de la justice, de santé et d'administration, elle dépendait aux principes soviétiques. De même, la police et la gendarmerie d'Azerbaïdjan étaient sous le contrôle de l'administration de la police d'Etat de l'Union soviétique.³¹

Après la soviétisation de l'Azerbaïdjan, les frontières du pays ont été changées. Alors qu'une partie de ses territoires a été donné à la Géorgie, et une partie fut accordée à l'Arménie. De ce fait, le territoire de l'Azerbaïdjan qui, en 1920, comprenait 114 000 km², s'est trouvé réduit à 86 600 km² pendant la période entre 1920 et 1991.³²

Dans le domaine économique, le taux et le caractère de changements structurels en Azerbaïdjan, étaient différents de ceux des républiques voisines du Caucase du Sud et d'Asie centrale. Ceci découlait tout d'abord, de l'énorme quantité de pétrole que la

²⁸ François, Thual, *op.cit.*, p.40.

²⁹ *Güney Kafkasya'nın Dünü-Bugünü-Yarını*, İstanbul, Harp Akademileri Basımevi, 1993, p.5.

³⁰ Semih Vaner, "La Caspienne : Enjeu pour l'Azerbaïdjan, et l'Azerbaïdjan comme Enjeu", *Cahier d'Etudes sur la Méditerranée Orientale et le Monde Iranien* No.23, Juin 1997, Voir le site Internet, <http://cemoti.revues.org/document117.html>.

³¹ Türk Ansiklopedisi, Tome.4, *op.cit.*, p. 423.

³² Mürteza, Hasanoğlu, "1991 Bağımsızlık Sonrası Azerbaycan Kamu Yönetimindeki Yerel Yönetimlere İlişkin Demokratik Gelişmeler", *Avrasya Etüdleri* 20, Özel Sayı, Eté 2001, p.166.

République disposait, mais aussi des réserves de gaz et de la spécialisation traditionnelle de Bakou dans la production de pétrole. De 1920 à 1940, l'Azerbaïdjan a produit 50 à 60 % de tout de pétrole consommé dans l'Union soviétique. Comme dans les autres républiques, l'économie de l'Azerbaïdjan a été profondément intégrée dans le système économique soviétique et a suivi le projet de centralisation commun.³³ Tout a fait en sorte que l'Azerbaïdjan a été énormément industrialisé.

Dans le domaine culturel, le centre soviétique avait incité l'enseignement du russe dans les écoles azerbaïdjanaises. De même, en 1984, les salaires des enseignants de russe ont été accrus de 15 % même s'il existait 14 000 enseignants chômeurs dans le pays.³⁴ Selon la Constitution de l'Azerbaïdjan soviétique, à côté de la langue azérie, la langue russe aussi était officielle. De plus, l'alphabet cyrillique a commencé à être utilisé en Azerbaïdjan sur l'ordre de Staline en 1939. La russification est apparue comme le seul moyen d'accéder à la promotion sociale et aux connaissances. Finalement, pour la période de Staline il est possible d'ajouter que plusieurs activités islamiques ont été interdites sous sa politique de sécularisation et que l'idée de collectivisation a été favorisée contre les identités nationales pendant les années trente.³⁵

Ensuite, pendant la période soviétique, les Russes ont toujours essayé de s'installer en Transcaucasie en fonction de la rationalité économique et de la russification de l'ensemble du territoire de la région. De plus, selon un recensement fait en 1989, les Russes représentaient le deuxième groupe majoritaire de la population en Azerbaïdjan.³⁶

En ce qui concerne le domaine administratif, la caractéristique la plus importante de la période soviétique, en dépit des différentes étapes de développement pendant soixante-dix ans, était l'existence d'un système d'un parti et d'une direction impériative gouvernant des méthodes qui étaient basé sur le principe "divise et

³³ Yuri N. Zinin, Alexei V. Maleshenko, "Azerbaijan", Mohiaddin, Meshabi, *Central Asia and the Caucasus after the Soviet Union*, United States, University Press of Florida, 1994, pp. 99-100.

³⁴ Yasin, Aslan, "Can Azerbaijan Karabağ'da talan var", Ankara, *Kök Sosyal ve Stratejik Araştırmalar Serisi 2*, 1990, p. 21.

³⁵ "Azerbaïdjan: un peu d'histoire", 26 Juin 2006, Voir le site Internet, http://www.est-ouest.com/article.php?id_article=178.

³⁶ Garik, Galstyan, "Les minorités russes dans le Sud Caucase : une diaspora en voie d'extinction" *Le Courrier des pays de l'Est*, No.1043, Mai-juin 2004, p. 28.

gouverne” du Parti communiste. Les lois et les règlements adoptés avaient créé la base légale pour rendre compte les buts politiques, économiques et idéologiques du Parti communiste.

L’organe administratif d’Azerbaïdjan soviétique était constitué du congrès soviétique et du gouvernement soviétique d’Azerbaïdjan qui se rassemblait une fois par an. L’Azerbaïdjan était dirigé par le Parti communiste qui est une fraction du Parti communiste soviétique. Le Parti communiste d’Azerbaïdjan n’avait pas le droit de participer aux institutions internationales sans l’approbation de l’URSS.³⁷

Pendant le période de Staline, Mir Baghirov a été devenu le premier secrétaire du Parti communiste d’Azerbaïdjan en 1933 qui allait présider jusqu’en 1956.³⁸ Il avait dirigé plusieurs séries de purges depuis les années vingt. Dès la prise de pouvoir, les opposants potentiels, les chefs politiques, nationalistes et leaders religieux sont exilés et éliminés de la scène politique.

Les successeurs de Baghirov, notamment Mustafaev jusqu’en 1959 puis Akhundov de 1959 à 1969 discret, modérés, agissent dans le cadre d’une direction collective, étroitement soumis aux directives de Moscou qui ne laissait aucune part à l’autonomie locale. Mustafaev était finalement destitué par Moscou pour ses positions nationalistes.³⁹ Quant à Akhundov, son départ en 1969 aurait été provoqué par la latitude qu’il avait concédée à l’expression d’idées nationales.⁴⁰

Pendant la période de Brejnev, le centre soviétique avait décidé de promouvoir des réseaux retranchés de nouveaux dirigeants de parti dans toutes les républiques transcaucasien centrale à travers la création et la fidélisation des élites nationales vers la fin des années soixante. Pendant cette période, Gaïdar Aliev est devenu le premier secrétaire du Parti communiste d’Azerbaïdjan en 1969.⁴¹ Mais, Aliev est perçu par les initiateurs de la *Perestroïka* comme un représentant de l’ordre brejnévien. De ce fait, il a dû démissionner en 1988.

³⁷ Türk Ansiklopedisi, Tome.4, op.cit., p. 423.

³⁸ Pour voir toute la liste des dirigeants d’Azerbaïdjan, voir l’Annexe VII. p.154.

³⁹ Il avait essayé de redonner à la langue azérie une place importante dans l’enseignement.

⁴⁰ Patrick, Karam, Thibaut, Mourgues, *Les Guerres du Caucase des Tsars à la Tchétchénie*, Paris, Perrin, 1995, pp.118-119.

⁴¹ L’ancien patron au KGB, G. Aliev était le beau-frère de Brejnev.

Par conséquent, les conséquences des soixante-dix années de la période soviétique avaient apporté à l'Azerbaïdjan de profonds changements enfoncés, politiques, sociaux, économiques et culturels dans sa société. L'Azerbaïdjan a subi une démolition radicale de ses modes de vie de ses traditions et ses structures qui sont devenu entièrement intégré dans le système de l'Union soviétique.⁴² Ce caractère rattaché à la période soviétique comme la collectivisation et la russification massive a laissé des traces profondes sur le régime politique de l'Azerbaïdjan indépendante.

1.3. Le temps du changement : phase de transition

Au début des années 1990 concernant le Caucase du Sud post-soviétique, dans le discours des acteurs institutionnels, la fin de la guerre froide était considérée comme une rupture décisive de laquelle émergeait un monde nouveau, mais aussi complexe et instable. L'ancien "ordre" était l'opposé de l'instabilité du vécu actuel.⁴³

La dissolution de l'Union soviétique avait entraîné une grande mutation géopolitique dans le monde. Cette dislocation a manifesté dans les esprits de débiter un processus de transition. Mais, ce qui était plus important était les choix des régimes politiques des nouvelles républiques. Désormais, les attitudes de la Russie et des nouvelles républiques issues de l'Union soviétique portaient une importance cruciale pour la reformation des relations internationales.⁴⁴

De plus, cette phase de transition a amené une révision radicale des politiques étrangères des puissances occidentales. Principalement, les Etats-Unis et l'Europe essaient de s'approcher de cette espace stratégique pour empêcher des menaces de l'insécurité. Les Etats-Unis tentaient de développer de nouvelles stratégies afin de déterminer des nouveaux équilibres de puissance.⁴⁵

⁴² Yuri N. Zinin, Alexei V. Mareshenko, *op.cit.*, p.101.

⁴³ Sean M. Lynn-Jones (ed.), *The Cold War and After. Prospects for Peace*, Cambridge, MIT Press, 1991, transmis par Dzovinar, Kévonian, "Les Réfugiés et l'Action Humanitaire en Transcaucasie Post-soviétique", *Cahier d'Etudes sur la Méditerrané Orientale et le monde Turco-Iranien*, No. 29, Voir le site Internet, <http://cemoti.revues.org/document615.html>. Consulté le 31 octobre 2006.

⁴⁴ Zbigniew, Brzezinski, *Büyük Satranç Tahtası Amerika'nın Küresel Üstünlüğü ve Bunun Jeostratejik Gereklilikleri*, (trad.) Yelda, Türedi, İstanbul, İnkılap Yayınları, 2005, p.127.

⁴⁵ Ahmet, Davutoğlu, *Stratejik Derinlik*, İstanbul, Küre Yayınları, 2003, p.469.

La phase de transition a créé de graves problèmes comme le besoin d'institutionnalisation, la légitimité politique et économique. Etant donné que la Russie et les Etats de la région avaient été attrapés à l'improviste, il y avait eu une chute de production et le rétrécissement dans leurs économies.⁴⁶ Même si les réformes appliqués comme la *Perestroïka* et le *Glasnost* afin de réduire les dépenses militaires, d'augmenter la production, de revitaliser la société à travers une langage plus vrai et transparent avaient été appliqués, les résultats n'avaient pas atteints celle de la Russie.⁴⁷

Quant aux pays communistes devant confrontées certaines difficultés, avaient essayé d'instaurer un certain égalitarisme, au moins au sein de la population urbaine. En revanche, la longue domination de la *nomenklatura*⁴⁸ avait détruit les régulations juridiques et administratives. Construire un Etat était particulier dans l'ex-Union soviétique où tout dépendait d'un leader ou d'un groupe dirigeant très restreint.⁴⁹

Les pays post-communistes sont encore très occupés à démembrer le système communiste qui résiste à sa disparition dans les républiques issues de l'Union soviétique pour pouvoir accéder à la formation de nouvelles démocraties.⁵⁰

De plus, ils avaient eu des difficultés administratives. Alors, ils sont dirigés par un régime autoritaire, pendant des années, mais avec la transition, ils ont été obligés d'assumer toutes les responsabilités et les capacités en matière de gouvernance. D'ailleurs, l'effort de démocratisation azerbaïdjanaise révèle une expérience tumultueuse. Mais avant d'étudier la phase de transition de l'Azerbaïdjan, il vaut mieux d'analyser les origines de l'effondrement de l'Union soviétique.

⁴⁶ *Ibid.*, pp.467-468.

⁴⁷ Damien, Helly, "Le Paysage Politique du Nouvel Azerbaïdjan Indépendant", *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde iranien*, No. 26, Juillet - Décembre 1998, p. 246.

⁴⁸ La *Nomenklatura* est un terme russe pour désigner l'élite du parti communiste de l'Union soviétique. Aujourd'hui encore, le terme est toujours utilisé, hors de son contexte historique, pour désigner, de façon péjorative, l'élite et les privilèges qui lui sont associés, ou le groupe qui exerce par le truchement de l'État ayant un pouvoir exorbitant dans un domaine commercial sans responsabilité personnelle." Voir le site Internet, <http://fr.wikipedia.org/wiki/Nomenklatura>.

⁴⁹ Alain, Touraine, *Qu'est que c'est la démocratie?*, Paris, Editions Fayard, 1994, p.249.

⁵⁰ *Ibid.*, p.260.

1.3.1. Les origines de la dissolution de l'Union soviétique

Le système politique de l'Union soviétique qui a duré 70 ans s'est vu s'effondrer en 1991. Cet effondrement représentant en tant que soi un régime politique, économique et idéologique a révélé de grands effets comme l'apparition d'une quinzaine d'Etat indépendants. La dissolution qui donne l'occasion de l'indépendance d'Azerbaïdjan engendre évidemment plusieurs raisons.

D'abord, il vaut mieux d'avoir une approche globale avant d'arriver aux années de 1980 afin de comprendre les signes de la dissolution de l'Union soviétique. On peut se rappeler que la Russie a passé de deux guerres mondiales ayant des graves résultats. A partir des années trente, il y a eu un ordre très rigide dans le domaine politique, économique et social. Puis, la Russie a tenté de rivaliser avec les Etats-Unis au sujet de l'armement qui a duré jusqu'en 1980. L'effort d'être une puissance mondiale et la rivalité de suprématie avec les Etats-Unis et aussi la guerre d'Afghanistan ont affaibli l'économie et la société russe.⁵¹

L'apparition des problèmes socio-économique de l'Union soviétique et l'insatisfaction des demandes, même ceux des besoins alimentaires du peuple ont entraîné le commencement des nouvelles réformes pour l'amélioration du socialisme. Celui-ci s'agissait d'une transformation de l'économie de marché pour s'en sauver de la crise économique interne de l'Union soviétique. Même s'il existait des nouvelles décrètes relevant l'économie de marché, ces réformes n'ont pas été suffisantes pour la résolution des problèmes. Selon Gorbatchev, il s'agissait au moins de pouvoir changer les structures existantes et de les rendre plus efficaces. Puis qu'il existe une stagnation s'expliquant par une crise de conjoncture, il suffisait de consolider la discipline et la stimulation économique pour obtenir une accélération de la croissance.⁵²

Lorsque Mikhaïl Gorbatchev a entrepris ses réformes, il n'avait pas l'intention de supprimer le pouvoir communiste. Au contraire, il essayait de calmer et de convaincre le peuple soviétique pour qu'ils puissent franchir les problèmes avec ces

⁵¹ Zbigniew, Brzezinski, *op.cit.*, pp.131-132.

⁵² Michel, Laran, Jean-Louis, Van Regemorter, *La Russie et l'ex- URSS de 1914 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1999, p.273.

reformes.⁵³ A part de ces mesures économiques, la crise de l'économie soviétique et la rigidité de la période de transition à l'économie de marché ont exigé une restructuration du système politique qui prévoyait des réformes du développement socialistes à partir de 1987.⁵⁴

Ensuite, d'une part cette tentative de transition économique a bouleversé le noyau sur lequel reposait le système socialiste. De l'autre part, cette transition a mis au jour l'exigence des réformes sur la plateforme du système politique. En conséquence, les réformes politiques résultaient de l'abolition du parti monopole. L'apparition du système pluraliste a créé une ambiance favorable pour les luttes politiques des républiques. C'est à dire, une raison cruciale qui a joué un rôle sur la lutte d'indépendance de l'Azerbaïdjan comportant des politiques réformistes de l'Union soviétique comme *Perestroïka*, et *Glasnost*.⁵⁵

1.3.2. La période de changement entre 1988-1992

Les politiques de réformes mises en œuvre par l'administration de Gorbatchev avait touché les mouvements nationalistes en Azerbaïdjan. Dans la deuxième moitié des années quatre-vingt, avec l'essai de la démocratisation du système politique soviétique comme dans les autres républiques socialistes, le nombre d'organisations et d'institutions ayant une vocation politiques et civiles s'était accru en Azerbaïdjan.

Tandis que les transformations structurelles en Union soviétique suscitaient les revendications d'indépendance en Azerbaïdjan, le facteur essentiel pour le commencement du processus d'indépendance était les demandes arméniennes en vue d'accorder la région de Karabakh avec l'Arménie. Le fait que certaines autorités officielles du Karabakh ont affiché des drapeaux arméniens le 13 février 1988 et la

⁵³ Shireen, T. Hunter, *The Transcaucase in Transition Nation-Building and Conflict*, Washington, D.C., The Center for Strategic&International Studies, 1996, p.141.

⁵⁴ Oktay, Sultanov, *80'li Yillarin Sonu 90'li Yillarin Baslarinda Azerbaycanda Politik Mücadele*, Bakü, Maarif, 1995, p. 30, transmis par Nazim Cafersoy, *Elçibey Dönemi Azerbaycan Dış Politikası*, Ankara, Asam Yayınları, 2001, p. 8.

⁵⁵ Nazım, Cafersoy, *Elçibey Dönemi Azerbaycan Dış Politikası*, Ankara, ASAM Yayınları, 2001, pp.6-8.

décision de l'autorité en vue d'unir le Haut-Karabakh à l'Arménie a provoqué la réaction de grandes masses populaires en Azerbaïdjan.⁵⁶

Par ailleurs, ce processus d'organisation sociopolitique s'est accéléré par l'accroissement des attaques des Arméniens en Haut-Karabakh et l'insuffisance ou l'indifférence de l'autorité communiste azérie pour ce dernier. Mais, comme il n'existait pas d'institutions pouvant organiser ces mouvements, les revendications du peuple étaient désordonnées.⁵⁷

Dans cette perspective, l'idée de la création d'une organisation de défense contre les événements du Karabakh et les attaques arméniens a été lancée, pour la première fois par Aboulfaz Eltchibey lors d'un meeting de l'Académie des Sciences à Bakou le 16 mars 1988. Le même jour, Eltchibey a annoncé officiellement la fondation de l'Organisation de Défense d'Azerbaïdjan.⁵⁸ Le groupe d'Initiative créé au sein de l'Organisation de Défense et la création de l'Organisation de Varlık le 26 octobre 1988, sont devenu plus tard l'origine du Front populaire d'Azerbaïdjan. (FPA)

Ensuite, le groupe d'Initiative et l'Organisation de Varlık ont essayé de s'organiser pour concrétiser leurs mouvements nationalistes en face des répressions du Soviet suprême. En mars, 1989, un Conseil de coordination avec la participation de cinq représentants de chaque organisation a été fondé. Ce Conseil a demandé sa reconnaissance officielle au Soviet Suprême d'Azerbaïdjan, le 13 mars 1989 sous le nom du FPA, mais a été refusé par A. Vezirov, le premier secrétaire du Parti communiste d'Azerbaïdjan. Ainsi, le congrès fondateur du FPA a eu lieu le 16 juillet 1989 et Eltchibey est devenu le chef du FPA.⁵⁹

La période entre la fin de l'année 1989 et le premier quartier de l'année 1990 peut être décrit par la lutte de deux pouvoirs opposants. Le premier était le Parti

⁵⁶ *L'Humanité*, Mercredi 18 novembre 1987, pp. 17, transmis par Adalet, Tahirzade, Meydan 4 Yıl, 4 Ay, Vol.1, Bakü, Ay-Ulduz, 1997, p.17, transmis par Nazım, Cafersoy, *Elçibey Dönemi...op.cit.*, p.9.

⁵⁷ Nesip, Nesipzade, "Perestroika'nın Zor Döneminde Azerbaycan'da Politik Gelişmeler, Türkiye Modeli ve Türk Kökenli Cumhuriyetlerle Eski Sovyet Halkları", Annonces offert au Symposium organisé le 16-19 septembre 1991 par *Yeni Forum*, p.121, transmis par Cavid Abdullayev, Azerbaycan'da Anayasalaşma Süreci ve Benimsenen Sistemin Niteliği, *Avrasya Dosyası, Azerbaycan Özel*, Vol.7, No.1, p.111.

⁵⁸ Ebülfez, Eltchibey, *Bağımsızlık : İkinci Girişim*, Adalet Tahirzade, *Elçibey*, Bakü, Cumhuriyet Gazetesi Yayını, 1999, p.333, transmis par Nazım Cafersoy, *Elçibey Dönemi...op.cit.*, p.11.

⁵⁹ Adalet, Tahirzade, *Elçi Bey*, p. 56, transmis par Nazım, Cafersoy, *op.cit.*, p.16.

communiste et la deuxième était le Front populaire d'Azerbaïdjan soutenu par une masse populaire. Entre 1988 et 1991, les classements politiques de deux côtés étaient très largement idéologiques. L'anticommunisme, le nationalisme et le choix des partenaires étrangers étaient des facteurs dominants de la différenciation à l'intérieur du mouvement de libération nationale du Front populaire et aussi chez les communistes.

Dès le départ, en Azerbaïdjan, le mouvement de libération nationale était hétérogène et politisé. Son premier objectif et sa raison d'être étaient la lutte contre le régime existant. Cette lutte mêlait l'anticommunisme et l'anti-impérialisme. Elle était le résultat de la détresse sociale d'un pays qui est l'un des moins biens arbitré du système soviétique. Les orientations idéologiques étaient secondaires. Le mouvement était d'abord urbain et intellectuel puis il est devenu aussi rural dans le contexte des affrontements du Karabakh. C'était véritablement un mouvement de masse et spontané.⁶⁰

La lutte d'indépendance en Azerbaïdjan était si rapide que les mouvements démocratiques prédominaient sur la scène soviétique. Voire, le peuple azerbaïdjanais était élu comme "le peuple de l'année" en 1989 par le Nations Unies.⁶¹

En face des initiatives du FPA, l'autorité communiste d'Azerbaïdjan a dû obliger de donner des concessions au FPA. Le Soviet Suprême a déclaré qu'il avait libéré le statut d'administration spéciale du Karabakh. De plus, il a reconnu officiellement le Front populaire d'Azerbaïdjan le 5 octobre 1989.⁶²

La décision du 1 décembre 1989 du Parlement arménien d'unir le Karabakh à l'Arménie a entravé les tensions au sein du peuple azerbaïdjanais. L'administration de Moscou a décidé d'envoyer ses troupes à Bakou le 19 et 20 janvier 1990 sous le prétexte de la réalisation des attaques du peuple azéri contre les Arméniens.⁶³ Cette intervention russe a causé un grand écart entre Moscou et le Front populaire

⁶⁰ Damien, Helly, "Le Paysage Politique..." op.cit., p.251.

⁶¹ Gabil, Hüseyinli, "Azerbaycan'da Siyasal Partiler ve Siyasal İlişkiler", *Avrasya Dosyası, Azerbaycan Özel*, Vol.7, No.1, Printemps 2001, p.163.

⁶² Oktay, Sultanov, *op.cit.*, p.72, transmis par Nazim Cafersoy, *Elçibey Dönemi... op.cit.*, p 20.

⁶³ Cavid, Abdullayev, "Azerbaycan'da Anayasalaşma Süreci ve Benimsenen Sistemin Niteliği", *Avrasya Dosyası, Azerbaycan Özel*, Vol.7, No.1, Printemps 2001, p. 112.

d'Azerbaïdjan. Selon les sources officielles, à la suite de l'intervention russe, 131 personnes étaient mortes, 744 personnes blessées, 400 personnes emprisonnées.⁶⁴

Après l'intervention soviétique, Vezirov a cédé sa place de secrétariat dans le Parti communiste d'Azerbaïdjan à Ayaz Mouttalibov le 27 janvier 1990. Pendant la période de Mouttalibov, il a donné un certain nombre de marge aux manœuvres et aux activités du FPA. Suivant la présidence de Mouttalibov, les élections du Parlement ont eu lieu le 30 septembre 1990. Bien que le FPA avait participé aux élections sous le toit du bloc démocratique d'Azerbaïdjan, la majorité des sièges était des communistes.⁶⁵ A l'Assemblée, le FPA a pu obtenir environ 30 chaises sur 350 au totale. A la suite des élections présidentielles, A. Mouttalibov a été élu le président de la République d'Azerbaïdjan le 8 septembre 1991.⁶⁶

Malgré les mécontentements de l'opposition à l'élection de Mouttalibov en tant que président, il a accru les tensions dans le pays. Les représentants de FPA ont augmenté leurs pressions pour la déclaration de l'indépendance. Le remplacement du Soviet Suprême par l'Assemblée a assuré une marge de manœuvre plus grande pour FPA. L'Azerbaïdjan a déclaré son indépendance le 30 Août 1991 et par la suite le 18 octobre 1991, la République d'Azerbaïdjan a accepté l'Acte constitutionnelle concernant l'indépendance de l'Etat pour confirmer la déclaration d'indépendance.⁶⁷

Après la déclaration d'indépendance le 18 octobre 1991, le pouvoir de Mouttalibov a fait face aux problèmes difficiles. Même si les attaques arméniennes dans des villes azéries se sont aggravées, Mouttalibov n'avait pas montré l'effort de constituer une Armée Nationale.⁶⁸ Il est possible de dire que l'Union soviétique a accru ses activités en faveur des attaques arméniennes, vu que l'administration azérie retardait l'admission à la Communauté des Etats Indépendants (CEI) et qu'elle ne payait pas ses dettes extérieures à l'Union soviétique.⁶⁹

⁶⁴ Adalet, Tahirzade, Meydan 4 Yıl, 4 Ay, Vol.2, p. 65, transmis par Nazim, Cafersoy, *Elçibey Dönemi... op.cit.*, p.24.

⁶⁵ Les relations entre le pouvoir et l'opposition seront étudiées d'une manière plus détaillée dans la deuxième partie du travail.

⁶⁶ Nazim, Cafersoy, "Azerbaycan'da Bağımsızlığın Diğer Adı: Ebülfez Elçibey", *Stratejik Analiz*, Vol.1, No.5, Septembre 2000, p.12.

⁶⁷ Nazim, Cafersoy, "Azerbaycan'da Bağımsızlığın Diğer...op.cit.,p. 14.

⁶⁸ Cavid, Abdullayev, *op.cit.*, p.112.

⁶⁹ Oktay, Sultanov, *op.cit.*, p. 153, transmis par Nazim, Cafersoy, *op.cit.*, p. 40.

Cependant, cette situation démontre qu'il existe une corrélation très étroite avec la démission de Mouttalibov.⁷⁰ Ces massacres et l'attitude prosoviétique de Mouttalibov⁷¹ ont entraîné une grande réaction au sein du peuple contre l'autorité communiste. De plus, ce phénomène a renforcé les idées contre Mouttalibov au sein des partis de l'opposition. Lors de la réunion du 15 et 16 février 1992, l'Assemblée du Front populaire a pris une décision demandant la démission de Mouttalibov et le changement de l'Assemblée nationale. (*Milli Medjlis*)⁷²

A la suite des pressions des manifestants nationalistes, Ayaz Mouttalibov a démissionné le 6 mars 1992. Puis, la majorité communiste siégée au *Milli Medjlis* a élu Yakoub Mamedov comme le président du parlement à la place d'Elmira Gafarov. Après la démission de Mouttalibov, les droits de la présidence de République ont été transmis d'une façon provisoire au président du *Milli Medjlis*, qui fut Mamedov.⁷³ Le 15 mai 1992, le Front populaire s'est emparé du pouvoir en Azerbaïdjan. Le Parlement a élu à la présidence Isa Gambarov, qui est devenu le président de la République pour une période intérim. L'arrivée au pouvoir du FPA a ouvert une période de fragilité. Les alliances qui s'opéraient à correspondre surtout aux stratégies de prise de pouvoir et donnaient lieu aux multiples tentatives de putschs.

1.4. Les aspects généraux de la vie politique en Azerbaïdjan

La déclaration de l'indépendance d'Azerbaïdjan a apporté plusieurs réformes dans de différents domaines. Pour pouvoir analyser la nature du régime, il vaut mieux citer les caractéristiques générales du système politique de l'Azerbaïdjan.

Il est possible de dire que l'étape la plus importante pour l'établissement et la consolidation d'un système politique stable et démocratique consiste sur la préparation d'une Constitution. En générale, les Constitutions forment la base de garantie des libertés fondamentales. A cet égard, on observe un processus de

⁷⁰ Le massacre de Khodjaly a causé la mort d'un très grand nombre de civils azerbaïdjanais dans la ville de Khodjaly le 25 février 1992.

⁷¹ Mouttalibov avait signé des accords prévoyant l'adhésion à l'armée commune de CEI pendant que le massacre de Khodjaly se déroule.

⁷² Adalet, Tahirzade, *op.cit.*, pp. 72, transmis par Nazim Cafersoy, *Elçibey Dönemi...op.cit.*, p.40.

⁷³ Cavid, Abdullayev, *op.cit.*, p.113.

constitutionnalisation chez les ex-républiques soviétiques à partir de leurs indépendances.

La première Constitution de la République d'Azerbaïdjan a été entrée en vigueur le 27 novembre 1995 pendant la présidence de Gaïdar Aliev. Cette Constitution remplaçait aussi la dernière Constitution de 1978 héritée de l'Union soviétique.⁷⁴

Selon la Constitution, l'Azerbaïdjan se qualifie un Etat démocratique, séculaire et unitaire ayant la séparation des pouvoirs.⁷⁵ L'Etat ne présente aucun caractère religieux. Quand il s'agit de déterminer le régime politique, le peuple participe au processus de décision politique par la voie de referendum.

La Constitution se compose de cinq sections concernant 158 articles essentiels et 12 articles provisoires. La première section englobe la souveraineté du peuple, la deuxième est consacrée aux libertés et aux responsabilités fondamentales des citoyens, la troisième partie contient les compétences du pouvoir législative, exécutif et judiciaire, le quatrième section est relative aux pouvoirs locaux et la cinquième section comprend les amendements et le fonctionnement de la Constitution.⁷⁶

La République de l'Azerbaïdjan se constitue sur le principe de séparation des pouvoirs. Le pouvoir législatif de la République d'Azerbaïdjan appartient à l'Assemblée Nationale (*Milli Medjlis*) qui est constitué de 125 députés élus pour cinq ans selon un scrutin majoritaire et proportionnel.⁷⁷ Alors que les 100 députés sont élus avec le système majoritaire, les 25 autres sont élus selon le système proportionnel parallèlement la répartition des partis politiques.⁷⁸

En ce qui concerne le pouvoir exécutif, le système politique est basé sur le régime présidentiel. Le pouvoir exécutif joue un rôle prédominant. Le pouvoir appartient au président de la République qui est élu pour cinq ans par le suffrage universel direct

⁷⁴ Erhan, Büyükakıncı, "Le Processus Constitutionnel et la Restructuration Institutionnelle dans les Républiques Turcophones de l'ex-URSS : l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, et l'Ouzbékistan", *Central Asian Survey*, Vol.18, No.1, Mars 1999, p. 80.

⁷⁵ L'Article 7 de la Constitution.

⁷⁶ Voir le site officiel de la présidence d'Azerbaïdjan pour arriver au texte intégral de la Constitution http://www.president.az/s30_government/government_e.html.

⁷⁷ Mürteza, Hasanoğlu, op.cit., p.171.

⁷⁸ Araz, Aslanlı, "Azerbaycan'da İç Politik Gelişmeler ve Demokrasi Sorunu", *Stratejik Analiz*, Vol.3, No. 29, Septembre 2002, p. 11.

ayant deux tours. Le président ne peut être élu plus de deux fois. Le président de l'Etat se trouve plusieurs droits. Le gouvernement est responsable vis-à-vis du président de la République avec tous ses actes.⁷⁹ Le premier ministre et les ministres sont nommés par le président de la République avec l'approbation de l'Assemblée Nationale.

Le président de la République est le représentant de l'intégrité territoriale de l'Etat et la garantie de la liberté du pouvoir judiciaire. Mais, cette dernière caractéristique est en contradiction avec le principe de séparation des pouvoirs. Il n'a aucune responsabilité en face de l'Assemblée. Une caractéristique importante de la Constitution d'Azerbaïdjan est que le président n'a pas le droit de dissoudre le parlement. Ceci constitue une garantie importante pour le maintien du système politique.⁸⁰

Le pouvoir judiciaire en Azerbaïdjan est maintenu par la Cour suprême et les tribunaux indépendants nommés avec l'approbation de l'Assemblée Nationale. La décision du renvoi de juges de la Cour Constitutionnelle de la République d'Azerbaïdjan est prise par *Milli Medjlis* de la République d'Azerbaïdjan avec la majorité de 83 votes.⁸¹ On peut parler d'une indépendance limitée des institutions judiciaires, étant donné que les représentants des cadres juridiques sont choisis par le *Milli Medjlis* avec la proposition du président de la République.⁸²

L'aspect fondamental de la Constitution d'Azerbaïdjan consiste sur le privilège de l'organe exécutif. Le processus d'élaboration de la Constitution s'est rencontré avec certaines rigidités. D'abord, on voit la question de légitimité. On parle de trois types de légitimité qui sont l'élaboration de la Constitution par un comité légitime ; l'élaboration convenant aux principes démocratiques et l'approbation après le référendum.⁸³ Eltchibey soutenait l'idée que le pays devrait être administré selon la séparation des pouvoirs et que ces trois organes devraient fonctionner à partir des élections.

⁷⁹ Voir l'article 119 de la Constitution pour voir les compétences du gouvernement.

⁸⁰ Cavid, Abdullayev, "Azerbaycan'da Anayasalaşma Süreci ve Benimsenen Sistemin Niteliği", *Avrasya Dosyası, Azerbaycan Özel*, Vol.7, No.1, Printemps 2001, p. 126.

⁸¹ L'article 128 de la Constitution.

⁸² Erhan, Büyükkancı, op.cit., p. 84.

⁸³ Levent, Gönenç, "Azerbaycan Anayasası Üzerine Notlar", *AÜFH Dergisi*, Vol. 47, No. 1-4, Ankara, p.216, transmis par Cavid, Abdullayev, op.cit., p. 114.

Jusqu'à aujourd'hui, si on ne tient pas en compte les élections législatives de 1990 et les élections présidentielles de 1991, il y a eu quatre élections présidentielles, trois élections législatives et deux élections municipales en Azerbaïdjan. Actuellement, le président de la République est Ilkham Aliev depuis octobre 2003, le président de l'Assemblée nationale est Ogtay Asadov depuis novembre 2005, le premier ministre est Arthur Rasizade depuis octobre 2003.⁸⁴

Il est possible de mentionner que le Front populaire est l'acteur le plus important du système politique en Azerbaïdjan. Jusqu'aux élections parlementaires de 1995, avant qu'il devienne un parti politique, le FPA trouvait ses origines dans la fondation des sages de Bakou, puis, il se converti en mouvement de peuple.⁸⁵ Les leaders politiques actuels d'Azerbaïdjan ont été actifs au sein du FPA pendant le processus d'indépendance.

Par conséquent, si on regarde le panorama politique de l'Azerbaïdjan, tous les instruments institutionnels existent ce que les régimes démocratiques exigent. Mais en pratique, elle subi d'une énorme de critiques parce qu'elle ne soit pas assez démocratique.

1.4.1. Les partis politiques

Afin de tracer les caractéristiques essentielles de la culture politique en Azerbaïdjan, il est nécessaire d'aborder les partis politiques. Dans quelles circonstances, les partis politiques se sont apparus ? Quel est le contenu de leurs programmes ? Ou bien, qui sont leurs membres ?

Etant donné que l'Azerbaïdjan était sous l'influence soviétique ayant d'un régime totalitaire, elle n'a pas pu avoir une culture démocratique et libérale. Le long période soviétique entraîne l'établissement d'une culture politique compatible à celui-ci et donc les consciences des gens se forment selon les règles soviétiques.

⁸⁴ Government in Azerbaijan, Voir le site Internet, <http://www.azerb.com/>.

⁸⁵ Oktay, Sultanov, *op.cit.*, p.72, transmis par Nazım, Cafersoy, *Elçibey Dönemi...op.cit.*, p. 20.

Pendant l'année de 1985, pour la première fois, une idée d'élection alternative est apparue avec l'influence de *Perestroïka* et *Glasnost*. En 1989, il y a eu une élection relativement démocratique au sein du parlement soviétique et parallèlement, on observait la création des voix opposées au Parti communiste. Ces changements ont aussi commencé à s'étendre en Azerbaïdjan.⁸⁶

En Azerbaïdjan, selon la loi sur les partis politiques, les activités politiques ne sont maintenues que l'intermédiaire des partis politiques. Toujours selon l'article 4 de cette loi, un parti doit atteindre le seuil de 1000 membres pour être enregistré en tant qu'un parti politique.⁸⁷

D'après l'un des responsables du bureau des enregistrements officiels du ministère azéri de la justice, Fazil Mamedov, l'Azerbaïdjan compte actuellement 42 partis politiques officiellement recensés et enregistrés. Mais, d'après des sources non officielles l'Azerbaïdjan recenserait plus de 100 partis politiques.⁸⁸ L'existence de nombreux partis dans un pays si petit provient de la culture politique faible. Tant que le caractère du régime s'incline vers la démocratie, il est vrai qu'il y aura une anticipation de l'intégration politique.

Si on commence par le parti du Front populaire (FPA), il est possible de dire qu'il s'agit dans un premier temps, d'antisoviétisme et de revendication nationale. Le Front populaire a été formé d'abord, comme un mouvement de masse populaire sous l'influence des idées de *Perestroïka* et plutôt des attaques arméniennes en Haut-Karabakh en 1989. Au commencement, le FPA regroupait toutes les tendances politiques soit gauche soit, nationalistes radicaux, communistes soit de sociales démocrates.⁸⁹

Après la dissolution de l'Union soviétique en 1991, une nouvelle ère a commencé à l'égard des partis politiques en Azerbaïdjan. Avec le temps, on remarque les divisions des idées qui résulteront à des formations de différents partis. En d'autre terme, on peut dire qu'il y a eu des divergences des ruptures du parti du Front

⁸⁶ Gabil Hüseyinli, op.cit., p. 162.

⁸⁷ Araz, Aslanlı, "Azerbaycan'da İç Politik Gelişmeler..." op.cit., p. 8.

⁸⁸ Voir le site Internet, http://www.armenews.com/article.php3?id_article=16497, 4 mars 2005.

⁸⁹ Gabil, Hüseyinli, op.cit., p. 163.

populaire. La transition vers le multipartisme s'est faite en 1992 après l'approbation de la loi sur les partis politiques par le parlement.

Le 26 janvier 1992, le Conseil du FPA a défini les fondements idéologiques du parti qui se constituaient sur le principe démocratique, et qui privilégiaient les droits de l'homme et de la souveraineté du peuple. Dans son programme, le parti visait à assurer une Azerbaïdjan indépendante comme l'Etat de droit et le passage à l'économie de marché dans le domaine économique et l'assurance de la liberté d'expression.⁹⁰

Avant les élections parlementaires de 1995, le FPA a voté parmi ses membres l'enregistrer officiellement comme un parti politique, nommant à la Présidence Abulfaz Eltchibey. On estime que le parti a presque 80.000 membres. A titre d'exemple, les leaders du Front populaire définissent leur parti comme étant de "centre-droit". Son organe de presse s'appelle *Azadlıq* (la liberté).⁹¹

Les échelles classiques "droite-gauche", "étatiste-libéral" des pays européens ne sont pas étrangères aux hommes politiques azerbaïdjanais, l'appellation "Parti Libéral" parle d'elle-même, tandis que des membres du parti de Nouvel Azerbaïdjan classent leur parti au "centre gauche".⁹²

Les nationalistes radicaux, actifs pendant les événements de janvier 1990 ont formé en 1991 le parti de l'Indépendance Nationale (*Azərbaycan Milli İstiqalət Partiyası*, AMIP).⁹³ Leur leader était Etibar Mamedov, emprisonné après janvier 1990 et qui revient sur scène en septembre de la même année.⁹⁴ Ils insistaient sur la place et le rôle de l'ethnie turque. En juin 1997, E. Mamedov a tenté de se donner une image plus modérée que celle du nationaliste extrême du début des années 1990. L'idéologie du parti était proche de mouvement du Front populaire. Son organe de presse est *Millet*. (La Nation, l'Ethnie)

⁹⁰ AHC Meramname ve Nizamnamesi, Les Principes Généraux, Bakü, 1992, p.4-5 transmis par Nazim, Cafersoy, *op.cit.*, p.37.

⁹¹ Damien, Helly, "Le Paysage Politique...*op.cit.*", p.270.

⁹² Entretien avec M. Aragbey Asherov cadre du parti Yeni Azərbaycan, 14 Octobre 1997, Bakou, transmis par Damien, Helly, "Le Paysage Politique...", *op.cit.*, p. 253.

⁹³ AMIP, Azerbaijan Milli Istiqalət Party.

⁹⁴ Ibid., p. 270.

Quant au parti Moussavat⁹⁵, ce parti est le parti le plus ancien de l'Azerbaïdjan. Il a été créé pour la première fois en 1911.⁹⁶ Son idéologie était pro turc et nationaliste. De même, l'Azerbaïdjan avait déclaré son indépendance en 1918 sous le guide de ce parti. Dans la période post-soviétique, le parti Moussavat a été refondé sous la présidence de Isa Gambar en 1992. Pour l'instant, il est vrai de dire que ce parti est le plus grand parti d'opposition avec ses nombreux membres. Le parti a environ 15.000 membres. Son organe de presse est *Yeni Musavat* (la Nouvelle Egalité).⁹⁷

En ce qui concerne le parti du nouvel Azerbaïdjan (*Yeni Azərbaycan Partiyası*, YAP), il a été fondé en 1993 à Nakhitchevan sous la direction de son premier leader de G. Aliev. Parfois il est difficile de désigner tout à fait d'une manière objective lequel des partis est plus populaire entre les autres.⁹⁸ Depuis 1993, ce parti est au pouvoir et il a une majorité définitive dans l'Assemblée Nationale. Néanmoins, on remarque plusieurs critiques des élections étant qu'elles ont des irrégularités. Il est le plus grand parti politique du pays. Lors du premier Congrès du parti en 1999, les deux fractions, qui se formaient des réformistes et des conservateurs, étaient déterminantes. Alors que les conservateurs soutiennent G. Aliev, les réformistes accentuent le changement du pouvoir à son fils, I. Aliev. Le parti du nouvel Azerbaïdjan a plus de 100.000 membres.⁹⁹ Ses organes de presse sont le journal de *Nouvel Azerbaïdjan, Ses et Nakhitchevan*.¹⁰⁰

Le parti du nouvel Azerbaïdjan est un parti politique d'un type parlementaire qui agit à fortifier l'indépendance de l'Etat, l'intégrité territoriale, établir des réformes civilisées et démocratiques qui visent assurer des conditions pour faire durer la paix civile et l'union publique, l'économie socialement orientée, la fourniture et le

⁹⁵ Le mot de Moussavat signifie l'égalité.

⁹⁶ Le Moussavat a été fondé par les initiatives d'Abbas Kasımzade, Veli Mihailzade. Après l'invasion bolchevique, le parti a été obligé de maintenir ses activités en cachet. Voire, les fondateurs du parti Mehmet Emin Rasulzade et ses collaborateurs ont vécu en Turquie. Banu İşlet Sönmez, "Azerbaycan'da Yirminci Yüzyılın Başında ve 1990'lı Yıllarda Siyasî Gelişmeler, Azerbaycan Millî Hareketi ve Musavat Partisi", *Akademik Araştırmalar Dergisi*, No.6, Voir le site Internet, <http://www.academical.org/dergi/makale/s6azerbeycan.htm>.

⁹⁷ Voir le site Internet <http://www.eurasianet.org/departments/election/azerbaijan/azparties.html#top>.

⁹⁸ Gabil Hüseyinli, op.cit., pp.161-176.

⁹⁹ Pre - Elections Report : "The November 1995 Parliamentary Election, Republic of Azerbaijan", publié par l'Institut National Démocratique pour les affaires internationales (31 Octobre 1995), p.14, transmis par Karen Dawisha, Bruce Parrott, op.cit., p.148.

¹⁰⁰ Voir le site Internet <http://www.eurasianet.org/departments/election/azerbaijan/azparties.html#top>.

développement, la défense de droits de l'humain et des libertés sans tenir compte à la race, la nationalité, la croyance religieuse et la langue.

En ce qui concerne le parti social - démocrate, ce parti a été fondé sous la présidence de Zerdust Alizade et Laila Younussova. Actuellement, il a environ 1500-2000 adhérents. Ce parti défend le système politique libérale. Mais il n'a aucun représentant dans le gouvernement existant et n'a pas un effet négligeable sur la scène politique de l'Azerbaïdjan. Son organe de presse est *Istiglal* (l'indépendance)¹⁰¹

Si on continue avec le Parti démocrate d'Azerbaïdjan, ce parti fondé en 1992 s'est uni avec le parti d'Adalet en 1996 sous la présidence Ilyas Ismailov. Puis, on voit que Rasul Gouliev qui était en exil aux Etats-Unis était en contact avec ce parti. En 1998, Gouliev a été élu comme co-président du parti. Vu qu'il existait des désaccords entre Ismailov et Guliev, le parti d'Adalet s'est détaché du Parti démocrate d'Azerbaïdjan. Tous ces événements ont affaibli l'efficacité de ce parti sur la scène politique d'Azerbaïdjan. On voit ses organes de presse *Hürriyet* et *Demokratik Azerbaïdjan* (l'Azerbaïdjan démocratique)¹⁰²

Un autre parti étant le parti d'*Ana Vatan* (mère patrie) a été fondé en novembre 1990, sous le leader F. Agamaliyev. On peut dire que son approche est anti-russe, anti-islamiste et pro-Aliev. Le parti visait à fonder une Azerbaïdjan stable. A l'égard idéologique, ce parti est proche au parti du pouvoir. Actuellement, ce parti a deux représentants au parlement. De plus, chez le parti d'*Ana Vatan*, les intérêts personnels peuvent prédominer sur des objectifs politiques généraux du parti. Son organe de presse est *Ana Vatan*.

Les partisans du parti Loup Gris sont derrière leur leader Iskender Gamidov et restent les plus radicaux. Leur implication dans le coup d'Etat de 1995 contre Gaïdar Aliev a causé l'interdiction de ce parti et Gamidov a été arrêté.

Quant au parti libéral, le parti a été fondé en 1993 sous la présidence de Lala Chevket Pasha. Il a mis l'accent sur l'établissement d'une économie libérale dans ses

¹⁰¹ Damien, Helly, "Le Paysage Politique...op.cit.", p.270.

¹⁰² Voir le site Internet <http://www.eurasianet.org/departments/election/azerbaijan/azparties.html#top>.

objectifs du programme du parti. Le parti a refusé l'intégration aux alliances économiques. Son organe de presse est *Liberal*.¹⁰³

En Azerbaïdjan, à cause du manque de la consolidation du régime politique, les partis politiques pouvaient s'écarter de leurs objectifs sur laquelle ils s'établissaient. Si on analyse les partis politiques d'opposition en Azerbaïdjan, il était possible de dire que leurs structures étaient complexes. Par exemple, les partis les plus radicaux d'opposition se sont unis sous l'égide du Congrès démocratique.¹⁰⁴

Par conséquent, on peut prétendre qu'il existe une pluralité des partis politiques grâce à l'adoption de la loi sur les partis politiques en 1992. Mais avec l'arrivée au pouvoir de G. Aliev, on constate un certain nombre de reculement dans la liberté de leurs activités.

1.4.2. La situation des médias

La situation de médias dans une société nous montre bien le niveau de libertés. La presse nationale en Azerbaïdjan a commencé à se développer vers la moitié du XIX^{ème} siècle. Il est possible de dire que les mouvements nationalistes en Azerbaïdjan ont été accélérés par la presse. Par exemple, le premier journal national qui s'appelait "*Ekinci*" avait été publié en 1875.¹⁰⁵ Le journal de *Ekinci* avait la mission de diffuser des valeurs démocratiques et de développer la conscience nationale.¹⁰⁶ Ensuite, on peut parler du journal de *Hayat* publié à Bakou. Le journal utilisait d'une manière intensive des thèmes du nationalisme turc.¹⁰⁷ Le rôle de presse dans la proclamation de l'indépendance de la République en 1918, a été très important.

¹⁰³ Damien, Helly, "Le Paysage Politique...op.cit.", p.270.

¹⁰⁴ Gabil, Hüseyinli, op.cit., p.171.

¹⁰⁵ Le journal *Ekinci* est le premier journal publié en turc en Azerbaïdjan. Il a été suspendu par l'autorité russe pendant la guerre de 1877-1878, qui a eu lieu entre l'Empire Ottoman et la Russie, étant donné qu'il semblait avoir des approches pro turc.

¹⁰⁶ Memmed, Memmedov, "Azerbaycan Basınının Dünü ve Bugünü", Voir le site Internet, http://www.byegm.gov.tr/seminerler/tunceli_ix/tunceli_10.htm.

¹⁰⁷ Les cadres d'écrivains du journal *Hayat*, comme Alibey Hüseinzadé, Ali Mardan Toptchubashov, Ahmetbey Agaoglu seront influents dans les cadres dirigeants de l'Azerbaïdjan.

Les médias en Azerbaïdjan, sous l'ère soviétique étaient devenu un instrument pour la consolidation des valeurs du Parti communiste. Dans les écoles de journalistes, il n'y avait pas d'une politique de formation pour enseigner les pratiques professionnelles, mais, il était possible d'apprendre des responsabilités attendues par le système soviétique. Les masses médias étaient considérées comme la garantie d'intégration du système.¹⁰⁸

En ce qui concerne de l'indépendance, les masses média ont joué un rôle pour diffuser des valeurs de la lutte d'indépendance au peuple. Mais, d'une part, il existait un groupe de média financé par le Parti communiste qui tentait de maintenir le système socialiste et d'une autre part, un nouveau groupe de médias qui voulait assurer un nouveau système politique basé sur la démocratie en se défiant au système existante. En fait, alors que ce nouveau groupe de médias dans les ex-Républiques de l'Union soviétique s'était émergé avec les reformes de *Glasnost*, en Azerbaïdjan, le conflit du Karabakh a joué une rôle cruciale afin de transformation des masses médias.¹⁰⁹

Ensuite, avec la transition, on constate une politisation de médias à partir de l'indépendance. Les journalistes assumaient des rôles au-delà de leurs pratiques professionnelles. Car, alors que dans la période d'Elchibey, les masses médias essayaient de diffuser les idées d'indépendance et les engagements du Front populaire, dans la période de Aliev, elle était devenue une force opposante en face des politiques oppressives de G. Aliev.

Aujourd'hui à peu près 400 journaux sont publiés à travers le pays, mais moins de 50 apparaissent plus ou moins régulièrement. Les journaux régionaux sont minoritaires et la plupart des journaux populaires sont publiés à Bakou. Il vaut mieux les distinguer en trois groupes pour les classier : ceux qui sont financés par le pouvoir¹¹⁰, par les partis politiques¹¹¹ et par les institutions indépendantes et commerciales.¹¹²

¹⁰⁸ Rizvan Genberli, "Azerbaycan'da Bitmeyen Geçiş Süreci ve Medya Çıkmazı", *Avrasya Dosyası, Azerbaycan Özel*, Vol.7, No.1, Printemps 2001, p.198.

¹⁰⁹ Ibid., p. 202.

¹¹⁰ Les journaux essentiels soutenus par le pouvoir sont *Azerbaijan, Bakinskii Rabochii, Yeni Azerbaijan et Khalg Gazeti*.

S'il faut classer les journaux, seulement 15 % de journaux et de revues ont été fondés par les structures gouvernementales. Plus de 65 % de journaux appartiennent aux différentes organisations politiques et publiques, aux structures privées et aux personnes légales, qui ne sont pas limitées sur l'accès de l'information officielle par les structures gouvernementales. Les départements de presse de ministères différents et d'autres corps de l'Etat sont responsables pour fournir la communauté avec l'information officielle. Les minorités ethniques et religieuses ne font face à aucune limite dans l'accès des médias. Les journaux sont publiés d'une manière libre dans les langues de minorités ethniques.¹¹³

En ce qui concerne la télévision, aujourd'hui en Azerbaïdjan, il y a deux chaînes subventionnées par l'Etat, cinq stations nationales majeures, quatre chaînes privées et neuf stations régionales. Les chaînes d'Etat sont *Az/TV-1* et *Az/TV-2*. Celles-ci n'ont pas de politique de communication particulière. Les chaînes nationales majeures sont *Lider TV*, *Space TV*, *ANS* et *ATV*. Il est possible de voir l'influence du pouvoir sur toutes les chaînes de télévision du pays, y compris les médias se proclamant indépendants.¹¹⁴

Les chaînes les plus influentes dans la formation de l'opinion publique sont essentiellement les chaînes de télévision comme *Lider TV* et *Space TV*. *Lider TV* soutient clairement le gouvernement, souvent y compris la rumeur de l'opposition dans ses informations.¹¹⁵

Quant aux médias électroniques, on voit moins d'une dizaine de stations fonctionnent sur une cinquantaine. Il existe sept sociétés indépendantes qui sont en opération, dont *ANS* (l'Agence de presse de l'Azerbaïdjan) qui semble la plus puissante. Elle fournit des émissions de divertissement à 1,2 million de téléspectateurs.

¹¹¹ Les journaux financés par les partis politiques sont *l'Azadlıq*, *Yeni Musavat*, *Millet*, *İstıglal*, *Khurriyet*, *Express* et *Respublika*.

¹¹² Les journaux financés par les fondations indépendantes sont *Zerkalo*, *Avrasia*, *Ayna*, *Panorama*, *525-ci Gazet*, *Şark*, *Günay*, *Adalet*, (justice) *7 Gün*. Voir le site Internet, <http://www.azerb.com/>.

¹¹³ Mass Media in Azerbaijan, Voir le site Internet, http://www.azerbaijan.az/Society/MassMedia/massMedia_e.html.

¹¹⁴ Nations in Transit 2006, Voir le site Internet, <http://www.freedomhouse.hu/nitransit/2006/azerbaijan2006.pdf>.

¹¹⁵ Media Sustainability, Index 2005, Voir le site Internet, <http://www.irex.org/msi/2005/MSI05-Azerbaijan.pdf>.

On compte aussi une station russe (RTR) et deux chaînes turcs. Les stations de radio sont nombreuses et diffusent principalement en azéri, mais il existe aussi des stations étrangères diffusant en russe, en anglais, en turc, en perse, en arabe, en français et en allemand.¹¹⁶

Malgré l'abolition de la censure officielle sur les médias, aujourd'hui, les médias sont peu capables d'accomplir leurs rôles comme source indépendante d'information, forum pour le débat national et chaîne pour relever de problèmes et exprimer les griefs.¹¹⁷ Sans oublier l'influence des télévisions étrangères comme les chaînes russes ORT et RTR, et les chaînes de télévision turques TRT 1, STV et Canal D qui bénéficient également d'un large potentiel de téléspectateurs.¹¹⁸

De plus, il y a 15 agences de presse en Azerbaïdjan. Le plus ancien qui est AzerTag, est sous le contrôle du gouvernement azerbaïdjanais. C'est la voix du parti de jugement et la source principale d'information pour les journaux gouvernementaux et AzTV1. Ensuite, Turan, établi en 1990 comme la première agence de presse indépendante, est considéré comme la source principale de nouvelles impartiales. Les autres agences sont beaucoup plus petites, avoir de moins ressources, et sont généralement polycopiés en trois services primaires.

Selon une recherche faite par une institution américaine, de 60 à 70 % du peuple en Azerbaïdjan regardent les chaînes de télé russe. Ce taux a augmenté à 80 % en 2001. Il faut percevoir la démocratie en tant qu'un processus sans oublier que l'Azerbaïdjan a une histoire féodale puis communiste. Dans des conditions normales, l'établissement d'un régime stable et démocratique peut exiger des décennies.¹¹⁹ Dans ce point, il est nécessaire que les médias assument beaucoup plus de responsabilités pour surmonter la phase de transition en Azerbaïdjan.

¹¹⁶ Voir le site Internet, <http://www.tlfg.ulaval.ca/axl/Asie/azerbaïdjan2.pol-off.htm>.

¹¹⁷ Edmund Herzig, *The New Caucasus Armenia, Azerbaijan and Georgia*, London, The Royal Institute of International Affairs, 1999, p.37.

¹¹⁸ Agasi, Hun, "Audiovisuel azerbaïdjanais : la chaîne panturque", TRT Entretien avec Abdulhamit Avshar, représentant de TRT à Bakou, l'édition du 8/11/2004. Voir le site Internet, http://www.caucaz.com/home/breve_contenu.php?id=105.

¹¹⁹ Hasan, Kanbolat, "Musavat Partisi Başkanı İsa Kamber : Azerbaycan Demokrasiye Hazırdır", *Stratejik Analiz*, Vol.2, No.15, Juillet 2001, p.125.

Chapitre 2. Les variables expliquant de la divergence politique de l'Azerbaïdjan

Afin de comprendre la situation politique actuelle, il vaut mieux de l'analyser en fonction de divers critères qui se superposent et se complètent mais qui sont inégalement déterminants selon les situations. Les variables internes et externes touchent l'évolution du régime azerbaïdjanais. On peut énumérer ces variables comme l'effet russe, la situation sociale et économique du pays, le rôle des leaders, l'intervention des puissances extérieures.

2.1. L'effet russe sur la culture politique de l'Azerbaïdjan

L'Azerbaïdjan a une importance différente de celle des autres républiques issues de l'Union soviétique. Cette importance provient sa situation géopolitique de l'Azerbaïdjan et ses réserves énergétiques considérables. L'intérêt russe sur l'Azerbaïdjan commence au début IX^{ème} siècle. La Russie avait commencé à envahir les villes situées au bord de la Mer Caspienne.¹²⁰

On peut énumérer les causes des intérêts russes en Azerbaïdjan. Premièrement, l'appartenance de l'Azerbaïdjan au monde musulman ouvrait des horizons pour la diffusion des idées communistes parmi les coreligionnaires de l'Orient. Deuxièmement, "être frère de l'ethnie turque", sur lequel les Soviets plaçaient beaucoup d'espoirs dans l'extension de la révolution, représentait un autre atout. Enfin, les immenses richesses des sous-sols en pétrole valorisaient également l'importance primordiale du territoire azerbaïdjanais pour la Russie soviétique. La Russie essayait de prévenir l'influence des Etats-Unis dans le Caucase du Sud.¹²¹

Une fois que l'Azerbaïdjan était soviétisé, le centre soviétique a commencé à mettre en place un mécanisme de contrôle, notamment, par sa politique des cadres. Ainsi, en 1925, le nombre de communistes d'origine russe en Transcaucasie s'élevait à 10 245

¹²⁰ Süleyman, Eliyarlı, *Azerbaycan Tarihi*, Bakü, Azerbaycan Yayınevi, 1996, p.212, transmis par Araz, Aslanlı, *Haydar Aliyev Dönemi Azerbaycan Dış Politikası*, Ankara, Platin Yayınları, 2005, p.176.

¹²¹ Nazım, Cafersoy, *Eyalet-Merkez Düzeyinden Eşit Statüye : Azerbaycan-Rusya İlişkileri 1991-2000*, Ankara, Asam Yayınları, Ankara Çalışmaları Dizisi, No.1, 2000, p.7.

dont 7 795 en Azerbaïdjan. Seuls 43 %¹²² des membres du Parti communiste d'Azerbaïdjan étaient des cadres nationaux.¹²³ Ce phénomène était dû à l'afflux de cadres communistes non originaires d'Azerbaïdjan, notamment d'origine russe et arménienne. Le but poursuivi était d'assurer l'enracinement de l'ordre et des lois soviétiques dans cette région multiethnique et stratégique au détriment des intérêts purement nationaux d'un seul groupe ethnique.¹²⁴

Pendant la période soviétique, la plus forte communauté russe de Transcaucasie se trouvait en Azerbaïdjan.¹²⁵ L'augmentation progressive du nombre de Russes est due en grande partie à la politique soviétique de répartition de ses populations selon une rationalité économique, tout en poursuivant des fins stratégiques à long terme.¹²⁶ En Asie Centrale et Caucase, l'un des obstacles essentiels devant la démocratisation consistait à l'administration dictateur de l'Union soviétique qui affectait la souveraineté du peuple la culture démocratique.¹²⁷

Alors pourquoi la Russie était si efficace sur les politiques d'Azerbaïdjan ? Que justifiait son effet ? Premièrement, environ depuis 200 ans, les élites politiques et administratives de l'Azerbaïdjan étaient très proches à la culture politique russe soit sous le régime tsariste, soit sous le régime soviétique. Ces élites qui ont une formation politique russe tenaient les cadres les plus importants dans la scène politique en Azerbaïdjan. C'est la raison la plus importante qui nous explique le succès de l'effet russe en Azerbaïdjan. Ces élites ayant des caractéristiques autoritaires étaient prêts à mettre en œuvre des politiques imposés par l'Union soviétique. En Azerbaïdjan, même pour avoir un cadre social d'un niveau inférieur, il fallait l'approbation du Centre communiste.¹²⁸

¹²² Ce taux était 47 % en 1923.

¹²³ À cette époque, ce taux était 93 % en Arménie et 71 % en Géorgie.

¹²⁴ A.Altstadt, *The Azerbaijani Turks: power and identity under Russian rule*, Stanford, Hoover Institution Press, 1992 pp.122-123, transmis par "La géopolitique de la Russie dans la région caspienne", Voir le site Internet, <http://www.univ-lille3.fr/theses/garik-galstyan/html/these.html>.

¹²⁵ Les communautés russes comptaient environ un million de personnes dans les années de 1970. Garik, Galstyan, "Les minorités russes...op.cit., p.25.

¹²⁶ Garik, Galstyan, "Molakenes, Doukhobors: Les Dernier Russes d'Azerbaïdjan", 21/05/2006, Voir le site internet, http://www.caucas.com/home/breve_contenu.php?id=359.

¹²⁷ Fahrettin, Canbaş, "Türk Cumhuriyetleri'nde Demokratikleşmeyi Etkileyen Faktörler", (red.) Mim Kemal Öke, *Geçiş sürecinde Orta Asya Türk Cumhuriyetleri*, İstanbul, Alfa Yayınları, 1999, pp.302, transmis par Saule, Baycaun, "11 Eylül Sonrası Orta Asya Demokrasi ve Otoriterlik Arasında", *Stratejik Analiz*, Vol.3, No.32, Décembre 2002, p. 83.

¹²⁸ Rasim, Musabeyov, "Azerbaycan Politik Elitinin Oluşumu ve Tarihsel Özellikleri", *Stratejik Analiz*, Vol.2, No. 23, Mars 2002, p. 109.

Même si ces élites avaient montré l'effort de donner une image occidentale, leurs réflexions, leurs activités et leurs principes politiques restaient sous l'ombre de l'approche socialiste russe. La Russie lui avait appris que chaque fois qu'il commençait à s'éloigner d'elle, il subissait d'une instabilité politique.¹²⁹

Par ailleurs, l'influence de la Russie peut être observé dans le domaine de l'information. Les écoles secondaires russophones sont financés par le budget d'Etat en Azerbaïdjan. De même, les écoles russophones ont augmentées de 13 % par rapport aux années de 1992-1993.¹³⁰

L'Azerbaïdjan est un pays producteur du pétrole depuis XIX^{ème} siècle. L'URSS avait donné une importance cruciale aux énergies pétrolières. Il faisait raffiner le pétrole sur le terrain mais il était dépourvu des technologies pour le raffiner en mer. L'Azerbaïdjan joue toujours un rôle clé dans les transferts des ressources pétrolières et ainsi dans l'axe Est-Ouest. Pendant les premières années de l'indépendance; on remarque une guerre implicite entre la Russie et les Etats-Unis pour le pétrole de la Mer Caspienne. Les Etats-Unis voulaient accomplir un projet d'oléoduc mettant à l'écart la Russie et l'Iran. La question du Haut-Karabakh rendait difficile cette volonté.

La Russie a mis en œuvre des politiques d'oppression envers l'Azerbaïdjan. Par exemple, en Azerbaïdjan, elle a soutenu des Arméniens au Karabakh et en Géorgie, elle a soutenu des Abkhazes qui ont des intentions séparatrices. Voici pourquoi les deux pays ont été obligés à s'adhérer à la CEI.

De plus, la Russie essaie d'augmenter son existence militaire dans la région en construisant des bases. La Russie a menacé plusieurs fois l'Azerbaïdjan afin de lui appliquer un blocus. L'un des objectifs essentiels de la Russie était d'empêcher la résolution des litiges régionaux avant que celle-ci donne son avis.

¹²⁹ Pour ces élites, il est possible de montrer comme exemple, Bagirov et Heidar Aliev étaient dans l'administration soviétique d'Azerbaïdjan entre les années 1969-1982.

¹³⁰ Musa, Gasimov, "Rusya'nın Azerbaycan Politikası", *Avrasya Dosyası, Kazakistan-Kırgızistan Özel*, Hiver 2001-2002, Vol.7, No.4, pp. 263-266.

Pour l'effet russe sur l'Azerbaïdjan, il est déductible que cet effet était omniprésent dans la vie politique azerbaïdjanaise. La Russie a maintenu à le manipuler avec tous ses moyens politiques, militaires et économiques.

2.2. La convenance de la structure sociale et économique

Afin de mieux comprendre le régime politique de l'Azerbaïdjan, il est nécessaire d'étudier la structure sociale et économique de cet Etat. Elle construit une base cruciale pour le positionnement de son régime. Quels indicateurs qui peuvent être aperçus lorsqu'on examine le panorama sociale et économique. Il est vrai que c'est un pays qui est l'un des producteurs de pétrole considérables du monde par contre, c'est aussi un pays qui a presque la moitié de la population qui vit au seuil de pauvreté. Comment ce contraste influe le destin du système politique de l'Azerbaïdjan ?

Pour cela, on peut commencer par étudier la structure économique du pays. L'économie du pays est fortement dépendante de l'exploitation du pétrole en Mer Caspienne, qui représente 75 % de la production industrielle et 82 % des exportations et 50 % du budget de l'Etat.¹³¹ En Azerbaïdjan, la récession économique de la phase de transition a entraîné une détérioration importante des conditions de vie de la population qui a dû faire face à la montée du chômage, de la pauvreté, des inégalités et à une détérioration des infrastructures et des services sociaux.

Ainsi, en Azerbaïdjan, par exemple, dans la période de récession entre 1990 et 1994, l'indice de la consommation des ménages a régressé de 100 à 25, ce qui donne une idée de l'ampleur du choc qu'a dû affronter la population. Dans ce même pays, il était possible d'observer que malgré les progrès économiques des dernières années, en 2001, 49 % de la population¹³² vivaient encore sous le seuil de la pauvreté qui subsistait avec 25,8 \$ par mois et 17 %¹³³ vivaient dans un état d'extrême pauvreté qui représentait 15,5 \$ par mois.¹³⁴ De plus, il s'agissait effectivement d'une

¹³¹ Raphaëlle, Mathey, "Azerbaïdjan 2005 Déni Démocratique", *Le Courrier des pays de l'Est*, No.1053, Janvier-Février 2006, p. 114.

¹³² Ceci renvoie au près de 4 millions de personnes.

¹³³ Ceci renvoie au près de 1,3 millions de personnes.

¹³⁴ Frédéric, LaPeyre, "Transition systémique, paupérisation et fragmentation Sociale: Principaux enjeux en terme de développement durable pour l'Azerbaïdjan et l'Arménie", p.122-123.

répartition inégale des revenus. Ces indicateurs économiques sont directement liés à la participation politique de la société. A cause des raisons économiques, il y a eu un niveau supérieur de migration vers la Russie et plus loin vers l'étranger. Selon les sources non officielles, 1 million à 1,5 millions de citoyens azerbaïdjanais vivent dans les autres pays de CEI.

L'Azerbaïdjan se trouve confronté à deux défis économiques majeurs pour maintenir sa stabilité macroéconomique. Il faut d'une part, diversifier son économie en développant les secteurs non pétrolières et contenir l'inflation, d'autre part, assurer une répartition équitable des revenus et réduire le niveau de pauvreté.

L'un des facteurs qui affaibli le système politique en Azerbaïdjan est la question de corruption à grande échelle qui est de plus en plus considérée comme l'une des menaces les plus significatives à la démocratisation plus approfondie dans les pays du Tiers Monde. Selon les enquêtes du *Business Environment and Enterprise Performance Survey*, pour 1999, l'Azerbaïdjan est désigné comme étant le pays où le niveau de la corruption est le plus élevé de la région.¹³⁵ De plus, le rapport annuel du *Transparency International*¹³⁶ exprime aussi la gravité du problème de corruption en Azerbaïdjan. Selon ce rapport, l'Azerbaïdjan s'est classée en 2005 au 137^e rang sur les 158 pays ayant un niveau de corruption.¹³⁷

S'il faut énumérer les différentes formes de corruption caractéristiques de l'Azerbaïdjan, il est possible de parler des pots-de-vin, les rémunérations des services rendus, le détournement de fonds et de biens publics, l'abus de pouvoir, l'intervention de l'Etat dans les activités d'institutions publiques et privées, le financement illicite des campagnes électorales, la corruption des membres des commissions électorales, le clanisme, et les nominations à des postes non politiques sur des critères politiques.¹³⁸ En juin 2000, bien que Aliev ait confié par décret au gouvernement la mission d'appliquer un programme nationale et un projet de loi anti-corruption, ces textes ne soient pas mis en œuvre. La corruption en Azerbaïdjan

¹³⁵ Amalia, Kostanyan, "La Corruption dans le Sud-Caucase", *Le Courrier des pays de l'Est*, No. 1032, Février 2003, pp. 47-54.

¹³⁶ La Transparency International est une organisation de société civile menant une lutte globale contre la corruption. Elle élève la conscience des effets qui endommagent de corruption, et les travaux avec les partenaires dans le gouvernement, les affaires et la société civile pour développer et appliquer des mesures efficaces pour l'empoigner.

¹³⁷ Voir le site Internet, www.transparency.org/policy_research/surveys_indices/cpi/2005.

¹³⁸ Amalia, Kostanyan, op.cit., p.49.

continue à être une menace devant le processus politique, économique, social et humain.

De même, d'un point de vue social et économique, ce pays devra s'attacher mieux répartir des fruits de la croissance. On constate, en effet, qu'aujourd'hui seule la capitale Bakou a commencé à surmonter les effets de l'effondrement du bloc soviétique. En revanche, le niveau de vie de la grande partie de la population azerbaïdjanaise demeure bas et ses conditions d'existence sont encore très difficiles.¹³⁹

2.2.1. La structure sociale

La structure sociale d'un pays joue un rôle crucial dans le processus politique. Une société politisée ou non, le taux d'alphabétisation, les niveaux économiques par personne, la place des organisations civiles, tous sont déterminants pour le caractère du régime politique.

En Azerbaïdjan, les premiers indices des mouvements en tant que société commencent à s'émerger au début du XX^{ème} siècle sous l'impulsion des Arméniens et des Iraniens. Tant que les Arméniens tentaient de réaliser leurs intérêts nationaux, il y avait une idée de défense chez les Azerbaïdjanais. D'ailleurs, le premier essai d'organisation politique appelée *Difai* (la défense) a été créé en 1905.¹⁴⁰ *Difai* était la première organisation politique nationaliste du pays visant à protéger la nation contre les attaques arméniens.¹⁴¹

Il est possible de dire que la société azerbaïdjanaise engendre un pessimisme en soi. Le conflit du Haut Karabakh et de l'occupation par l'Arménie des territoires touchent tous les aspects de la société azerbaïdjanaise : politiques, économiques, sociaux et militaires. Le cercle vicieux du conflit entraîne une défiance chez le peuple contre l'autorité. Ensuite, bien que l'Azerbaïdjan possède des richesses économiques considérables, le peuple n'a pas l'occasion d'en profiter. A cause du

¹³⁹ Voir le site Internet, <http://assemblee-nationale.fr/12/pdf/rapports/r2283.pdf>.

¹⁴⁰ *Difai* a été arrêté par l'administration de Moscou en 1909 pour qu'il se voie le parti de guerre.

¹⁴¹ Cengiz, Çağla, "Les Fondements Historiques... op.cit.", p.98.

manque de la classe moyenne, le problème de la pauvreté empêche l'intégration sociale.¹⁴²

Le scepticisme et les attitudes négatives des citoyens vis-à-vis du gouvernement et la politique publique sont parmi les défis croissants de société azerbaïdjanaise. Il s'agit d'une aliénation de la société vis-à-vis de la scène politique. Par exemple, les attitudes des peuples ordinaires montrent que la majorité des Azéris sont indifférent par rapport aux élections parlementaires. Les gens considèrent les élections comme une lutte entre le pouvoir et l'opposition.

De plus, l'Azerbaïdjan est un pays jeune, puisque 65 % de sa population active est composée de jeunes gens âgés de 18 à 34 ans. Selon une recherche de l'Organisation International de Travail (OIT) faite en 2003, 69 % des chômeurs étaient des jeunes et que le taux d'emploi dans la tranche d'âge des 15-24 ans était de 19,9 % pour les hommes et de 21,3 % pour les femmes. Cette recherche révélait aussi que le chômage des jeunes s'était aggravé par la présence d'un million de réfugiés et de personnes déplacées, parmi lesquelles on comptait de nombreux jeunes.¹⁴³

Suivant l'indépendance de l'Azerbaïdjan, il est possible de constater plusieurs facteurs défavorisés du profil démographique du pays. Les difficultés économiques et sociales ont exclusivement entraîné le vieillissement de la population, l'accroissement de taux de mortalité infantile, l'émigration de la main d'œuvre qualifié à l'extérieur et la croissance du taux de chômage. Bien que le taux de chômage est en voie d'accroître depuis l'indépendance, en 2000, ce taux a commencé à diminuer grâce aux institutions de main d'œuvre¹⁴⁴ assurant des travaux convenables pour les chômeurs.¹⁴⁵ Quant au chômage en Azerbaïdjan, selon les statistiques officielles récentes, le taux de chômage est 1,3%.¹⁴⁶

En générale, le peuple d'Azerbaïdjan venant d'une culture socialiste, il existe l'idée d'une distance entre l'Etat et la société. Il est probable de dire qu'il y a trois divisions

¹⁴² Haleddin, İbrahimli, *Değişen Avrasya'da Kafkasya*, Ankara, ASAM Yayınları, 2001, pp. 5-6.

¹⁴³ Voir le site Internet, http://www.ilo.org/public/french/bureau/inf/features/05/ilc_azerbaïdjan.htm.

¹⁴⁴ Emek ve Ahalinin Sosyal Müdafesi Nazırlığı.

¹⁴⁵ Zengin, Eyüp, Kamalov Nesimi, "Azerbaycan'da Nüfusun Yapısı ve Sorunları", *Avrasya Dosyası, Küresel Değerlendirme Özel*, Automne 2003, Vol. 9, No. 3, p.222.

¹⁴⁶ Boniface, Pascal, "L'Année stratégique 2005 stratéco: Analyse des enjeux internationaux", Paris, Armand Colin, 2005, p. 216.

dans la société. Une partie soutenant le pouvoir, une partie proche de l'opposition et une partie qui est en recherche d'un pouvoir alternatif. La polarisation politique provoque aussi la polarisation sociale.¹⁴⁷

Si on essaie de donner quelques indicateurs en chiffre, selon l'estimation de janvier 2006, la population de l'Azerbaïdjan est 8 436 000.¹⁴⁸ D'après, un sondage fait sur les principales préoccupations de l'opinion publique, 69 % des citoyens de l'Azerbaïdjan considèrent que le principal problème de leur pays est le conflit du Karabakh qui a fait plusieurs centaines de réfugiés dans leur propre pays. 46 % des citoyens pensent que le régime dans le pays est démocratique, 20 % n'y sont pas d'accord et seulement 37 % connaissent leurs droits civiques.¹⁴⁹

En ce qui concerne la société civile, il y a approximativement 2100 organisations non gouvernementales en Azerbaïdjan. Les plus forts et les plus actifs (environ 50 à 60) sont concernés par les réfugiés du Haut Karabakh, les problèmes de santé et des enfants, les droits humains et les droits des femmes, et les problèmes écologiques. Mais, les autorités azerbaïdjanaises imposent de difficiles procédures d'enregistrement pour les organisations, et leurs pratiques sont souvent rejetées. Leur soutien financier local est limité, car le code d'imposition ne permet pas de contributions déductibles des impôts. Donc, la plupart des organisations compte principalement sur les allocations étrangères pour continuer leurs activités.¹⁵⁰

Une autre caractéristique qui prédomine sur la société en Azerbaïdjan est que le clan représente une donnée fondamentale de la vie politique et sociale azerbaïdjanaise. En Azerbaïdjan, il y a une forme de tribalisme, mais ce principe n'est pas le seul à diriger la vie politique. En fonction des circonstances se retrouvent ou non des pratiques dites claniques, mais dire qu'elles sont complètement inhérentes à la société azerbaïdjanaise, c'est aussi refuser de prendre en compte de son histoire et son ouverture vers l'Ouest.

¹⁴⁷ Haleddin, İbrahimli, *op.cit.*, p.16-17.

¹⁴⁸ Voir le site officiel des affaires étrangères de l'Azerbaïdjan, <http://www.mfa.gov.az/eng/azer/general.shtml#11>.

¹⁴⁹ "Azerbaïdjan: Un sondage fait le point des principales préoccupations de l'opinion publique, le 3 décembre 2004", Voir le site Internet, http://www.colisee.org/article.php?id_article=1613.

¹⁵⁰ Nations in Transit 2006, Voir le site Internet, <http://www.freedomhouse.hu/nitransit/2006/azerbaijan2006.pdf>.

Le clan en Azerbaïdjan est fondé sur une appartenance régionale et une origine géographique de ses membres, le clan a pour but d'installer son hégémonie politique ou économique. Actuellement, l'élite politique et le clan dominant se confondent. Mais la formation d'un clan est particulière. Il se fonde sur les ressources d'une région.¹⁵¹

Enfin, il est possible de dire que les caractères de la structure sociale de l'Azerbaïdjan ne satisfont pas la base nécessaire pour posséder le niveau démocratique en Azerbaïdjan. La distance entre la société et l'Etat, le pessimisme chez le peuple, le caractère clanique de la société et l'effet négatif du conflit du Haut-Karabakh retarde le processus démocratique.

2.2.2. La dimension stratégique du pays

Après le démembrement de l'Union soviétique, la raison de mettre l'accent sur l'Azerbaïdjan dans le Caucase du Sud provient des ressources pétrolières de l'Azerbaïdjan. L'Azerbaïdjan est le seul Etat Caucasiens capable d'utiliser le pétrole comme l'instrument de politique étrangère.¹⁵² Quand il faut examiner l'aspect stratégique de l'Azerbaïdjan, il faut tenir en compte son positionnement dans le contexte régional de Caucase du Sud.

En premier lieu, après l'effondrement de l'Union soviétique, l'Azerbaïdjan est devenu plus fragile face aux interventions des puissances régionales et internationales comme la Russie, la Turquie, l'Iran, des Etats-Unis et l'Europe. De même, il est possible de voir de grandes concentrations de pouvoir qui se sont formées. Ces concentrations des puissances se sont concrétisées comme deux axes dans le Caucase du Sud. Alors que l'axe Nord-Sud relie l'Arménie à la Russie et l'Iran, l'axe Est-Ouest relie l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie et les Etats-

¹⁵¹ Damien, Helly, "Le Paysage Politique...op.cit.", p. 246.

¹⁵² Pierre, Jolicoeur, "Les Relations Intrarégionales au Caucase : Déterminants et Dynamiques", Montreal, Université de Québec, No.13, Février 2000, Voir le site Internet, <http://www.er.uqam.ca/nobel/cepes/notes/note13.html>.

Unis.¹⁵³ Il faut tenir en compte de ces deux camps pour comprendre ce qui se passe en Azerbaïdjan depuis 1991.

D'une autre coté, l'Azerbaïdjan porte une importance stratégique au sujet de l'accès aux marchés d'exportation et de la détermination des voies d'évacuation des ressources énergétiques. Même s'il existait de différentes voies pour le choix des oléoducs, l'Azerbaïdjan sera incontestablement un couloir stratégique au coeur de la région Caspienne. L'oléoduc pétrolier de Bakou – Tbilissi - Ceyhan (BTC) a été officiellement lancé le 18 septembre 2002.¹⁵⁴ Cet oléoduc à vocation stratégique relie la Mer Caspienne à la Méditerranée en limitant l'emprise de la Russie sur les exportations du pétrole de la région du Caucase. L'oléoduc prévoit le transfert des pétroles azéris environ 50 millions de tonne par an.¹⁵⁵ Etant donné qu'il y eu des investissements étrangers ayant dépensé des milliards, la stabilité et le régime politique du pays devient plus crucial aux yeux des puissances extérieurs.

Ensuite, l'Azerbaïdjan est le seul pays musulman du Caucase du Sud. Ce qui est plus important, l'Azerbaïdjan est le deuxième pays après la Turquie ayant un système politique démocratique dans le monde turco musulmane. D'autre part, la complexité de la mosaïque ethnique et religieuse du pays attire toute la curiosité des puissances extérieures.¹⁵⁶

Pour ne pas être dépendante à la Russie, l'Azerbaïdjan est en recherche de diversifier ses partenaires stratégiques. D'abord, l'Azerbaïdjan a participé au GUAMM en 1997 avec le soutien des Etats-Unis afin de contrecarrer le CEI.¹⁵⁷ De plus, il est possible de voir des initiatives de l'Azerbaïdjan pour s'adhérer à l'OTAN. Après avoir signé l'accord de partenariat pour la paix en 1994, l'Azerbaïdjan est devenue l'un des membres du Conseil de partenariat de l'OTAN.¹⁵⁸

¹⁵³ Annie, Jafalian, "Appels d'Influence dans le Caucase du Sud : Opposition et Convergence des Axe de Coopération", *Géoéconomie*, Hiver 2003-2004, No.28, p.63.

¹⁵⁴ Ibid., p.68.

¹⁵⁵ Voir le site Internet, <http://turkhaber.byegm.gov.tr/2006/agustos2006/th2.htm>. Aout 2006 No.9.

¹⁵⁶ Ali Faik, Demir, *Türk Dış Politikasından...op.cit.*, p. 91.

¹⁵⁷ Guamm est une alliance à vocation économique qui regroupe l'Azerbaïdjan, la Géorgie, l'Ukraine, l'Ouzbekistan et la Moldavie, elle a été inventée et financée par les Etats-Unis.

¹⁵⁸ Kamil, Ağacan, "Genişleyen Nato ve Güney Kafkasya", *Stratejik Analiz*, Vol.4, No.39, Juillet 2003, p. 85.

Il est probable de dire que l'Azerbaïdjan est un sujet d'affrontement stratégique entre les Etats-Unis et la Russie. Même si cette confrontation se cristallise autour des enjeux stratégiques et économiques, cette rivalité à deux côtés a un effet sur le régime politique de l'Azerbaïdjan. La Russie soutien un régime compatible avec elle-même quel que soit sa nature, les Etats-Unis force l'Azerbaïdjan pour qu'elle soit plus démocratique.

Par ailleurs, après la proclamation de l'indépendance de l'Azerbaïdjan, l'existence des crises intérieures, les difficultés économiques, les concurrences entre le pouvoir et l'opposition ont accéléré l'évolution du régime politique. Mais, d'autre part, les choix politiques de l'Azerbaïdjan attirent l'attention des pouvoir extérieures.¹⁵⁹

Par conséquent, l'Azerbaïdjan essaie d'améliorer ses relations avec les Etats occidentaux, alors qu'elle tente aussi d'utiliser ses ressources pétrolières comme un moyen de politique étrangère.

2.2.2.1. Les richesses énergétiques

L'importance stratégique de l'Azerbaïdjan provient de ses réserves considérables situées dans la Mer Caspienne. D'ailleurs, le développement économique et politique du Caucase du Sud est lié à la gestion des réserves de pétrole et de gaz naturel de la Mer Caspienne.

L'Azerbaïdjan est l'un des pays qui est le plus ancien des producteurs de pétrole du monde. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, la République Soviétique d'Azerbaïdjan produisait approximativement 500.000 barils par le jour. Au XIX^{ème} siècle, plus de la moitié de la production mondiale de pétrole provenaient de cette zone.¹⁶⁰

S'il faut donner quelques chiffres en matière des ressources, la région contiendrait entre 2 % et 6 % des réserves mondiales de pétrole, et entre 6 % et 9 % des réserves mondiales de gaz naturel. L'Azerbaïdjan est le deuxième Etat de la région ayant des

¹⁵⁹ Ali Faik, Demir, *Türk Dış Politikasından...op.cit.* p.93.

¹⁶⁰ Voir le site Internet, <http://www.mfa.gov.az/eng/azer/nature.shtml>.

réserves prouvées dans la région après le Kazakhstan.¹⁶¹ Les réserves de pétrole prouvées en Azerbaïdjan sont 7 milliards de barils soit 0,7 % des réserves mondiales selon l'estimation faite en janvier 2006.¹⁶² L'Azerbaïdjan a réalisé une production pétrolière de 17 millions de tonne en 2005.¹⁶³

Ensuite, les réserves du gaz naturel prouvé sont 30 trillions pieds cubiques selon l'estimation faite en janvier 2006.¹⁶⁴ A cause du manque d'infrastructures, l'Azerbaïdjan continue à importer ses besoins de gaz naturel. L'ensemble de production de gaz naturel se fait par la Compagnie de Pétrole de l'Etat de la République de l'Azerbaïdjan (SOCAR) dans le champ de *Bakhar*.

Quant aux oléoducs pour l'exportation des ressources pétrolières, on voit premièrement l'oléoduc de Bakou – Novorossisk qui passe dans les territoires de la Fédération de Russie. Sa capacité annuelle est de 5 millions de tonne. Un autre oléoduc ayant 6 millions de tonne s'appelle Bakou - Soupsa qui passe sur la Géorgie.

A partir de mai 2006, avec l'inauguration du pipeline Bakou-Tbilissi-Ceyhan, (BTC) les exportations ont augmenté à gradins pour transférer les pétroles azéris aux marchés mondiaux.¹⁶⁵ Sa capacité de 550 000 barils/jour à l'ouverture doublera en 2010. Les actionnaires du consortium du BTC sont avec 30,1 % *British Petroleum*, avec 25 % *SOCAR*, avec 8,9 % *Unocal*, avec 8,71 % *Statoil*, avec 6,53 % *TPAO*, avec 5 % *Eni*, avec 3,4 % *Itochu*, avec 2,5 % *INPEX*, avec 2,5 % *ConocoPhillips*, avec 5 % *Total*, et avec 2,36 % *Amerada Hess*.¹⁶⁶

Le champ pétrolier le plus important en Azerbaïdjan est *Azeri – Chirag – Guneshli* qui se trouve dans les eaux territoriales azerbaïdjanaises de la Mer Caspienne. Les bénéfices acquis sur le champ *Azeri - Chirag - Guneshli* sont redistribués entre les différents partenaires du consortium. Selon le consortium, BP a une part de 34.1 %,

¹⁶¹ “Orta Asya- Hazar- Ceyhan Boru Hattı ve Milli Güce Etkileri”, İstanbul, Harp Akademileri Basımevi, Avril 1999, pp.48-53, transmis par Ali Faik, Demir, *Türk Dış Politikasından...op.cit.*, p.246.

¹⁶² Voir l'Annexe IV.

¹⁶³ A. Necdet, Pamir, *Türkiye'nin Çevresindeki Gelişmeler ve Türkiye'nin Güvenlik Politikalarına Etkileri Sempozyumu*, İstanbul, Harp Akademileri, 10 Mars 2006, p.16.

¹⁶⁴ Voir le site officiel des ministère de l'énergie des Etat-Unis,

<http://www.eia.doe.gov/emeu/cabs/Azerbaijan/Profile.html>

¹⁶⁵ A.Necdet, Pamir, *op.cit.*, pp.18-20.

¹⁶⁶ Voir le site Internet, http://www.colisee.org/article.php?id_article=1856.

Unocal de 10.3%, SOCAR de 10%, INPEX de 10.0 %, Statoil de 8.6 %, ExxonMobil de 8 %, TPAO de 6.8 %, Devon de 5.6 %, Itochu de 3.9 %, Amerada Hess de 2.7 %.¹⁶⁷

Le pétrole est le moteur de l'économie azerbaïdjanaise. Depuis 1994, le pays a conclu des contrats avec 33 compagnies pétrolières issues de 15 pays, qui devraient rapporter 60 milliards de dollars des Etats-Unis en investissements.¹⁶⁸ Mais seule une couche peu assez importante de la population peut profiter de la nouvelle richesse du pays.¹⁶⁹ Les réserves pétrolières constituent 42 % du budget de l'Etat azerbaïdjanaise. 20 % de la population travaille dans ce secteur. Il n'est pas faux de dire que le pétrole est la garantie de l'économie d'Azerbaïdjan.¹⁷⁰

Même si les richesses énergétiques augmentent l'aspect stratégique de l'Azerbaïdjan et sa situation économique, ses effets sur la dimension politique sont discutables. D'abord, en Azerbaïdjan, le secteur pétrolier et les structures politiques sont fortement liés. Formellement, tous les aspects du secteur de pétrole de l'Azerbaïdjan, y compris les relations avec les compagnies étrangères, sont maintenus avec la SOCAR¹⁷¹ qui n'est pas seulement responsable de la négociation et de l'application des projets du secteur de pétrolier, mais il est aussi chargé de la commercialisation de pétrole internationale.¹⁷²

On peut dire qu'il y a aussi une centralisation sur les richesses énergétiques. Il y a des exemples des responsables dans les administrations de SOCAR qui passent puis à des cadres politiques. Il faut se rappeler que İlkhām Aliev était l'ancien vice président de SOCAR. En d'autre terme, la centralisation sur les ressources

¹⁶⁷ Voir le site Internet, http://www.caucaz.com/home/breve_contenu.php?id=309.

¹⁶⁸ Oksan, Bayülgen, "Facing the Dilemma of Global Capitalism : The Case of Azerbaijan", *Central Asian Survey*, Vol.22, No.2/3, Juin- Septembre 2003, p.209.

¹⁶⁹ La Stabilité et la Sécurité dans le Caucase du Sud, 30 novembre 2004, Voir le site Internet, http://www.assemblee_ueo.org.

¹⁷⁰ Enes Cansever, "Petrol ve Aliyev'in Ülkesi", *Aksiyon*, No. 454, Voir le site Internet, <http://www.aksiyon.com.tr/detay.php?id=2866>.

¹⁷¹ Le président actuel de SOCAR est Natic Aliev. (Il n'a pas de relation avec le Président de la République I. Aliev)

¹⁷² David, I. Hoffmann, "Azerbaijan: The Politicization of Oil", *Energy and Conflict in Central Asia and the Caucasus*, (ed.) Robert E. Ebel, Menan, Rajan, Lanham, MD: Rouman & Littlefield, 2000, p.60.

énergétiques entraînent une individualisation. L'Etat utilise parfois les revenus pétroliers comme un moyen politique.¹⁷³

De plus, l'existence des ressources pétrolières exige une bonne gouvernance politique. C'est à dire, il faut avoir des dirigeants politiques capables d'utiliser des manœuvres gouvernementales, et aussi d'un gouvernement stable qui peut maintenir des équilibres sensibles avec les autres pays. C'est pourquoi, en Azerbaïdjan, la structure du régime politique porte une valeur cruciale pour l'aspect énergétique.

Par conséquent, l'existence des ressources énergétiques se voit comme un avantage pour la dimension stratégique de l'Azerbaïdjan qui lui rend privilégiée de ses voisins. Ceci cause parfois une instabilité politique dans le pays. Etant donné qu'il s'agit de différents investisseurs pour l'exploitation et le transfert des ressources, cela touche aussi les relations gouvernementales.

Les gouvernements occidentaux soutenaient la démocratisation de l'Azerbaïdjan pour protéger les investissements considérables déjà effectués dans les pipelines, la Russie tente de protéger sa prépondérance sur l'Azerbaïdjan. Toutefois, ce n'est là qu'une partie du jeu stratégique. Quelque part, il faut chercher des signes des contradictions politiques en Azerbaïdjan dans ses relations énergétiques.

2.2.2.2. Le problème de sécurité : la question du Haut-Karabakh

L'une des plus graves problèmes en Azerbaïdjan est qu'elle n'a pas pu assurer son intégrité territoriale à cause de la question du Haut-Karabakh. Cette caractéristique touche très étroitement le système politique de l'Azerbaïdjan.

Le Haut-Karabakh est une région autonome de l'Azerbaïdjan qui s'étend sur un territoire de 4388 km². Son centre s'appelle Hankendi.¹⁷⁴ La région appelé par les

¹⁷³ Ece, Aksop, "Azerbaycan Türkiye'nin Yarasına Merhem Olabilir mi?", *Stratejik Analiz*, Vol.6, No.70, Février 2006, p.25.

¹⁷⁴ Azerbaycan Sovyet Ensiklopediyası, Vol.3, Bakou, 1979, pp.308, transmis par Rovshan, İbrahimov, "Dağlık Karabağ Sözde Cumhuriyeti'nin Bağımsızlığının Tanınması durumunda Uluslararası Ortamda Ortaya Çıkabilecek Sorunlar", *Ermeni Araştırmaları*, No.6, Été 2000, p.117.

Azerbaïdjanais comme *Garabagh* et appelé par les Arméniens comme *Artsakh* se compose à 71 % d'une majorité arménienne et à 21 % des Azéris.¹⁷⁵

L'origine de ce conflit provient du début de XX^{ème} siècle. Le rêve de construire une Grande Arménie a poussé les Arméniens à revendiquer des territoires. L'argument des Arméniens était que le Haut-Karabakh appartenait à l'Arménie.¹⁷⁶

La région du Haut-Karabakh a causé de sérieux conflits entre les Azerbaïdjanais et Arméniens à l'époque de l'Empire Russe. Après l'indépendance de l'Azerbaïdjan en 1918, le Haut-Karabakh restait dans les territoires azerbaïdjanais. Mais, en 1920, avec l'invasion de l'armée rouge l'Azerbaïdjan, le statut de la région devient indéterminé. La République Soviétique Socialiste d'Azerbaïdjan a décidé de créer la région autonome du Haut-Karabakh le 7 juillet 1923.¹⁷⁷

Vers la fin des années 1980, les réformes de Gorbatchev ont provoqué des tendances nationalistes des Arméniens du Haut-Karabakh en s'appuyant sur le droit de l'auto-détermination. A cause de l'aggravation des mouvements séparatistes, le Soviet Suprême de l'Union soviétique a annoncé l'obtention d'une autorité sur le Haut Karabakh.¹⁷⁸

A la suite des indépendances de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan, les litiges se sont aggravés dans le Haut-Karabakh. Les Arméniens du Haut-Karabakh ont voulu se rattacher à l'Arménie avec la décision du Soviet Suprême du Haut Karabakh le 20 février 1988. A l'occasion de la dislocation de l'Union soviétique, le Haut Karabakh a proclamé son indépendance le 2 septembre 1991 à la suite d'un référendum, ce qui a conduit l'Azerbaïdjan à annuler son statut d'autonomie. Afin d'assurer son contrôle sur le Haut-Karabakh, les autorités de Bakou ont déclenché une guerre. Par contre, les autorités arméniennes du Haut-Karabakh ont pris la décision de l'indépendance

¹⁷⁵ Josep Zapater, "Refugiés et Personnes Déplacées en Azerbaïdjan", *Cahier d'Etudes sur la Méditerranée Orientale et le Monde turco-iranien*, n.20 Juillet-Décembre 1995, p.285.

¹⁷⁶ Araz, Aslanlı, "Tarihten Günümüze Karabağ Sorunu", *Avrasya Dosyası, Azerbaycan Özel*, Vol.7, No.1, Printemps 2001, pp.395-396.

¹⁷⁷ Rovshan, İbrahimov, "Dağlık Karabağ Sözde Cumhuriyeti'nin Bağımsızlığının Tanınması Durumunda Uluslararası Ortamda Ortaya Çıkabilecek Sorunlar", *Ermeni Araştırmaları*, No.6, Été 2000, p.117.

¹⁷⁸ Araz, Aslanlı, "Tarihten Günümüze...op.cit.", p. 401.

en 1992. De plus, les Arméniens du Haut-Karabakh utilisaient une force armée contre l'Azerbaïdjan.¹⁷⁹

En 1992, les luttes ont gagné un caractère de guerre à la suite de la retraite des forces russes. Les Arméniens du Haut-Karabakh ont aussi occupé d'autres territoires de l'Azerbaïdjan comme le couloir de Lachine qui se situe entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.¹⁸⁰ Dans ce point, les dirigeants azerbaïdjanais ont contesté le soutien apporté par une partie de l'armée russe aux Arméniens du Haut-Karabakh.

La risque de l'étende du conflit du Haut-Karabakh a entraîné la création de groupe de Minsk dans le cadre de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) en 1992 pour la préparation d'une conférence de paix afin du règlement du conflit.¹⁸¹ A l'intermédiaire de la Russie, les ministères de la défense de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan ont accepté de signer un cessez-le-feu le 12 mai 1994.¹⁸² Après la signature du cessez-le-feu, il y a eu plusieurs tentatives pour règlement de la question du Karabakh jusqu'à aujourd'hui.

Cette affrontement qui a duré de 1988 à 1994 a fait environ 25.000 morts et plus de 50.000 blessés et surtout a contraint plus d'un million d'Azéris à fuir leurs terres. 20 % des territoires azerbaïdjanais occupées par les Arméniens. La question du Haut Karabakh est un cercle vicieux devant le régime politique en Azerbaïdjan.¹⁸³

S'il faut essayer de relativiser la question du Haut-Karabakh avec l'évolution du régime politique en Azerbaïdjan, la question a entraîné plusieurs changements. D'ailleurs, les premiers indices des groupements politiques en Azerbaïdjan se sont rencontrés pendant ces années. Le commencement des mouvements identitaires et

¹⁷⁹ Mustafa, Aydın, "Dağlık Karabağ Sorunu", B.Oran (ed.) *Türk Dış Politikası Kurtuluş Savaşından Bugüne Olgular, Belgeler, Yorumlar*, Vol.2, İletişim Yayınları, 2002, p.401.

¹⁸⁰ Vedat, Gürbüz, op.cit., p. 90.

¹⁸¹ Le groupe de Minsk, créé en 1992, a pour but d'apporter une médiation internationale et un soutien aux efforts de négociation entre les belligérants. Composé à l'origine, de l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Biélorussie, les Etats-Unis, la France, la Russie, il comprend aujourd'hui également l'Allemagne, l'Italie, la Suède, la République tchèque, la Turquie.

¹⁸² Emil Pain, "The Political Situation in Conflict Zones, A montly Monitoring of Events in Zones of Ethno-Political Tension in Russia and the Near Abroad", (Trad.) Robert R. Lowe, *European Security*, Vol.3, No.4, Hiver 1994, <http://www.fas.org/man/dod-101/ops/war/docs/940000-conflict.htm>, transmis par Ömer Göksel, İşyar, *Bölgesel ve Global Güvenlik Çıkarları Bağlamında Sovyet-Rus Dış Politikaları ve Karabağ Sorunu*, İstanbul, Alfa Yayınları, 2004, p.509.

¹⁸³ Philippe, Torres, "L'instabilité actuelle et le maintien de la paix dans le Caucase", Voir le site Internet, http://www.strategicsinternational.com/7_article14.pdf.

nationalistes de l'Azerbaïdjan apparaît soit pendant le début du XX^{ème} siècle, soit avant l'indépendance en 1991. Ces mouvements provenaient quelque part du conflit du Haut-Karabakh.

Il est possible de voir l'effet du Haut-Karabakh sur la proclamation de l'indépendance en 1991, l'accroissement des mouvements du Front populaire et l'élection d'Eltchibey comme président de la République. Mais, à cause de ces défaites successive envers les Arméniens, Eltchibey a perdu sa popularité. Grâce à son assurance de la stabilité dans le pays, l'arrivée au pouvoir de G. Aliev et son mandat longue présidence ont aussi une corrélation étroite avec le conflit du Haut Karabakh.

L'occupation arménienne en Haut-Karabakh par ailleurs, a causé une tradition politique en tant que soi en Azerbaïdjan. En d'autre terme, chaque défaite militaire a provoqué une fragilité politique soit à l'intérieur du pays soit à l'extérieur comme une hésitation envers la Russie. Les erreurs politiques en Azerbaïdjan sont liées majoritairement au conflit du Karabakh. Elle affecte aussi le processus de démocratisation souhaité aussi par le monde occidental. Parmi les critères des pouvoirs occidentaux, il est possible de rencontrer comme critère le sujet de la résolution du conflit pour que l'Azerbaïdjan avance dans son processus de démocratisation.

Ensuite, le conflit du Haut-Karabakh a un effet psychologique sur le peuple azéri. A cause de cette situation, le peuple continue à s'écarter de la scène politique tant que le conflit n'est pas résolu. La population éprouve une certaine méfiance à l'égard des autorités politiques.¹⁸⁴

Le conflit du Haut-Karabakh touche non seulement les aspects politiques de l'Azerbaïdjan mais aussi ses aspects économiques. Il était devenu un obstacle pendant la détermination des voies des oléoducs dans la région. Cela a créé des hésitations à l'égard des investisseurs étrangers pour ne pas créer une zone

¹⁸⁴ Vedat, Gürbüz, "Dağlık Karabağ Sorunu ve Azerbaycan Politikaları", *Ermeni Araştırmaları*, Vol.3, No.10, Eté 2003, p. 107.

instable.¹⁸⁵ De plus, en raison du conflit du Haut-Karabakh, il n'est pas négligeable de parler des restrictions imposées à l'assistance de l'administration américaine au gouvernement azerbaïdjanais depuis 1992 jusqu'au 2002 qui influence négativement l'économie de l'Azerbaïdjan.¹⁸⁶ La question du Haut-Karabakh a un coût économique environ 60 milliards de dollar sur l'Azerbaïdjan.¹⁸⁷

Le conflit a dégénéré et la guerre a éclaté entre les troupes d'autodéfense du Haut Karabakh. Ceci a résulté l'exode des Azéris vivant dans le Haut-Karabakh et aussi celui des Arméniens vivant en Azerbaïdjan à partir de 1991.

Malgré l'existence des approches optimistes pour sa résolution, le conflit du Haut Karabakh reste en tant qu'un grand obstacle devant le système politique de l'Azerbaïdjan. Alors que l'Azerbaïdjan défend le principe de l'intégrité territoriale, les Arméniens prétendent le principe d'autodétermination ce qui rend la question du Haut-Karabakh comme un cercle vicieux. La résolution du conflit est restée inachevée en 2006 ce qui montre que le processus de paix durera plus de quelques années.¹⁸⁸

2.3. L'effet de domino des nouvelles Républiques post-soviétiques

L'Union soviétique a toujours essayé d'imposer sa suprématie en Caucase et en Asie centrale. Pour diffuser l'idée de communisme, l'Union soviétique a appliqué une double politique. D'un aspect, elle a tenté de rendre tous les mouvements inefficaces à tendance nationaliste lors qu'elle voit en tant qu'une menace. De l'autre, elle a voulu créer de nouvelles nations liées de toute forme à l'autorité centrale communiste.¹⁸⁹

¹⁸⁵ Ömer Göksel, İşyar, *Bölgesel ve Global Güvenlik Çıkarları Bağlamında Sovyet-Rus Dış Politikaları ve Karabağ Sorunu*, İstanbul, Alfa Yayınları, 2004, p. 86.

¹⁸⁶ Annie, Jafalian, Appel d'influence...op.cit., p.67.

¹⁸⁷ Sinan, Ogan, "Yüzyılın Dramı: Azerbaycan'da Göçmen (Kaçkın) Sorunu", *Avrasya Dosyası, Azerbaycan Özel*, Printemps 2001, Vol.7, No.1 transmis par Şenol, Kantarcı, "Karabağ Sorunu Diplomasi ile Çözülemez: Askeri Müdahale Şart", 6 Avril 2005, Voir le site Internet, <http://www.turksam.org/tr/yazilar.asp?kat1=3&yazi=216>.

¹⁸⁸ Un interview fait avec le representant special du Haut Karabakh, du président de l'OSCE Andrzej, Kasprzyk, journal d'Express, 31 Decembre 2005, transmis par Kamil Ağacan, "Dağlık Karabağ :2006 Altın Fırsat mı?", *Stratejik Analiz*, Vol.6. No.70, Février 2006, p.87.

¹⁸⁹ Ali Faik, Demir, "Orta Asya Cumhuriyetlerinde İslam ve Etnisite", *Orta Asya'nın Sosyo-Kültürel sorunları: Kimlik, İslam, Milliyet ve Etnisite*, (ed.) Ertan Efeğil, Pınar Akçalı, İstanbul, Gündoğan Yayınları, 2003, p.115.

Il est possible de faire une classification des ex-républiques socialistes. Une partie s'incline beaucoup plus sur les réformes démocratiques, ayant une position comme en Géorgie, Kazakhstan, Kirgizistan ou Ukraine et l'autre s'oriente plutôt des chemins totalitaires ou autoritaires comme Turkménistan, Ouzbékistan.¹⁹⁰ Il vaut mieux d'analyser le développement du régime politique de l'Azerbaïdjan à la lumière de deux alternatives.

La politique de russification de l'Union soviétique essaie de construire une masse russophone ayant une infrastructure compatible avec les intérêts russes. Mais au moment de la transition politique, les ex-Républiques issues du régime totalitaire se sont confrontées avec le problème d'infrastructure.

L'indétermination de divisions des compétences entre le pouvoir central et périphériques a créé plusieurs obstacles pour le fonctionnement du régime politique dans ces républiques. Le manque d'institutions sédentaires pour la réalisation des réformes politiques et économiques, l'honorabilité des leaders politiques ont été élaboré comme une solution. De plus, l'existence d'une société civile faible, le manque d'une tradition démocratique, la structuration du système démocratique faite par les autorités et le degré inférieur de la participation politique explique la préférence des régimes présidentiels dans ces ex-républiques.¹⁹¹

Les leaders des Etats de l'Asie Centrale avaient mentionné qu'ils voulaient établir d'un système démocratique dans leurs pays. Mais après avoir consolidé leurs autorités, ils ont commencé à dire que le système démocratique du modèle occidental n'est pas tout à fait compatible avec les valeurs politiques de leurs pays.¹⁹²

Néanmoins, la vague de contestation a bougé certaines anciennes républiques soviétiques. Pour voir l'origine de ce modèle de révolution démocratique, il faut remonter en Serbie en automne 2000, où le régime de Slobodan Milosevic avait été renversé après des semaines de contestations organisées par l'opposition. Les

¹⁹⁰ Ibid, p.83.

¹⁹¹ Suale, Baycaun, "11 Eylül Sonrası Orta Asya: Demokrasi ile Otoriterlik Arasında", *Stratejik Analiz*, Vol. 3, No. 32, Décembre 2002, p. 83.

¹⁹² Juliana, Geran, Pilon, "Democratic Transition in Central Asia : an assessment", *SAIS Review*, Vol. 18, No.2, Été, Automne 1998, pp. 89-103, transmis par Ertan Efegil, Yılmaz, Çolak, "Geçiş Sürecinde Orta Asya: Liderlik, Milliyetçilik ve Demokrasi", (ed.) Ertan Efegil, Pınar Akçalı, op.cit., p. 201.

symboles et les mêmes principes de contestation et de résistance pacifique ont été aussi utilisés par l'opposition du régime géorgien en automne 2003. Dès lors, on peut parler d'un modèle de renversement de régimes post-communistes autoritaires et corrompus, sous la bannière de la démocratie. Ce même modèle a été employé en Ukraine l'hiver dernier et au Kirghizistan en mars 2005.¹⁹³

Même la Géorgie de Chevardnadzé, l'Ukraine de Koutchma et le Kirghizistan d'Akaev, trois des anciens Etats soviétiques qui ont connu récemment un changement de pouvoir, bénéficiaient de plus de libertés civiles que l'Azerbaïdjan d'aujourd'hui.

Les révolutions pacifiques démocratiques qui ont suivi des scrutins contestés dans les Etats voisins de Géorgie, d'Ukraine et du Kirghizistan faisaient craindre des événements dramatiques dans d'autres républiques ex-soviétiques à l'occasion d'élections. I. Aliev était convaincu, lui, que son régime n'était pas menacé. Il avait répondu à un journaliste, qui lui demandait si une telle révolution était possible en Azerbaïdjan : “ *Absolument pas !* ”, avant d'ajouter que *chaque nation a sa propre histoire*.¹⁹⁴

Suite à la *Révolution rose* menée par l'opposition démocratique en Géorgie, et qui a amené à la démission de Chevardnadzé, on s'attendait à ce que l'effet domino démocratique touche plus près l'Arménie et l'Azerbaïdjan. En dépit des irrégularités constatées lors des élections parlementaires en 2000, l'admission de cet Etat au Conseil était soumise à plusieurs conditions dont celles de la libération des prisonniers politiques et le respect des libertés d'expression et de la presse. Ces engagements sont d'ailleurs surveillés à long terme par le Conseil de l'Europe. En avril 2002, l'Azerbaïdjan a ratifié la Convention Européenne des Droits de l'Homme et nombreux sont ceux qui ont espéré, grâce au soutien de l'Europe, la tenue d'élections libres.¹⁹⁵

¹⁹³ Pierre, Jolicoeur, “Après la Géorgie et l'Ukraine, l'Onde Révolutionnaire atteint l'Asie Central”, *Centre d'études des politiques étrangères et de Sécurité*, Vol.6, No.6, 29 Mars 2005, Voir le site Internet, <http://www.er.uqam.ca/nobel/cepes/pdf/vol6no6.pdf>.

¹⁹⁴ Vicken, Cheterian, “Pourquoi l'Azerbaïdjan n'a pas basculé”, Février 2006, p.10, Voir le site Internet, <http://www.monde-diplomatique.fr/2006/02/CHETERIAN/13165>.

¹⁹⁵ Zaur Gasimov & Wiebke Bachmann 18.2.2005 Azerbaïdjan : l'unique démocratie héréditaire européenne Voir le site Internet, <http://www.cafebabel.com/fr/article.asp?T=T&Id=3215>.

De plus, il est possible de constater les indices de l'effet de domino sur l'Azerbaïdjan. Par exemple, la plus importante d'opposition de l'Azerbaïdjan, *Azadlıq*, a utilisé des drapeaux orange pendant sa campagne électorale qui signifient un changement vers la démocratie comme étant utilisé en Ukraine et Moldavie. En revanche, Isa Gambar, chef du parti Moussavat, avait annoncé qu'ils avaient signé un protocole avec les démocrates ukrainiens en 2001.¹⁹⁶

Il faut aussi ajouter que le nouveau mouvement d'opposition en Azerbaïdjan, appelé YOX qui signifie non, révèle aussi l'espoir d'un changement dans le pays. Ce mouvement qui s'est créé à la suite de l'assassinat du journaliste Gousseinov est également en contact étroit avec les organisations analogues des pays voisins, comme KMARA en Géorgie et PORA en Ukraine.¹⁹⁷

Alertées par les contacts de l'opposition azerbaïdjanaise avec des mouvements très actifs, lors des révolutions en Ukraine (Pora) ou en Géorgie (Kmara), ainsi que par l'apparition récente de mouvements de jeunesse politisés, les autorités azerbaïdjanaises ont mis en œuvre toutes les mesures nécessaires pour empêcher que se produise un scénario de type ukrainien ou géorgien.¹⁹⁸ Pour saisir les choix politiques de l'Azerbaïdjan, il vaut mieux attendre les résultats des élections présidentielles de 2008.

2.4. Le rôle des leaders politiques de l'Azerbaïdjan

Afin de comprendre mieux la nature du régime politique azerbaïdjanaise, il est nécessaire de dessiner les portraits de ses dirigeants politiques qui illuminent l'expérience de l'Etat nation démocratique. Les réflexions, les approches occidentales ou prosoviétique des dirigeants touchent toutes les orientations politiques de l'Azerbaïdjan. Jusqu'à aujourd'hui, ayant eu quatre présidents de la République depuis l'indépendance, on peut commencer par Ayaz Mouttalibov.

¹⁹⁶ Hasan, Kanbolat, "Azerbaycan Genel Seçimlere Hazırlanıyor", *Stratejik Analiz*, Vol.6, No.67, Novembre 2005, p.43.

¹⁹⁷ Zaur, Gasimov, "Azerbaïdjan au bord de la révolution?", Paris - 15.4.2005, Voir le site Internet, <http://www.cafebabel.com/fr/article.asp?T=T&Id=3569>

¹⁹⁸ Raphaëlle, Mathey, op.cit., p.109.

2.4.1. Ayaz Mouttalibov

Ayaz Mouttalibov ¹⁹⁹ qui n'est pas un différent portrait celui des élites politiques était membre du Parti communiste. Mouttalibov a occupé la position responsable dans le gouvernement d'Azerbaïdjan. Puis, en 1979, il a exécuté la fonction de ministre d'Industrie domestique d'Azerbaïdjan pendant presque trois ans. Plus tard, il est devenu le chef de Comité et des Ministères d'Azerbaïdjan. En janvier 1989, il a été nommé Président Ministériel. On peut dire qu'il était l'un des communistes réformistes nommé depuis Moscou par les dirigeants de *Perestroïka*.²⁰⁰ Un an plus tard, le 24 janvier, 1990, Mouttalibov est élu comme le premier secrétaire du Parti communiste de l'Azerbaïdjan.

En 1990, le Conseil Suprême d'Azerbaïdjan a élu A. Mouttalibov président de la République. En 1991, A. Mouttalibov a suspendu ses pouvoirs en tant que Président Parlementaire du Soviet d'Azerbaïdjan et a énoncé directement la notion d'une élection alternative. Il a cru que ceci pouvait être la façon de confirmer sa propre légitimité. Par une majorité écrasante de votes, le peuple azerbaïdjanais a élu Ayaz Mouttalibov le président de République en 1991. Le dernier Congrès d'Azerbaïdjan du Parti communiste d'Azerbaïdjan a été convoqué. La résolution sur sa dissolution a été approuvée.²⁰¹

On peut identifier Mouttalibov comme un acteur pro russe.²⁰² Il a mené des politiques proches à la Russie. Par exemple, en dépit des contestations de l'opposition, le pouvoir de Mouttalibov a signé la notification de Almatı qui a formé la création de CEI.²⁰³ Ces politiques de Mouttalibov avaient été aussi soutenus par l'Iran. Mouttalibov avait fait sa première visite en l'Iran.²⁰⁴

¹⁹⁹ Ayaz Mutalibov est né en 1938 à Bakou. Après la remise des diplômes d'école secondaire, en 1956, il est entré dans le département mécanique de la faculté de Chimie et pétrole d'Azerbaïdjan. En 1962, Mouttalibov a été diplômé de cette faculté. En 1977, il a été élu comme le deuxième secrétaire du parti Communiste de l'Azerbaïdjan. Voir le site Internet, <http://www.mutalibov.org/en/?p=7>.

²⁰⁰ Damien, Helly, "Le Paysage Politique...op.cit.", p. 244.

²⁰¹ Voir le site Internet, http://en.wikipedia.org/wiki/Ayaz_M%C3%BCtallibov#Biography.

²⁰² Damien, Helly, "Le Paysage Politique...op.cit.", p.257.

²⁰³ Nazım, Cafersoy, *Eyalet-Merkez Düzeyinden...* op.cit., p.9.

²⁰⁴ Nesip, Nesibli, *Azerbaycan'ın Jeopolitikası ve Petrol*, Bakü, Hazar Üniversitesi Yayını, 2000, pp. 143, transmis par Emre Bayır, Araz Aslanlı, "Tehdit Merkezli bir Dış Politika: İran'ın Azerbaycan Politikası", *Stratejik Analiz*, Vol.2, No. 18, Octobre 2001, p. 50.

Néanmoins, ces politiques se sont arrêtés étant donné que l'armée russe était active dans le massacre de Khodjaly. Après ce massacre, Mouttalibov a été obligé de démissionner le 6 mars 1992, sous les pressions de l'opposition nationaliste en Azerbaïdjan et puis, il a quitté le pays.²⁰⁵ Ayaz Mouttalibov vit en Russie depuis son exil. Il a été accusé à plusieurs reprises par ses différents successeurs de provoquer des coups d'Etat pour revenir au pouvoir.

2.4.2. Aboulfaz Eltchibey

Aboulfaz Eltchibey²⁰⁶ est le symbole du Front populaire d'Azerbaïdjan. Il a fini ses études dans le département d'études orientales et arabes d'Azerbaïdjan à l'Université de l'Etat d'Azerbaïdjan. Puis, il a travaillé en Egypte comme traducteur entre les années de 1963 et 1964.²⁰⁷ Après avoir obtenu son doctorat en histoire, il a commencé à travailler comme professeur à l'Université de l'Etat d'Azerbaïdjan entre les années 1969 et 1975.

Pendant les années à l'université, Eltchibey est devenu le membre du Parti communiste comme tous les professeurs. Mais il a travaillé aussi pour la création de la conscience nationale au sein des élèves entre les années 1971-1974. Puis, il a été emprisonné entre janvier 1975 et juillet 1976 en étant accusant d'être anti-soviétique.²⁰⁸

Il est possible de dire que l'engagement d'Eltchibey dans la politique azerbaïdjanais a commencé avec l'établissement de l'Union des Académiciens de Bakou en 1988. Il est ainsi devenu un vrai nationaliste avec son accent sur l'identité turque se basant sur la notion idéaliste de la fraternité de peuples turcs contre l'occupation des Arméniens, et un vrai démocrate avec ses critiques sur la règle autoritaire soviétique.

²⁰⁵ Ali Faik, Demir, *Türk Dış Politikası...op.cit.*, p. 95.

²⁰⁶ Aboulfaz Eltchibey est née en 1938 à Nakhitchevan.

²⁰⁷ Ebülfez Elçibey, "Kendi Anlattıklarından Hayatı", Voir le site Internet, <http://www.azerbaycankulder.org/elc.html>.

²⁰⁸ Eltchibey Passes Away, Voir le site Internet, <http://www.byegm.gov.tr/yayinlarimiz/anadoluyahaberler/aha34.htm>.

Les politiques comme *Glasnost* et *Perestroïka* de Gorbatchev a incité Eltchibey à anticiper des ambitions nationalistes qui allait résulter sur l'indépendance de l'Azerbaïdjan. Eltchibey visait à établir un Etat basé sur des valeurs démocratiques.

En ce qui concerne ses idées politiques, Eltchibey était anticommuniste, nationaliste et visait à établir l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan en se basant des principes démocratiques.²⁰⁹ Dans ses politiques extérieures, il a préconisé les relations avec la Turquie, L'Israël et les Etats-Unis. Il a essayé de mettre une distance dans ses relations avec la Russie et l'Iran.²¹⁰ Il s'est orienté vers différents axes pour contrebalancer la Russie.

Mais, à ce moment là, les manques des institutions dans la politique intérieure, les défaites successives dans le conflit du Haut- Karabakh et le manque de ses collègues professionnelles ont anticipé la démission de Eltchibey. Le 4 juin 1993, il a été obligé de démissionner.

2.4.3. Gaïdar Aliev

Gaïdar Aliev a un effet non négligeable dans la scène politique de l'Azerbaïdjan.²¹¹ En ce qui concerne sa formation, il a étudié à l'Université d'Etat d'Azerbaïdjan et a obtenu un diplôme en histoire. Puis, sous l'ère soviétique, G. Aliev a travaillé dans la section azerbaïdjanaise du Comité de la sécurité d'Etat (le KGB)²¹² entre les années 1944-1967.

Deux ans plus tard, en 1969, alors que Leonid Brejnev est devenue premier secrétaire du Parti communiste de l'Union soviétique, Gaïdar Aliev a été nommé au poste de premier secrétaire du Comité central du Parti communiste d'Azerbaïdjan. En 1976, il est devenu le membre du Bureau politique du Comité central du Parti (ou Politburo). Il a occupé ce poste jusqu'en décembre 1982 quand Iouri Andropov a incité à celui-

²⁰⁹ Ali Faik, Demir, *Türk Dış Politikasından...op.cit.*, p. 95.

²¹⁰ Şirin, Tehmesbi (Hanter) *Kafkas ve Havermiyne*, Goftegu, Tahrân, 1376, pp. 106-107, Ahmet, Behşayesi, *Usul-e Siyaset-e Harici-e İnan-Tahrân*, 1379, p.136, transmis par Emre Bayır, Araz Aslanlı, op.cit., p. 50.

²¹¹ Gaïdar Aliev est né en 1923 à Nakhitchevan. Sa famille vient du Zanguezour, en Arménie.

²¹² Komitet Gossoudarstvennoï Bezopasnosti (en russe) le Comité pour la sécurité de l'Etat était un service secret de l'URSS qui a été fondé en 1954 à Moscou. Ce comité a été dissolu le 6 Novembre 1991. Voir le site Internet, <http://tr.wikipedia.org/wiki/KGB>.

ci à devenir vice premier ministre de l'URSS. Aliev était le premier musulman membre de plein droit du Politburo. Il a pris en charge la responsabilité des transports et des services sociaux.²¹³

Il a gardé son réseau dans les institutions soviétiques pendant plus de vingt ans jusqu'à ce qu'il soit mis à l'écart par la *Perestroïka* à Moscou, car son administration s'est heurtée aux dirigeants communistes réformistes de Gorbatchev. Il revient progressivement sur la scène politique. Il a retranché dans un premier temps dans son fief régional du Nakhitchevan, puis en utilisant avec habileté les circonstances. Il est possible de dire qu'il était la plus puissante figure du paysage politique azerbaïdjanais depuis les années 70 et a su utiliser tous les rouages institutionnels de la République où il a fait carrière.²¹⁴

Dans ses politiques extérieures, Aliev a tenu toujours en compte de la primauté de la Russie.²¹⁵ Mais avec le temps, tant qu'il voit que les intérêts azerbaïdjanais ne se réalisent pas seulement avec l'axe russe, il a tenté de balancer l'effet russe en s'orientant au champ occidental.²¹⁶ Dans ses politiques intérieures, il a toujours insisté sur la primauté de l'instabilité même si elle exige parfois des méthodes antidémocratiques.

2.4.4. İlkhām Aliev

İlkhām Aliev, fils de Gaïdar Aliev, est né à Bakou, le 24 décembre 1961. La biographie d'İlkhām Aliev est typique de celle d'un fils de politicien soviétique au pouvoir. Après avoir fini ses études secondaires, il a été diplômé des relations internationales de l'Université d'Etat de Moscou et a fait un doctorat en histoire et relations internationales en 1982. Entre les années 1985-1991, jusqu'en 1994, il a

²¹³ Voir le site Internet, http://fr.wikipedia.org/wiki/Heyd%C9%99r_%C6%8Flijev.

²¹⁴ Damien, Helly, "Le Paysage Politique...op.cit.", p. 244.

²¹⁵ Les paroles d'Aliev confirment sa position pro russe. Aliev a expliqué au *Financial Times*, lors de sa visite en Grande Bretagne en février 1994 ; "*Que devrions nous faire ? Devrions-nous continuer à poser des problèmes à la Russie ? C'est une grande puissance et elle le restera. Elle est impliquée dans le destin de l'Azerbaïdjan depuis deux siècles, elle doit être au centre de notre époque.*" Patrick, Karam, *op.cit.*, p.147.

²¹⁶ Araz, Aslanlı, İlham Hesenov, *Haydar Aliyev Dönemi Azerbaycan Dış Politikası*, Ankara, Platin Yayınları, 2005, p.262.

travaillé à Moscou en tant que l'enseignant de relations internationales à l'Université d'Etat de Moscou.

Après avoir travaillé dans différentes entreprises industrielles pendant trois ans, en 1994, I. Aliev a été nommé comme vice-président de la Compagnie nationale du pétrole d'Azerbaïdjan (SOCAR).²¹⁷ Un an après plus tard, il a été élu député au parlement et est devenu le chef de la délégation azerbaïdjanaise au Conseil de l'Europe. Deux mois avant les élections présidentielles de 2003, G. Aliev l'a nommé premier ministre.

En fait, c'est le premier ministre qui devient automatiquement président de la République en cas de décès du président.²¹⁸ Malgré cela, I. Aliev a laissé une mince impression en menant la liste victorieuse du parti présidentiel aux législatives de 1999, lors d'un scrutin entaché de fraudes. Il n'empêche que malgré cela, il a été nommé Premier ministre, puis candidat à la présidence dans le courant de l'été.

Certains analystes voient I. Aliev comme une figure de transition. Selon les observateurs et les représentants de l'opposition, la plus grande menace vient des groupes rivaux au sein des cercles claniques de pouvoir, qui ont le contrôle sur la police, l'armée et les importants monopoles commerciaux. Ces sont leurs propres chefs, qui, à terme, pourraient briguer la présidence, comme le chef de l'administration présidentielle, ou le chef de la police secrète. Mais I. Aliev, lui, a le soutien de la Russie.²¹⁹

2.5. L'intervention de l'arène internationale

Une autre dynamique cruciale qui peut nous expliquer l'évolution et la transition politique de l'Azerbaïdjan est incontestablement l'effet de l'arène internationale. Après la dissolution de l'Union soviétique, l'Azerbaïdjan est devenue l'une des cibles le plus stratégiques des puissances extérieures. De même, les puissances ont développé de nouvelles politiques en raison de leurs intérêts politiques et économiques. Etant donné que les intérêts de ces puissances étaient différents les

²¹⁷ Voir le site Internet, http://www.ilham-aliyev.org/s01_biography/biography_e.html.

²¹⁸ Voir le site Internet, http://fr.wikipedia.org/wiki/%C4%B0lham_%C6%8Fliyev.

²¹⁹ Voir le site Internet, http://www.colisee.org/article.php?id_article=928

unes des autres, chaque rapprochement de l'Azerbaïdjan avec ces puissances ont entraîné de différentes orientations politiques. On peut analyser pour ce chapitre l'effet de l'Union européenne, celle des Etats-Unis, de l'OSCE et de la Fédération de la Russie.

2.5.1. Le rôle de l'Union européenne

Il faut d'abord se demander pourquoi la région du Caucase du Sud est importante pour l'Union européenne. Pour comprendre les approches de l'Union européenne, (UE) il vaut mieux de tenir compte de la situation géopolitique de la Russie. Au commencement, l'Union européenne était plus prudent par rapport à la Russie et le Caucase du Sud. Mais avec le temps, grâce aux attitudes des nouvelles Républiques du Caucase du Sud, les politiques de l'Union européenne ont pris de nouvelles dimensions.²²⁰

De plus, un autre aspect crucial du Caucase du Sud pour l'Union européenne provient des ressources pétroliers et de gaz naturel situé en Azerbaïdjan et son rôle de transport de richesses énergétiques vers l'Occident. Après le démembrement de l'Union soviétique, l'Union européenne voit le Caucase du Sud, comme la continuité de sa zone de sécurité.²²¹

L'UE a reconnu l'Azerbaïdjan le 31 décembre 1991 et a commencé à maintenir des relations diplomatiques le 10 août 1992. Après l'entrée en vigueur de l'Accord de Partenariat et de Coopération (APC) en 1999, les relations mutuelles ont pris une dimension plus sérieuse. Dans le cadre de cette commission, la première réunion entre l'Azerbaïdjan et l'UE s'est réalisée le 12 octobre 1999.²²² La Commission y a fait un aperçu sur l'aide humanitaire, économique et alimentaire apportée par l'Union et souligne l'importance des programmes mis en place, et surtout de TACIS, pour la consolidation des institutions démocratiques et la coopération régionale.²²³

²²⁰ Ali Faik, Demir, "AB'nin Güney Kafkasya Politikaları", (ed.) Beril, Dedeoğlu, *Dünden Bugüne Avrupa Birliği*, İstanbul, Boyut Yayınları, 2003. p.363.

²²¹ Ali Faik, Demir, *Türk Dış Politikasından...op.cit.*, p. 157.

²²² Araz, Aslanlı, İlham Hesenov, *op.cit.*, p.256.

²²³ Voir le site internet, http://www.radicalparty.org/georgia/dario_armini.htm#FNote10.

A l'intérieure du cadre des relations mutuelles, l'Union européenne soutient l'établissement de la démocratie et de système de l'économie de marché. De même, l'UE a impliqué l'accroissement de ces assistances graduellement avec le succès des engagements de l'Azerbaïdjan en la matière.

L'Union européenne réalise ses assistances au Caucase du Sud à travers de certains programmes. Avant d'avancer au sujet des assistances faites à l'Azerbaïdjan, il vaut mieux analyser brièvement les projets que l'UE vise à accomplir. D'abord, le programme de TACIS qui est l'assistance technique à la Communauté des Etats Indépendants, comprend les projets de TRACECA, INOGATE et BISTRO. A coté de cela, il est possible de voir aussi le programme de ECHO qui est l'aide humanitaire de la Commission européenne.

En ce qui concerne les relations commerciales de l'Union européenne avec l'Azerbaïdjan, les relations s'intensifient dans le domaine de pétrole, de gaz et de coton. Au total, l'Azerbaïdjan a reçu une assistance de 399.674 millions d'euro entre l'année 1992 et 2006.²²⁴ Ces assistances se constituent de l'aide humanitaire, de l'aide alimentaire, de la réhabilitation et de l'assistance technique. L'Azerbaïdjan profite du programme de TACIS pour la consolidation des institutions démocratiques et la coopération régionale. Egalement, il bénéficie du programme TRACECA pour assurer le transfert des ressources énergétiques et du programme INOGATE pour constituer des infrastructures techniques à celui-ci.²²⁵

Les aides humanitaires de l'Union européenne se fait par le programme d'ECHO. Cette organisation aide les financements des projets préparés en Azerbaïdjan. ECHO a fait commencer plus de 25 projets humanitaires dans le pays. Entre les années 1993-1997, les assistances de ECHO pour l'Azerbaïdjan étaient 98,6 millions d'écu.²²⁶

De plus, dès 1996, l'Azerbaïdjan a sollicité son entrée au Conseil de l'Europe avant 2001. Le Conseil de l'Europe exigeait de remplir cinq conditions pour l'adhésion de

²²⁴« The EU's relations with Azerbaijan», Voir le site Internet, http://ec.europa.eu/comm/external_relations/azerbaïdjan/intro/index.htm.

²²⁵ Ali Faik, Demir, «AB'nin Güney Kafkasya ...op.cit., p.386.

²²⁶ Araz, Aslanli, İlham Hesenov, op.cit., p.257.

l'Azerbaïdjan au Conseil de l'Europe. Ces conditions étaient : l'établissement de la démocratie, les élections libres, la concordance des lois relatives aux élections et à la presse et la question du Karabakh ²²⁷

En ce qui concerne de réformes législatives, sous la pression du Conseil de l'Europe, l'Azerbaïdjan a procédé à d'importantes réformes, notamment la refonte de l'organisation judiciaire, des codes civiles et de procédure civile ainsi que du code pénal et récemment du code de procédure pénale, la suppression de la peine de mort en 1998, et l'adoption de la loi sur l'institution du médiateur.

Il est indéniable que l'Azerbaïdjan a réformé son cadre juridique et mis en conformité certaines lois avec les normes régionales et internationales. "L'Azerbaïdjan s'appuie sur les réformes entreprises pour s'attribuer le statut d'Etat démocratique, ce qui a été rappelé à l'envi par les autorités gouvernementales rencontrées par la mission. L'Azerbaïdjan doit encore prendre des mesures substantielles pour améliorer la situation de la majeure partie de sa population et honorer ses engagements". ²²⁸

Pour la démocratisation des pays post-soviétiques, l'UE lance la politique européenne de voisinage. ²²⁹ Elle a exigé le renforcement de la démocratie, l'établissement des droits de l'homme, notamment les droits des minorités, l'Etat de droit, la bonne gouvernance, la promotion des relations de bon voisinage et les principes de l'économie de marché et du développement durable.

De plus, lors de la réunion du Conseil de Coopération à 2000, le Conseil a accentué pour l'Azerbaïdjan la liberté des médias. Elle lui a demandé d'accomplir des réformes administratifs et commerciales afin de développer des relations économiques.

Il est possible de dire que l'effet du rôle de l'UE va accroître ultérieurement. Avec l'adhésion de l'Azerbaïdjan au Conseil de l'Europe, les relations politiques se sont

²²⁷ Sinan OGAN, "Bir Aliyev Klasiği : Azerbaycan'da 5 Kasım Parlamento Seçimleri", *Stratejik Analiz*, Vol. 1, No. 8, Décembre 2000, pp. 34-44.

²²⁸ "Azerbaïdjan Verrouillage de la société civile et de la justice : le système Aliiev", No.344, Novembre 2002 Voir le site Internet, <http://www.fidh.org/IMG/pdf/az344f.pdf>.

²²⁹ La politique européenne de voisinage a été abordée en mars 2003, pour aller plus loin voir le site Internet, http://ec.europa.eu/world/enp/policy_fr.htm.

intensifiées. L'Azerbaïdjan essaie de montrer son effort pour l'adhésion finale à l'Union européenne.

2.5.2. Le rôle de l'OSCE

L'origine de l'OSCE remonte à la période de détente du début des années 70 lorsque la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE) a été constituée pour servir d'instance multilatérale de dialogue et de négociation entre l'Est et l'Ouest. En 1994, la CSCE a décidé de se reconnaître qu'elle n'était plus seulement une Conférence, mais plutôt comme une organisation qui a acquis son appellation actuelle, OSCE (Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe), lors du Sommet de Budapest en décembre 1994. Aujourd'hui, cette organisation a 55 Etats membres.²³⁰

Etant membre de l'OSCE depuis le 30 janvier 1992, l'Azerbaïdjan avait participé au sommet de l'OSCE le 8-10 juillet 1992 et avait signé l'acte d'Helsinki²³¹, pendant lequel elle a souscrit aux principes relatifs à l'Etat de droit et à la démocratie notamment au travers de l'Acte final d'Helsinki et la Charte de Paris.

Le respect pour les droits de l'homme et les libertés fondamentales, la démocratie et la primauté des droits sont au coeur du concept de sécurité de l'OSCE. Le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH) est son institution principale, qui assure le plein respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, à observer les règles de l'Etat de droit, à promouvoir les principes de la démocratie et à édifier, renforcer et protéger les institutions démocratiques ainsi qu'à favoriser la tolérance à tous les niveaux de la société.²³²

Pour analyser l'effet de l'OSCE sur l'Azerbaïdjan, il est possible de l'étudier dans la dimension sécuritaire, politique et humanitaire.

²³⁰ "Qu'est-ce que l'Osce ?" http://fr.osce.org/images/stories/File/pdf/2380_fr.pdf.

²³¹ "Azerbaycan Heyeti Finlandiya'da", *Azerbaycan*, 10 Juillet 1992, transmis par Nazim Cafersoy, *Elçibey Dönemi...op.cit.*, p.148.

²³² Voir le site Internet, http://www.osce.org/publications/odihr/2004/11/13555_54_fr.pdf

Si on commence par la dimension sécuritaire, l'OSCE voit la région du Caucase du Sud comme un élargissement de la zone sécuritaire de l'Europe. Les représentants du Front populaire et le ministre des affaires étrangères de l'Azerbaïdjan qui est, Tofiq Gasimov à l'époque, mentionnaient qu'ils souhaitent résoudre par l'intermédiaire de l'OSCE²³³ qui occupait un rôle central, depuis 1992, dans le processus de paix du Haut-Karabakh. La signature du cessez-le-feu en 1994, de la question de Haut Karabakh a été réalisée par l'initiative de groupe de Minsk composé par l'OSCE. En 1996, grâce à la médiation de l'OSCE, une décision relative à l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan a prise.²³⁴

En deuxième lieu, l'OSCE se préoccupe de la sécurité humaine à travers les flux migratoires, le sort des réfugiés et le trafic humain dans le Caucase du Sud. Elle tente d'assurer d'appareil législatif pour lutter contre ces fléaux.²³⁵ Le bureau de l'OSCE à Bakou organise des séminaires pour les jeunes entrepreneurs de l'entrepreneur. Il organise aussi les émissions d'entraînement pour les entrepreneurs féminins augmentant leur connaissance d'enregistrement légal, les impôts, les occasions de micro crédit et le développement d'un projet d'affaires.²³⁶

Troisièmement, pour la dimension politique, en Azerbaïdjan, comme les autres Etats du Caucase du Sud, la démocratie est devenue le nouvel objectif d'une compétition interne avec le concours des Européens et des Américains. L'OSCE appelle le gouvernement azerbaïdjanais à s'engager aux réformes judiciaires et institutionnelle pour qu'il s'adapte aux standards démocratiques. L'OSCE favorise à la fois la participation des opinions publiques à la construction de la démocratie et l'émergence d'une société civile à partir d'une valorisation des corporations.²³⁷

Ensuite, le 16 novembre 1999, l'OSCE a inauguré son bureau à Bakou, suivant la décision municipale permanente numéro 318. Le 17 juillet 2000, le Bureau a lancé

²³³ "Azerbaycan Agit'i tercih ediyor", *Azadlıq*, 20 Juin 1992, transmis par Nazim Cafersoy, *Elçibey Dönemi...op.cit.*, p.80.

²³⁴ Kamer, Kasım, "Başlangıcından Barış Sürecine Dağlık Karabağ Çatışması", *Ermeni Araştırmaları*, No.2, Juin-Juillet-Aout 2001, pp. 37-39.

²³⁵ Gaidz, Minassian, "Caucase du Sud : Les Enjeux de la Coopération Régionale", *Politique Etrangère*, Vol.3, 2002, p.727.

²³⁶ Voir le site Internet, <http://www.osce.org/baku/13196.html>.

²³⁷ Gaidz, Minassian, "Caucase du Sud...op.cit.", pp.728-729.

un mémorandum se basant sur l'application de son mandat qui fut signée entre l'OSCE et le gouvernement de la République d'Azerbaïdjan.

Le bureau a aidé le gouvernement d'Azerbaïdjan à remplir les réformes législatives dans les domaines des élections, des médias, de la société civile. Il a également assisté au rapprochement des institutions gouvernementaux et non gouvernementaux du pays et à l'entraînement des officiers de police et des pénitenciers.²³⁸

L'OSCE suit de près la situation politique de l'Azerbaïdjan en se focalisant sur les réformes électorales, la liberté d'association. On observe souvent les critiques de l'OSCE sur les élections faites en Azerbaïdjan. Les commentaires de l'OSCE portent une valeur importante au sein de la communauté internationale. Il est possible d'entendre souvent ses critiques comme le processus électoral n'est pas conforme aux standards démocratiques ou bien il y a eu plusieurs irrégularités dans les élections.²³⁹ L'Azerbaïdjan est obligé d'être plus prudent dans son fonctionnement politique.

2.5.3. Le rôle des Etats-Unis

Les Etats-Unis n'avaient pas d'intérêt national vital dans le Caucase ou en Asie centrale avant les années 1990. Mais, depuis 1991, avec les nouvelles réalités économiques et géopolitiques comme l'éclatement de l'Union soviétique, l'émergence de nouvelles Etats indépendants, la découverte de gisements considérables de pétrole en Mer Caspienne a poussé les Etats-Unis à mettre en œuvre une stratégie plus élaborée.

La stratégie des Etats-Unis se fonde sur plusieurs éléments. Parmi ces éléments, les intérêts des compagnies pétrolières américaines pour l'exploitation des richesses énergétiques en Azerbaïdjan, l'importance stratégique des pays du Sud Caucase, la compatibilité des gouvernance des pays avec les intérêts américains, le cas de la

²³⁸ Rapport annuel sur les activités de l'OSCE en 2003 pp.90, voir le site Internet, <http://www.osce.org>.

²³⁹ L'analyse plus détaillée des commentaires de l'OSCE sera faite dans la deuxième partie du travail.

démocratie et des droits de l'homme, l'effet de la diaspora arménienne, jouent un rôle majeur dans la détermination des priorités stratégiques américaines.²⁴⁰

En ce qui concerne les relations mutuelles entre l'Azerbaïdjan et les Etats-Unis, le commencement remonte aux années 1890. Entre les années 1870 et 1920, la compagnie pétrolière américaine '*Standard Oil*' était l'une des exploitants pétroliers azerbaïdjanais. Les premières relations diplomatiques ont commencé pendant la période de la première République d'Azerbaïdjan en 1918. L'autorité azérie lui a demandé la reconnaissance de son indépendance, l'adhésion à la Société des Nations et l'établissement des relations officielles. En se rappelant de l'attitude pro-arméniens du président Wilson, à l'époque malgré la reconnaissance officielle de l'indépendance d'Azerbaïdjan par plusieurs Etats de l'époque, les Etats-Unis n'ont pas reconnu cette indépendance.²⁴¹

Cependant, dans la période post-soviétique, l'apparition d'un espace de puissance géopolitique a mis à l'ordre du jour la détermination des nouvelles politiques des Etats-Unis. Selon le discours du Secrétaire d'Etat Américain, James Baker, les Etats-Unis devaient prendre en compte trois priorités dans ses politiques relatifs à l'espace post-soviétique.

En premier lieu, les Etats-Unis devaient assister aux ex-républiques pour le désarmement des pays hérités de l'Union soviétique. Ensuite, les Etats-Unis devaient les aider pour qu'elles puissent passer aux régimes démocratiques. Enfin, les Etats-Unis devaient jouer un rôle actif pour leur passage à l'économie de marché. Mais, en matière des assistances, l'administration américaine avait souligné la probabilité d'un retard d'assistance pour l'Azerbaïdjan en raison de son armement et la dérogation des réformes démocratiques.²⁴²

Quant aux relations mutuelles après l'indépendance de l'Azerbaïdjan, la dimension prépondérante des relations s'est fondée sur les ressources pétrolières. Vu que

²⁴⁰ Fiona Hill, "Une Stratégie incertaine : la politique des Etats-Unis dans le Caucase et en Asie Centrale depuis 1991", *Politique étrangère*, Vol.1, 2001, p.95.

²⁴¹ Araz, Aslanlı, "ABD'de Adaletsizliğe Verilen Ara : 907 Sayılı Ek Madde'nin Uygulanmasının Durdurulması", *Stratejik Analiz*, Vol.2, No.22, Janvier 2002, p. 56.

²⁴² Nazım, Cafersoy, *Elçibey Dönemi Azerbaycan Dış Politikası*, Ankara, ASAM Yayınları, 2001, pp.134-135.

l'Azerbaïdjan n'ayant pas des moyens nécessaires pour l'exploitation de ces ressources, elle a préféré les faire exploiter aux compagnies occidentales.²⁴³ De ce fait, les premiers investisseurs de la région sont les Américains.²⁴⁴

Après la dissolution de l'Union soviétique, Les Etats-Unis qui ont reconnu officiellement l'Azerbaïdjan le 25 décembre 1991, ont entamé des relations diplomatiques le 23 février 1992.²⁴⁵ Pendant la période post-soviétique, les Etats-Unis avaient pour objectif d'intégrer les Etats post-soviétiques à l'OTAN et d'établir pour chacun d'eux la démocratie, l'assurance des droits de l'homme afin de les rapprocher au monde occidentale.²⁴⁶ Cette politique revenait à tenter de contrebalancer l'effet russe et iranien dans la région. C'est pourquoi, le 24 octobre 1992, l'administration américaine a approuvé *Freedom Support Act*²⁴⁷, une loi d'assistance qui visait à assurer un large éventail d'activités d'assistance bilatérale et de coopération économique avec les nouveaux Etats indépendants, pour les aider à effectuer la transition vers la démocratie et le libre marché.²⁴⁸

Pourtant, un mois plus tard, cette loi s'est immédiatement fragilisée par la section de 907 qui interdisait toute assistance au gouvernement Azéri.²⁴⁹ Le Congrès a adopté la section 907 sous l'impulsion des représentants et des sympathisants de la diaspora arménienne aux Etats-Unis en réponse au blocus arménien par l'Azerbaïdjan, au sujet de l'enclave du Haut-Karabakh. Cette section a placé l'Azerbaïdjan dans une catégorie différente par rapport à tous ses voisins pour ce qui était des relations avec les Etats-Unis.²⁵⁰

Suivant la résolution de 907, les représentants azerbaïdjanais ont essayé de faire abroger cette résolution lors de chaque négociation. Pendant la période de Gaïdar

²⁴³ Ibid., p.146.

²⁴⁴ C'est la Compagnie d'*Amaco* qui s'occupe de l'exploitation des pétroles d'azéri.

²⁴⁵ Rasizade, "ABD'nin Azerbaycan Politikası", *Azadlıq*, 19 Septembre 1992, pp.4, transmis par Nazım, Cafersoy, *Elçibey Dönemi...op.cit.*, p. 137.

²⁴⁶ Rövşen, Mustafayev, *Azerbaycan ve Yeni Dünya*, Bakü, Azerbaycan Devlet Yayınevi, 1993, p.27.

²⁴⁷ Cette loi prévoyait une assistance de 460 millions de dollar concernant 11 ex- Républiques, l'Arménie, la Géorgie, la Kazakhstan, le Bélarus, le Moldavie, le Kirgistan, la Russie, le Turkménistan, l'Ukraine, l'Uzbékistan et le Tadjikistan.

²⁴⁸ Vicken, Cheterian, *Succession ouverte en Azerbaïdjan*, pp.10-11, Octobre 1999, Voir le site Internet, <http://www.monde-diplomatique.fr/1999/10/CHETERIAN/12539.html>.

²⁴⁹ Tabib, Hüseyinov, "Amerikan Dış Politikasının Etkilenmesi : Ulusal Çıkarlar Dışında Etnik Çıkarlar", Voir le site Internet, http://www.stradigma.com/turkce/haziran2003/makale_04.html.

²⁵⁰ Fiona Hill, 'Une Strategie incertaine : la politique des Etats-Unis dans le Caucase et en Asie Centrale depuis 1991', Vol.1, *Politique étrangère*, 2001, p.97.

Aliev, l'Azerbaïdjan menait une politique d'équilibre avec les compagnies pétrolières américaines en face de l'effet du lobby arménien pour l'abolition de résolution de 907. Les entreprises américaines contrôlent 29 % de l'industrie pétrolière de l'Azerbaïdjan. A partir de la signature de l'"Accord du Siècle" en 1994, concernant le transport du pétrole de l'Azerbaïdjan, les Etats-Unis devenaient beaucoup plus actifs en Caucase. Etant donné qu'il existait des intérêts économiques des Etats-Unis, l'administration de Clinton a décidé d'assister à l'Azerbaïdjan par l'intermédiaire des sociétés civiles.²⁵¹

A cause de la résolution de 907, l'Azerbaïdjan avait subi des grands problèmes économiques et elle avait besoin d'une aide financière. Pour donner un exemple à l'effet de la résolution de 907, l'assistance humanitaire faite à partir de 1995 en Arménie était 455 millions de dollars alors que l'Azerbaïdjan n'avait obtenu que 65 millions de dollars.²⁵²

En 1996 et 1997, l'administration américaine a défini quatre objectifs généraux pour le Caucase et l'Asie Centrale dans une série de discours. Il s'agissait de conjuguer, d'une part, le renforcement des réformes politiques et économiques et l'atténuation des conflits régionaux et d'autre part, un soutien à la sécurité énergétique et à l'amélioration des possibilités commerciales pour les compagnies américaines.²⁵³

En regardant les relations des Etats-Unis avec les dirigeants azerbaïdjanais, l'opposition essayait de s'organiser souvent avec le soutien des Etats-Unis. Les principales formations d'opposition se sont constituées en 1996 sous le toit du "Congrès démocratique".²⁵⁴ En ce qui concerne le processus de démocratisation, les Etats-Unis ont eu la tendance de mener ce cas à travers des institutions internationales. Dans ce point, le Plan d'Action Individuel pour le Partenariat de l'OTAN est l'instrument pour la démocratisation de l'Azerbaïdjan.²⁵⁵

²⁵¹ Araz, Aslanlı, İlham, Hesenov, *op.cit.*, p.211.

²⁵² Ibid., pp. 213-214.

²⁵³ Fiona, Hill, *op.cit.*, p. 101.

²⁵⁴ Damien, Helly, "Le Paysage Politique...*op.cit.*", p.247.

²⁵⁵ Kamil, Ağacan, "ABD'den Azerbaycan'a Rusya ve İran Markajı", *Stratejik Analiz*, Vol.6, No.74, Juin 2006, p.9.

Selon ce plan, puis que l'Azerbaïdjan souhaitait s'adhérer à l'OTAN, elle devait manifester leur attachement à la primauté des droits et aux droits de l'homme, à établir un contrôle démocratique de leurs forces armées et à promouvoir la stabilité et le bien-être par le truchement de la liberté économique, de la justice sociale et d'une attitude responsable en matière d'environnement.²⁵⁶

Les relations des Etats-Unis avec les républiques d'Asie Centrale devenaient inévitablement plus étroites après le 11 septembre 2001. C'était dans le but d'approfondir la coopération en matière de lutte anti-terroriste, et non sous l'influence des compagnies pétrolières, auxquels le 25 janvier 2002, le Président Bush décidait de lever les restrictions imposées au gouvernement azerbaïdjanais.²⁵⁷

Depuis un certain temps, une nette amélioration est enregistrée dans les relations entre les Etats-Unis et l'Azerbaïdjan, lesquelles étaient détériorées depuis longtemps à cause du blocus que Bakou avait imposé à l'Arménie dans le litige territorial pour le contrôle du Haut-Karabakh. Le pétrole Caspien a toujours indiqué un grand intérêt pour les Etats-Unis, mais celui-ci semble compter aussi sur la tension permanente entre l'Iran et l'Azerbaïdjan.²⁵⁸

Même si les Etats-Unis favorisent la démocratisation de l'Azerbaïdjan, ses politiques sont toujours restés sous l'ombre des pressions du lobbying arménienne et des compagnies pétrolières.

2.5.4. Le rôle de la Fédération de Russie après 1991

Après la dislocation de l'Union soviétique, les relations russo - azerbaïdjanais ont changé de nature. Ces relations se sont orientées d'une dimension de centre - périphérie vers une dimension de deux Etats indépendants. Avant de passer la corrélation entre le rôle de la Russie et la nature du régime en Azerbaïdjan, il faut comprendre les intérêts et les priorités politiques russes dans les années 1990. La

²⁵⁶ Le plan d'action pour l'adhésion à l'OTAN, voir le site Internet, <http://usinfo.state.gov/journals/itps/0302/ijpf/frmap.htm>.

²⁵⁷ Annie, Jafalian, "l'Evolution de la Politique Américaine dans la Région de la Mer Caspienne de Clinton à Bush", *Annuaire français de relations internationales*, No.4. 2003, p.9.

²⁵⁸ Rapprochement américano – azerbaïdjanais, Voir le site Internet, http://www.colisee.org/article.php?id_article=406.

Russie essayait de défendre ses intérêts économiques et conserver ses sources d’approvisionnement et ses marchés d’exportation de la période soviétique. Pendant les années de 1990, la Russie a endossé le rôle du gendarme de la région du Caucase du Sud.

Si l’instrumentalisation de la CEI a permis à la Russie d’assurer ses intérêts vitaux, il a tout aussi manifesté que Moscou tentait de recourir à des moyens les moins avouables afin de soumettre les ex-Républiques soviétiques. Ainsi, il est clairement confirmé que la Russie n’a pas hésité à jouer la carte des minorités ou à exploiter les jeux politiques internes pour affaiblir les Etats caucasiens nouvellement indépendants.

Lorsque l’Azerbaïdjan a proclamé son indépendance, une prise de distance à propos des relations entre la Russie et les ex-républiques durant les années 1990-1991 a été constatée. La Russie l’a reconnu cinq mois après l’indépendance. La Russie a gardé sa distance au point des relations amicales avec les nouvelles républiques de la CEI malgré que le ministre Kozyrev a formulé l’appellation de a appelé la géographie de l’Ex Union soviétique comme “*l’étranger proche*”.²⁵⁹ Selon cette doctrine, il s’agit de l’exigence d’une intégration de l’ex- républiques d’une manière sécuritaire et économique avec la Russie et la nécessité de l’intervention russe sur ces républiques afin d’empêcher l’effet occidentale.²⁶⁰ D’ailleurs, la Russie a reconnu officiellement la République d’Azerbaïdjan et elle a commencé à établir des relations diplomatiques comme étant le 108^e Etat.²⁶¹

La période d’Eltchibey se décrit comme une période de l’éloignement de l’effet russe. Mais, l’Azerbaïdjan a rencontré plusieurs difficultés.²⁶² La Russie a utilisé le conflit du Karabakh comme moyen de pression politique sur l’Azerbaïdjan. L’armée

²⁵⁹ Pavel, Baev, *Russia’s Policies in the Caucasus*, London, The Royal Institute of International Affairs, 1997, p.4.

²⁶⁰ Hasan Kanbolat, “Rusya Federasyonu’nun Kafkasya Politikası ve Çeçenistan Savaşı”, *Avrasya Dosyası, Rusya Özel*, Vol.6, No.4, Hiver 2001, p. 167.

²⁶¹ “Kozirev: Yeltsin Karabağ Anlaşmazlığını Birkaç Günde Çözer”, *Azadlıq (la liberté)*, 7 Avril 1992, transmis par Nazim Cafersoy, *Eyalet-Merkez Düzeyinden...op.cit.*, p.10.

²⁶² Adalet Tahirzade, *Elçibey’le 13 Saat Yüzyüze*, Bakü, 1999, p.26, transmis par Nazim, Cafersoy, *Eyalet-Merkez Düzeyinden Eşit Statüye : Azerbaycan-Rusya İlişkileri 1991-2000*, Ankara, Asam Yayınları, Ankara Çalışmaları Dizisi, No.1, 2000, p. 11.

russe a participé activement au massacre de Khodjaly en 1992.²⁶³ Dans ce contexte, le facteur arménien a joué le rôle d'un puissant instrument de pression pour un chantage politique à l'égard des dirigeants azerbaïdjanais.

Un autre exemple de la pression de Russie par la voie du Karabakh était la participation de l'armée russe qui se situait en Arménie à l'invasion du Kelbadjar en 1993.²⁶⁴ Il s'agissait aussi du rôle de la Russie dans le coup d'Etat qui résultait par la démission d'Eltchibey le 4 juin 1993. Ces exemples montrent que la Russie n'était pas content des politiques suivis par l'Azerbaïdjan pendant la période d'Eltchibey.²⁶⁵

Pendant la période de G. Aliev, la politique étrangère de l'Azerbaïdjan peut être désigné comme une politique d'équilibre vis-à-vis Moscou. L'Azerbaïdjan a préféré donner un certain nombre de concession à la Russie. Lors d'une de ses visites à Moscou, Aliev soulignait que l'Azerbaïdjan était prêt à s'adhérer à CEI.²⁶⁶ De plus, l'Azerbaïdjan avait cédé 10 % de sa part initiale à la compagnie russe *Loukoïl* à la suite du "Contrat du Siècle" en 1994.²⁶⁷

L'administration d'Aliev a toujours suivi une politique près de la Russie. De même, quand il s'agissait d'une critique à propos de la démocratie, de droits de l'homme et de la pression contre l'opposition en Azerbaïdjan, Aliev a toujours prétendu la primauté des bonnes relations avec la Russie.²⁶⁸

Il est possible de voir l'effet russe sur tous les changements des leaders en Azerbaïdjan. Le premier président azerbaïdjanais, Ayaz Mouttalibov, septembre 1991-mars 1992, était issu de la *nomenklatura* soviétique. Il était imposé par Moscou avant la dissolution de l'URSS, il occupait le poste de premier secrétaire du

²⁶³ Oktay, Sultanov, *80'li Yılların Sonu, 90'lı Yılların Başlarında Azerbaycan'da Politik Mücadele*, Bakü, Maarif, 1995, pp.158, transmis par Nazim Cafersoy, *Eyalet-Merkez Düzeyinden... op.cit.*, p. 14.

²⁶⁴ "Azerbaycan", 7 Avril 1993, transmis par Nazim Cafersoy, *Eyalet-Merkez Düzeyinden... op.cit.*, p. 14.

²⁶⁵ Nazim, Cafersoy, *op.cit.*, p.22.

²⁶⁶ Nesip, Nesipli, "Azerbaycan ve Moskova-Erivan-Tahran İttifakının Jeopolitik Kuşatması", *Stratejik Analiz*, Vol.1, No. 4, Aout 2000, p. 65.

²⁶⁷ La compagnie *Lukoil*, a vendu sa part de 10 % en 2002 à la compagnie japonaise *Inpex*, à cause de coût élevé du projet de l'exploitation de gisement de Azéri-Chirag-Guneshli et Shah Deniz. La Russie a essayé d'augmenter ses revenus par des autres opérations énergétiques menées en Azerbaïdjan.

²⁶⁸ Une critique faite par le Ministère des Affaires Etrangères des Etats-Unis contre le gouvernement azerbaïdjanais, www.ans-dx.com, 6 mai 2000 transmis par Nazim, Cafersoy, *Eyalet-Merkez... op.cit.*, p.44.

Parti communiste républicain. Il était toujours au pouvoir lorsque la crise du Haut-Karabakh prit de l'amplitude. Le deuxième président, Eltchibey, mai 1992 – juin 1993, dissident nationaliste, était passé par la prison soviétique. Leader du Front populaire, il privilégiait les relations avec la Turquie, les Etats-Unis et l'OTAN contrairement à celles de la Russie.

Depuis juin 1993, Heïdar Aliev, ancien chef du KGB et premier secrétaire du Parti communiste républicain, 1969-1982, ainsi qu'ancien membre du Politburo du Parti communiste soviétique, fit son retour dans la grande politique et prit les rênes du pouvoir du pays en emportant le suffrage universel avec 98,8 % des votes.

Malgré la prépondérance de l'effet russe, il est possible de dire que cet effet a un caractère décroissant. La Russie a connu un recul dans l'influence de ses politiques sur le Caucase du Sud à cause de ses problèmes économiques. Mais pendant la période de Poutine, les relations russo-azerbaïdjanaises se sont grandement améliorées. Lors de sa visite en Azerbaïdjan²⁶⁹, il a accentué que la Russie a tenté d'améliorer ses relations avec les Etats de Caucase du Sud à travers du renforcement de la CEI.²⁷⁰

En effet, il est possible de déduire que pour la Russie, l'importance se consiste non pas sur le choix du gouvernement ayant un caractère démocratique ou autoritaire, mais sur les dirigeants suivant des politiques compatibles avec les intérêts russes.²⁷¹ Même si la Russie ne mentionne pas explicitement, elle est prudente pour la démocratisation de l'Azerbaïdjan et son rapprochement avec le monde occidentale. Elle ne veut pas une forte Azerbaïdjan dans le Caucase du Sud qui est indépendante dans ses décisions politiques. D'ailleurs, depuis l'indépendance de l'Azerbaïdjan, les politiques russes comme l'effort de maintenir de CEI, la provocation de la question du Haut-Karabakh, l'effort d'installation de ses forces d'armées nous confirment cette idée.

²⁶⁹ Depuis l'indépendance de l'Azerbaïdjan, C'est la première fois qu'une Présidente de la Fédération de Russie visite officiellement l'Azerbaïdjan, la visite de Poutine en Azerbaïdjan le 9-11 janvier 2001.

²⁷⁰ Nazim, Cafersoy, *Eyalet-Merkez Düzeyinden ... op.cit.*, p.44.

²⁷¹ Musa, Gasimov, *op.cit.*, p.262.

DEUXIEME PARTIE - LE FONCTIONNEMENT DU REGIME POLITIQUE DE L'AZERBAÏDJAN APRES SON INDEPENDANCE

Chapitre 1. La divergence politique pendant la période de A. Mouttalibov et A. Eltchibey

La scène politique de l'Azerbaïdjan a vu trois présidents de République jusqu'à la période de Gaïdar Aliev si on prend en compte Yakup Mamedov. Dans la première partie du travail, les variables qui ont été étudié, touchaient le régime politique de l'Azerbaïdjan. Alors, en pratique, il est envisageable de s'interroger sur l'évolution politique de l'Azerbaïdjan à travers de ces dynamiques internes et externes.

En fait, en terme général, un régime politique signifie en somme des règles et des institutions formelles et informelles qui précisent de quelle manière et par qui la souveraineté va être utilisé pour la gouvernance de l'Etat.²⁷²

La période entre l'année de 1990 et 1993 signifie la phase de la transition politique en Azerbaïdjan sous la présidence de Mouttalibov et d'Eltchibey. Au nom de la réalisation de transition politique, des difficultés de détachement de l'effet russe, l'effort de mise en œuvre de nouvelles structures exigées par le nouveau système politique ont mis l'accent sur cette phase de transition.

1.1. La période de l'arrivé au pouvoir

1.1.1. La période du président Mouttalibov

En analysant la période du pouvoir de Mouttalibov²⁷³ en Azerbaïdjan, il est marquant que cette période est différente à celle des autres présidents. De ce point, il

²⁷² Coşkun Can, Aktan, "Siyasal Rejimin Etkinleştirilmesi ve Başkanlık Sistemi Önerisi", *Harb-iş Dergisi*, 2004, Voir le site Internet, <http://www.canaktan.org/politika/siyasal-rejim/genel-olarak.htm>.

²⁷³ La biographie de Mouttalibov avait été étudiée dans la première partie du travail.

vaut mieux l'aborder à la lumière des dynamiques internes de l'Azerbaïdjan comme l'existence des revendications nationalistes pour l'indépendance, le conflit du Haut-Karabakh, et l'état d'une instabilité politique de la période de transition.

Comme il a été étudié dans la première partie du travail que la fin des années de 1980 signifiait les revendications nationalistes en Azerbaïdjan inspirées par des politiques réformistes de Gorbatchev. Mais, quand l'administration de Moscou a remarqué que son effet commençait à affaiblir sur Bakou, elle a décidé de prendre des mesures oppressives. L'administration de Moscou a déclaré le cas d'urgence à Bakou le 19 janvier 1990.²⁷⁴

De plus, l'armée rouge a fait une intervention militaire à Bakou pour abolir les mouvements nationalistes le 20 janvier 1990. Selon les résultats officielles de la tragédie de janvier, 131 personnes ont été tuées, 744 personnes ont été blessées et 400 personnes ont été emprisonnées.²⁷⁵

Cette attaque avait approfondi la distance entre les nationalistes azerbaïdjanais et l'administration de Moscou. A part de ces oppressions militaires, Moscou a tenté aussi de toucher l'Azerbaïdjan par le biais politique. Le 27 janvier 1990, l'administration de Moscou a nommé Ayaz Mouttalibov premier secrétaire du Parti communiste d'Azerbaïdjan à la place de Vezirov après l'intervention russe qui s'est déroulé le même mois.²⁷⁶ Puis, Mouttalibov a été élu comme chef d'Etat par le Soviet Suprême d'Azerbaïdjan le 18 mai 1990.²⁷⁷

Malgré les pressions de l'opposition, Mouttalibov a décidé de faire des élections présidentielles en Azerbaïdjan en septembre 1990.²⁷⁸ Les députés organisés sous le bloc démocratique d'Azerbaïdjan ont participé au Parlement qui a effectué sa première réunion en février 1991.²⁷⁹

²⁷⁴ Oktay, Sultanov, *80'li Yılların Sonu...op.cit.*, p. 84, transmis par Nazım Cafersoy, *Elçibey Dönemi...op.cit.*, p. 24.

²⁷⁵ Eldar, İsmayılov, *Azerbaycan Tarihi*, Bakü, Öğretmen, 1995, p.331, transmis par Nazım, Cafersoy, *Elçibey Dönemi Azerbaycan...op.cit.*, p. 24.

²⁷⁶ Ali Faik, Demir, *Türk Dış Politikası Perspektifinden...op.cit.*, p. 93.

²⁷⁷ Adalet, Tahirzade, *Elçibey...op.cit.*, p. 63 transmis par Nazım, Cafersoy, *Elçibey Dönemi Azerbaycan...op.cit.*, p. 27.

²⁷⁸ Les élections présidentielles ont été réalisées le 8 septembre 1991. Voir le site Internet, <http://www.byegm.gov.tr/YAYINLARIMIZ/AyinTarihi/1991/eylul1991.htm>. Le 8 Septembre 1991.

²⁷⁹ Cavid, Abdullayev, *op.cit.*, p.112.

La Commission électorale centrale a organisé un referendum le 17 mars 1991 portant sur la protection de l'Union sous la forme de fédération renouée. Selon le résultat du referendum, une majorité de la population de la République avec près de 95 % ne voulaient pas vivre en dehors de l'Union.²⁸⁰ Grâce au referendum de l'accord d'union, le pouvoir de Mouttalibov a été consolidé en Azerbaïdjan. La popularité de Mouttalibov a atteint le niveau le plus élevé qu'il a connu depuis le début de son autorité. Il a décidé de mettre à profit ce moment favorable pour devenir un président élu par le peuple. Le Conseil Suprême de la République a déterminé la date des élections présidentielles comme le 8 septembre 1991.²⁸¹

Néanmoins, pour la part de l'opposition, le bloc démocratique d'Azerbaïdjan a déclaré que, si la suppression de l'état d'urgence à Bakou, l'organisation de nouvelles commissions électorales basé sur une participation égalitaire des forces d'opposition et dernièrement l'assurance des observateurs délégués par les autres Républiques de l'Union et ainsi que les organisations internationales n'étaient pas assurés ; l'opposition ne participerait pas aux élections présidentielles. Egalement, l'opposition a exigé la création d'une commission spéciale composée de députés chargés d'effectuer une enquête sur les abus qui ont lieu lors de la réalisation du referendum du 17 mars 1991.²⁸²

Pour les élections présidentielles en septembre 1991, au début Zardusht Alizade²⁸³ a décidé de participer aux élections comme le concurrent de Mouttalibov. Mais, après le putsch du mois d'août, Alizade a retiré sa candidature. Donc, Mouttalibov était le seul candidat se présentant pour la présidence.²⁸⁴ Selon les résultats²⁸⁵ officiels du scrutin, Mouttalibov a pris 83 % des voix et devenu officiellement le président de la République de l'Azerbaïdjan le 8 septembre 1991.²⁸⁶

²⁸⁰ Selon les données de l'opposition, seulement 15 à 20 % des citoyens de la République avait le droit de participer au référendum.

²⁸¹ Ramiz, Aboutalybov, Aydın, Balaev, "La République d'Azerbaïdjan sur le Chemin de la Démocratie Chronique 1988-1991", *Cahiers d'études sur la Méditerranée Orientale et le Monde Turco Iranien*, No.14, Juillet –Décembre 1992, p.70.

²⁸² Ibid., p.71.

²⁸³ Zardusht Alizade était le leader du Parti du social démocrate d'Azerbaïdjan. Il était aussi le président du Centre caucasien d'étude des situations de crise.

²⁸⁴ Ramiz, Aboutalybov, Aydın, Balaev, op.cit., p.73.

²⁸⁵ Selon les données du Front Populaire d'Azerbaïdjan, 80 % des électeurs ont boycotté les élections.

²⁸⁶ Voir le site Internet, <http://www.byegm.gov.tr/YAYINLARIMIZ/AyinTarihi/1991/eylul1991.htm> le 9 Septembre 1991.

En effet, la participation d'un seul candidat aux élections présidentielles est complètement incompatible avec un système démocratique. Cependant, la Commission électorale centrale qui possédait, à l'époque, déjà une vaste expérience de falsification des résultats des élections au Conseil Suprême de la République²⁸⁷ peut être critiqué en vue de leur déclaration officielle. Dans ce point de vue, il est important de souligner aussi qu'il n'y avait pas de partis politiques ce que l'on perçoit également aujourd'hui.

De plus, il n'est pas possible de voir une Constitution et des règles juridiques qui organisent le système du scrutin. Si l'on évoque la validité de la Constitution de 1978 de l'Azerbaïdjan Soviet Socialiste, toutes les activités politiques contenaient à être réalisées par le système socialiste. A cet égard, il est efficace de dire que l'effet de la culture politique russe est plus actif que des autres variables.

1.1.2. La période du président Eltchibey

La période entre janvier et juin 1992 peut être considérée comme la période du processus au pouvoir du Front populaire et Eltchibey.²⁸⁸ Au commencement, la mise en vigueur du programme du parti du Front populaire qui a été effectué dans la réunion de 25 et 27 janvier 1992 est importante. Après la déclaration du programme du FPA, celui-ci se caractérisait même comme une organisation sociopolitique unissant les personnes et les institutions politiques pour une Azerbaïdjan démocratique et indépendante.²⁸⁹

Le Conseil national d'Azerbaïdjan a constitué un gouvernement provisoire, qui reste dirigé par l'ancien premier ministre Raguim Housseinov, mais auquel participent des membres du Front populaire, tel son vice-président, Iskender Hamidov, nommé ministre des affaires intérieures. Le Conseil national a convoqué une session extraordinaire du Soviet Suprême (Parlement). Le Conseil national, organe de pouvoir provisoire créé après la démission de Mouttalibov, regroupe 50 députés,

²⁸⁷ Ramiz, Aboutalybov, Aydın, Balaev, op.cit., p.70.

²⁸⁸ Nazim, Cafersoy, "Azerbaycan'da Bağımsızlığın Diğer Adı...op.cit.", p.15.

²⁸⁹ AHC Meramname ve Nizamnamesi, Les principes Generaux, Bakü, 1992, p.3, transmis par Nazim, Cafersoy, *Elçibey Dönemi Azerbaycan...op.cit.*, p. 36.

pour moitié issus de la majorité parlementaire, pour moitié de l'opposition où le Front populaire.²⁹⁰

Un autre point, qu'il nécessaire de montrer pour cette période, est le massacre de Khodjaly qui anticipe la démission de Mouttalibov. Il y avait un lien étroit entre la démission de Mouttalibov et le massacre de Khodjaly de 1992. En observant les résultats, on peut constater que plus de 613 personnes mortes, plus de 1275 des réfugiés, plus de 500 blessés.²⁹¹ De cet aspect, la signature des accords de CEI par Mouttalibov et voire l'indifférence de son administration par rapport au conflit de Khodjaly, ont causé la radicalisation de l'opposition. Sous l'effet de l'opposition, le Soviet Suprême s'est réuni le 5 mars 1992. Mouttalibov a été obligé de démissionner et ses compétences présidentielles sont passées par intérim au président du Parlement, Yakoub Mamedov.²⁹²

Le FPA soutenait la suppression du système d'élection présidentielle et le transfert de toutes les compétences au *Milli Medjlis* jusqu'à l'adoption d'une nouvelle Constitution. Mais, Yakoub Mamedov a essayé de détourner ces demandes du FPA en voulant un délai pour les négocier. Cela a permis de changements de cadres importants dans le Parlement en privilégiant notamment les anciens membres de *nomenklatura*. Puis, lors de la réunion du Soviet Suprême, la demande du FPA à propos de l'élection présidentielle n'était pas acceptée.²⁹³ Ici, on peut évoquer le discours du président du FPA pour montrer sa critique le pouvoir.

*“Vous vous dépêchez pour élire un président de la République, mais après un an, vous allez faire un coup d'Etat contre lui. Il faut constituer des institutions qui garantissent les compétences du président et qui empêchent la conversion à une dictature.”*²⁹⁴

²⁹⁰ Karen Dawisha, Bruce Parott, *op.cit.*, p.125.

²⁹¹ Araz, Aslanlı, “Tarihten Günümüze Dağlık Karabağ...*op.cit.*”, p. 404.

²⁹² Adalet, Tahirzade, *Elçibey...op.cit.*, p. 72, transmis par Nazım, Cafersoy, *Elçibey Dönemi Azerbaycan'ın...op.cit.*, p. 42.

²⁹³ Oktay, Sultanov, *op.cit.*, p. 186, transmis par Nazım, Cafersoy, *Elçibey Dönemi Azerbaycan...op.cit.*, p.43.

²⁹⁴ Hüseyin, Adigüzel, “Türk Dünyasında Birlik Halk Hareketi ve Halk Cephesi”, İstanbul, 1998, Voir le site Internet, <http://www.turan.tc/calislamar/adiguzel.htm>.

Enfin, malgré l'opposition, le Soviet Suprême a annoncé que les élections présidentielles auront lieu le 7 juin 1992.²⁹⁵ La décision de faire des élections présidentielles est une autre citation de la première période. La tentative du coup contre le Front populaire s'est conclue en échec le 15 mai 1992. Le Front populaire avec l'appui du peuple a assuré la réalisation des élections présidentielles en 1992. Maintenant, pour mieux voir la situation du régime politique, il vaut mieux d'aborder en détail le processus d'élection. Dans quel endroit les élections se passent ? Combien de parti y a pu participer ?

La Commission électorale centrale a enregistré les candidats pour la participation des élections présidentielles. Pour l'enregistrement, chaque candidat a eu à recueillir au moins 20.000 signatures et à les présenter à la Commission électorale centrale.²⁹⁶ A côté d'Eltchibey le candidat du FPA, Yakoub Mamedov, Nizami Suleymanov, Ilyas Ismailov, Etibar Mamedov et Refik Abdoullayev ont mis leurs candidatures.²⁹⁷ Il faut rappeler que Gaïdar Aliev, qui était le président de l'Assemblée du Nakhitchevan à cette période, n'a pas pu montrer sa candidature pour ces élections vu qu'il existait une limite d'âge de 65 indiquée dans une provision constitutionnelle.²⁹⁸

Pendant la campagne électorale, il y a eu des tentatives pour le retour de Mouttalibov à la scène politique. Voire, le Soviet Suprême a décidé de supprimer les élections présidentielles en abolissant son décret du 25 mars 1992. Le Front populaire et le peuple se sont soulevés pour la garantie du système constitutionnel. En fait, ce désordre politique provient du manque d'institutionnalisation du système politique de l'Azerbaïdjan.

Après l'empêchement de la tentative du retour de Mouttalibov, lors de la réunion du 18 mai, la présidence du Soviet Suprême a passé à Isa Gambar.²⁹⁹ L'élection d'Isa

²⁹⁵ Adalet, Tahirzade, *op.cit.*, p.75, transmis par Nazım, Cafersoy, *Elçibey Dönemi Azerbaycan...op.cit.* p.43.

²⁹⁶ "The Presidential Election of 1992", Voir le site Internet, <http://countrystudies.us/azerbaijan/30.htm>.

²⁹⁷ Oktay, Sultanov, *op.cit.*, p. 188, transmis par Nazım, Cafersoy, *Elçibey Dönemi Azerbaycan...op.cit.* p.43.

²⁹⁸ Emin, Şihaliyev, *Türkiye ve Azerbaycan açısından Ermeni Sorunu*, Ankara, 2002, p. 159, transmis par Araz, Aslanlı, İlham, Hesenov, *op.cit.*, p. 23.

²⁹⁹ Adalet, Tahirzade, *op.cit.*, p.80, transmis par Nazım, Cafersoy, *Elçibey Dönemi Azerbaycan...op.cit.* p.45.

Gambar, qui était à l'époque l'un des représentants du FPA, signifie une nouvelle période dans la scène politique en Azerbaïdjan qui allait annoncer plus tard l'élection d'Eltchibey. Il faut souligner que Etibar Mamedov a retiré sa candidature avant les élections.

Comme on l'a déjà énoncé, les élections présidentielles ont eu lieu le 7 juin 1992. Les élections ont été observées par les représentants de CSCE et les journalistes étrangers.³⁰⁰ Selon les chiffres officiels, le taux de participation³⁰¹ était 94,1 %.³⁰² Eltchibey ayant pris de 59,4 % des votes valables, est devenu le président de la République le 16 juin 1992. Donc, l'administration du FPA a officiellement commencé en Azerbaïdjan.³⁰³

L'élection d'Eltchibey à la présidence de la République en juin 1992, lors d'une consultation démocratique, ajoutait pourtant un nouvel élément aux données du jeu politique. Elle constituait un changement de poids dans le sens de la reprise en main de la situation. Eltchibey s'appuyait sur le FPA, un mouvement plus qu'un parti politique. Son discours était séculaire, moderniste et nationaliste. Il dominait quasiment le Conseil national qui avait réussi à se faire remettre une grande partie des pouvoirs du Parlement dont l'élection en septembre 1990.³⁰⁴

Il n'est pas faux de dire que le Front populaire était l'acteur le plus important de la scène politique de l'Azerbaïdjan jusqu'en 1995. D'ailleurs, plusieurs acteurs politiques actuels étaient issus de la lutte du Front populaire dans la période d'indépendance.³⁰⁵

Eltchibey avait tenté d'établir des institutions démocratiques malgré toutes les difficultés entraînées par le conflit du Haut-Karabakh. Mais, dans une situation de

³⁰⁰ Audrey L. Altstadt, op.cit., p. 127.

³⁰¹ Parmi les électeurs enregistrés 4.620.000, 3.966.327 électeurs ont participé aux élections.

³⁰² Sinan, Oğan, "Bir Aliyev Klasiği...op.cit.", p.35.

³⁰³ Quant aux autres candidats, Nizami Suleymanov a obtenu 33 % des votes. Yakup Mamedov 1,7 %, Ilyas Ismailov 0,7 % et Rafik Abdullayev 0,5% des votes. Adalet, Tahirzade, op.cit., p. 82, transmis par Nazım, Cafersoy, "Azerbaycan'da Bağımsızlığın Diğer Adı...op.cit.", p. 15.

³⁰⁴ Semih, Vaner, "La Question Démocratique dans l'Aire Turque (Le Cas de la Turquie, de l'Azerbaïdjan et du Turkménistan), *Cahiers d'Etudes sur la Méditerranée Orientale et le Monde Turco-iranien*, No.16, Juillet – Décembre 1993, p.232.

³⁰⁵ Araz, Aslanlı, "Azerbaycan'da İç Politik Gelişmeler ve Demokrasi Sorunu", *Stratejik Analiz*, Vol.3, No.29, Septembre 2002, p.7.

désordre, les Arméniens ont envahi la région de Kelbadjar avec le soutien des Russes. En profitant d'état de désordre, Sourat Gousseinov a tenté d'un coup d'état contre le gouvernement du Front populaire qui a ombragé le processus de démocratisation en Azerbaïdjan. Il visait à établir un gouvernement pro russe tout en éloignant le Front populaire.³⁰⁶

1.2. Les relations entre le pouvoir et l'opposition

Avant de commencer à aborder la période de Mouttalibov en tant que le président de la République, il vaut mieux étudier les élections parlementaires de 1990 où Mouttalibov était le premier secrétaire du Parti communiste d'Azerbaïdjan. On peut interpréter cette phase par l'intermédiaire des élections parlementaires de 30 septembre 1990 pour saisir des signes de changements politiques en Azerbaïdjan.

D'abord, ces élections se sont réalisées dans des conditions difficiles. Car, il s'agissait de la prolifération des attaques de Moscou sur Bakou. Il faut rappeler que Mouttalibov était l'un des communistes réformistes nommés par Moscou³⁰⁷ qui ne voulait pas de revendications politiques incompatibles avec ses intérêts. Même s'il existe de différents commentaires expliquant les attaques de l'armée soviétique à Bakou, Dimitri Yazov, le ministre de Défense de l'Union soviétique à l'époque, avait avoué que *“ces attaques de janvier 1990 ont été effectuées pour dissoudre les organisations de Front populaire”*.³⁰⁸ Cette initiative montre bien l'intention de Moscou. Les forces d'opposition azerbaïdjanaises avaient été considérablement affaiblies par ces répressions.

De plus, l'opposition ayant vécu un désaccord avec le pouvoir lorsque l'accord de l'Union de l'URSS s'est lancé sur un referendum. Les représentants du Front populaire étaient surtout contre cette idée de referendum étant donné qu'ils le suggèrent contre les intérêts du peuple de l'Azerbaïdjan. Par contre, en dépit des réactions de l'opposition, le pouvoir a lancé le referendum tout en déclarant l'accord de l'Union.

³⁰⁶ Araz, Aslanlı, İlham, Hesenov, op.cit., p.49.

³⁰⁷ Damien, Helly, “Le Paysage Politique...op.cit.”, p. 244.

³⁰⁸ Balayev, Azerbaydjanskoe Natsionalnoe...op.cit., p.50, transmis par Nazım, Cafersoy, “Azerbaycan'da Bağımsızlığın Diğer Adı...op.cit.”, p.10.

Pendant le période de Mouttalibov, les relations entre le pouvoir et l'opposition se sont formées à travers des luttes entre le Parti communiste et le Front populaire d'Azerbaïdjan. Mais, pour dégrader les tensions politiques entre le pouvoir et l'opposition, les sages azerbaïdjanais ont demandé de faire des négociations entre ces deux groupes. Puis, un comité de consultation a été créé le 10 mai 1990.³⁰⁹ A la fin des négociations, le gouvernement a décidé de déléguer les personnes arrêtées et de supprimer l'état d'urgence. Le pouvoir a été convaincu de la rediffusion de presse d'Azadlıq. Mais, ce moment qui fut l'amélioration des relations entre pouvoir et opposition a été rompu par l'élection du président de Mouttalibov étant donné qu'il ne participerait pas aux réunions de comité.³¹⁰

De même, l'arrêt du journal d'Azadlıq³¹¹ et la détention des représentants du Front populaire comme Etibar Memedov, Rahim Gaziev confirment l'idée de l'intention de l'armée soviétique.³¹²

En examinant les résultats des élections parlementaires, le bloc démocratique d'Azerbaïdjan, (*Dembloc*) a réussi à conquérir 32³¹³ députés sur 340 au parlement tandis que les autres groupes démocratiques avaient obtenu 11 députés.³¹⁴ En fait, ce résultat annonçait, pour la première fois dans l'histoire azerbaïdjanaise, l'existence d'une opposition contre les communistes au parlement.

L'arrivée au pouvoir de Mouttalibov a augmenté les tensions politiques en Azerbaïdjan. En raison de réalisation de manifestations de l'opposition, Mouttalibov a été obligé de négocier avec les représentants du Front populaire. Mais, le problème était l'absence d'un vrai signe de contrôle pour surveiller les compétences du président et les membres du pouvoir exécutif.³¹⁵

³⁰⁹ Balayev, "Azerbaydjanskoe Natsionalnoe Dvijenie", p.53, transmis par Nazım, Cafersoy, Azerbaycan'da Bağımsızlığın Diğer Adı...op.cit., p. 11.

³¹⁰ Nazım, Cafersoy, Azerbaycan'da Bağımsızlığın Diğer Adı...op.cit., p. 12.

³¹¹ Journal officiel du Front populaire.

³¹² Oktay, Sultanov, 80'li Yılların Sonu...op.cit., p. 83, transmis par Nazım, Cafersoy, "Azerbaycan'da Bağımsızlığın Diğer Adı...op.cit.", p.11.

³¹³ 23 membres étaient du Front populaire.

³¹⁴ Ramiz, Aboutalybov, Aydın, Balaev, op.cit., p.70.

³¹⁵ "Constitutional/Political Reform Process in Georgia, in Armenia, and Azerbaijan: Political Elite and Voices of the People", Tbilisse, 2005, *International Institute for Democracy and Electoral Assistance, Caucasus Institute for Peace, Democracy and Development*, p. 147, Voir le site Internet, http://www.idea.int/publications/cprp_georgia/upload/DCMEnglishDraft.pdf.

Après les négociations faites entre le pouvoir et l'opposition, la décision prévoyant la création d'un Parlement provisoire constitué de 50 députés³¹⁶ sous le nom de Conseil National (*Milli Şura*) a été adoptée. Le Conseil National qui a remplacé plus tard, l'Assemblée (*Milli Medjlis*) avait donné une grande marge de manœuvre pour FPA.³¹⁷

Ensuite, lors des négociations, la création d'une armée nationale et le consensus pour la déclaration de l'indépendance a été décidée. Ce Conseil national s'est assis dans des séances presque continues, en éliminant le Soviet Suprême et a débattu activement tous les problèmes importants de la République.³¹⁸

En ce qui concerne les attitudes de l'opposition pendant la période de Mouttalibov, au commencement, il était possible de voir une opposition unifiée contre ses politiques. Après l'élection de Mouttalibov par le Soviet Suprême d'Azerbaïdjan, il n'avait fait aucun effort pour améliorer les relations avec l'opposition. La divergence essentielle de la vie politique en Azerbaïdjan provenait de la différence du point de vue des politiques pro russes entre le pouvoir et l'opposition. Le pouvoir défendait ces politiques tandis que l'opposition soutenait les demandes nationalistes, indépendantistes et libérales. Avec les initiatives du Front populaire, les partis d'opposition ont fondé le bloc d'élection démocratique d'Azerbaïdjan le 8 juillet 1991.³¹⁹

Pourtant, il est clair de voir que les pressions sur l'opposition ont visiblement augmenté.³²⁰ Car, le Front populaire et les autres partis d'opposition percevaient l'administration de Mouttalibov en tant que la continuité de la domination soviétique. C'est pourquoi, sous l'initiative du Front populaire, ce bloc démocratique visait à établir un Etat de droit, de souveraineté d'Etat par les décisions du parlement et d'installer du pluripartisme.³²¹

³¹⁶ Ces députés auraient été composés de 25 communistes et 25 membres de Dembloc.

³¹⁷ Balayev, *Azerbaydjanskoe...op.cit.*, p.71, transmis par Nazım, Cafersoy, "Azerbaycan'da Bağımsızlığın Diğər Adı...op.cit.", p. 14.

³¹⁸ Audrey L. Altstadt, *op.cit.*, p.125.

³¹⁹ Adalet, Tahirzade, Meydan 4 Yıl...op.cit., p.152, transmis par Nazım, Cafersoy, *Elçibey Dönemi...op.cit.*, p.27,

³²⁰ Nazım, Cafersoy, "Azerbaycan'da Bağımsızlığın Diğər Adı...op.cit' ", p.12

³²¹ Azadlıq, 13 Juillet 1990, transmis par Balayev, *Azerbaydjanskoe...op.cit.*, p.57 et retransmis par Nazım, Cafersoy, *Elçibey Dönemi...op.cit.*, p. 28.

La presse d'Azadlıq, presse du Front populaire, a été arrêtée le 14 juillet 1991. Pour donner un exemple plus concret, en 1990, il est incontestable que l'arrestation d'environ 250 membres du Front populaire montre la pression exercée sur l'opposition pendant la période de Mouttalibov.³²²

De plus, l'un des problèmes majeurs que les partis politiques en Azerbaïdjan rencontre le privilège du régionalisme. Par exemple, Mouttalibov avait mis l'accent sur la structure politique à cadre de Bakou. Puis, Eltchibey avait pris des cadres des ministres de Nakhitchevan.³²³

En ce qui concerne Yakoub Mamedov, il a continué les politiques de Mouttalibov après la démission de ce dernier. Mais, il a accepté dans son gouvernement trois membres de l'opposition. Par exemple, Rahim Gaziev, l'un des représentants du Front populaire, a été nommé comme le ministre de Défense et Tahir Aliev comme le ministre des affaires intérieures.³²⁴

Quant aux relations entre le pouvoir et l'opposition pendant la période d'Eltchibey, il vaut mieux tenir en compte la conjoncture générale de l'Azerbaïdjan. Le pays était recouvert par le désordre politique, l'incapacité des institutions d'Etat, des conflits entre les groupes armés et de pénurie dans les stocks de pétrole.

Lorsque Eltchibey est arrivé au pouvoir, son programme annonçait l'assurance d'un système politique qui protégeait les droits fondamentaux des citoyens, la sécurité de pays et l'intégrité territoriale. Selon Eltchibey, il était nécessaire d'avoir une Constitution qui pouvait garantir les fondements légitimes d'un Etat démocratique.

A cet égard, il n'est pas très facile de parler d'une opposition contre le gouvernement d'Eltchibey pendant les années d'indépendance. Mais, le conflit du Haut-Karabakh a changé effectivement l'axe des choix politiques en Azerbaïdjan. L'opposition a rendu l'administration d'Eltchibey responsable des défaites successive subie envers le front arménien. Le président Eltchibey les a accusé, de son côté, d'«ennemis du

³²² Kommersant, No.27, 1990'dan transmis par Balaev, op.cit., p.56 et transmis par Nazım, Cafersoy, Azerbaycan'da Bağımsızlığın Diğer Adı...op.cit., p.12.

³²³ Sinan Ogan, "Bir Aliyev Klasığı...op.cit., p. 42.

³²⁴ Audrey L. Altstadt, op.cit., p.125.

peuple agissant à l'extérieur de l'Azerbaïdjan" de s'être ralliés aux "ennemis intérieurs dans le but de détruire la stabilité de l'Etat."³²⁵

En même temps, Eltchibey a bien prévu dans un discours fait le 25 mars 1992 que la durée du mandat du président de la République, qui aurait été élu le 7 juin, durerait seulement un an. Eltchibey pensait que l'élection du président n'était pas importante, parce que le pouvoir et l'opposition ne pouvaient pas durer longtemps dans un pays dépourvu des institutions démocratiques.

Pour la période pré Aliev, il est possible de constater que pour chaque changement de pouvoir, le conflit avec les Arméniens et le rôle de la Russie était essentiel. Les défaites dans les conflits avec les Arméniens ont éloigné les présidents par peuple. Mais pour la continuité de nature de régime politique, le manque d'institutionnalisation et l'effet prépondérant russe ont été déterminants pour donner quelques indices principaux à propos de l'Azerbaïdjan d'aujourd'hui.

1.3. Le processus du régime : les efforts pour l'institutionnalisation du système politique

Le processus constitutionnel en Azerbaïdjan a commencé dans de conditions difficiles. En mars 1991, une commission a été créée pour la préparation d'une Constitution. Mais, les instabilités politiques avaient empêché ses travaux. Puis, pendant la période d'Eltchibey, cette commission a pris un statut officiel. Le projet de la Constitution avait été inspiré par la Déclaration de l'Indépendance d'Azerbaïdjan fait en octobre 1991.³²⁶

Les conditions dans lesquelles le FPA s'était créé, étaient loin d'être favorables. Car, la guerre non déclarée de la part de l'Arménie, l'expulsion des azerbaïdjanais du Haut-Karabakh et d'Arménie, le refus du parti et de l'Etat d'établir le contact avec le

³²⁵ "Confusion à Bakou", Voir le site Internet, <http://www.humanite.presse.fr/journal/1993-06-09/1993-06-09-678349>, 9 Juin 1993.

³²⁶ Ergun, Özbudun, Levent, Köker, *BDT Ülkelerinde Demokrasiye Geçiş ve Anayasa Yapımı*, Ankara, Yetkin Basımevi, 1993, p. 29.

peuple, le silence de la presse azerbaïdjanaise et l'effet de Moscou sur les événements affectaient mal les activités du FPA.³²⁷

Lorsque Eltchibey est arrivé au pouvoir, la situation politique de l'Azerbaïdjan était défavorable pour maintenir les activités politiques. Il faut d'abord assurer la stabilité politique et consolider l'autorité centrale en faisant des réformes institutionnelles.³²⁸ Eltchibey a tenté d'assurer la structuration de l'Etat.

D'abord, Eltchibey a annoncé que l'année 1993 était l'année de structuration de l'Etat. Il prévoyait la création d'un organe exécutif, l'élection d'un nouveau parlement avec des réformes juridiques. Dans ce cadre, une Commission de la Constitution qui allait préparer le projet de la Constitution et une commission spéciale pour la détermination des réformes juridiques avaient été créées.³²⁹

Jusqu'à l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution en 1995, l'Azerbaïdjan appliquait la Constitution de 1978.³³⁰ En mai 1990, cette dernière a subi d'importantes modifications qui ont apporté la création de la présidence de la République.³³¹ Le Soviet Suprême de 450 membres a été aboli en 1992 et fut remplacé par une Assemblée Nationale de 50 membres (*Milli Medjlis*).³³²

De plus, selon la Constitution de 1978, la limite d'âge entre 35 et 65 ans déterminant l'élection du président de la République a été modifiée avec la Constitution de 1995 dans laquelle il est précisé que chaque citoyen ayant plus de 35 ans et résidant en Azerbaïdjan depuis 10 ans minimum peut être élu président.³³³ Ce dernier point

³²⁷ Ramiz, Aboutalybov, Aydın, Balaev, "La République d'Azerbaïdjan sur le Chemin de la Démocratie Chronique 1988-1991", *Cahiers d'études sur la Méditerranée Orientale et le Monde Turco Iranien*, No.14, Juillet-Décembre 1992, p. 66.

³²⁸ Le discours de Aboufraz Eltchibey du 23 Août 1992 dans la télévision d'Azerbaïdjan, *Halk Gezeti*, 26 Aout 1992, p.2, transmis par Nazım, Cafersoy, *Elçibey Dönemi...op.cit.*, p.51.

³²⁹ Adalet, Tahirzade, *Elçibey...op.cit.*, p.187.

³³⁰ C'était la troisième Constitution de l'Azerbaïdjan. La première Constitution a été entrée en vigueur le 19 mai 1921 qui prenait en base la Constitution de 1918 de l'Union soviétique. La deuxième Constitution a été promulgué en mars 1937 et s'inspirant de la Constitution de Staline.

³³¹ Alesker, Aleskerli, "Azerbaycan Cumhuriyeti", p.3, Voir le site Internet, <http://www.anayasa.gen.tr/azerbaycan-aleskerli.doc>.

³³² Voir le site Internet, <http://www.britannica.com/eb/article-44292/Azerbaijan>

³³³ Cela fait référence à l'article 100 de la Constitution.

montre le lien qui vise à empêcher la candidature de A. Mouttalibov et R. Gouliev à l'égard du président G. Aliev.³³⁴

Les priorités de politique domestiques d'Elchibey, qui étaient la création d'une armée nationale et une monnaie nationale soutenue par les réserves en or, ont été vues comme des éléments nécessaires pour la souveraineté nationale.³³⁵

Le président Elchibey visait aussi à refonder les institutions d'Etat par le nouveau système juridique et économique.³³⁶ Il prévoyait une séparation visible entre le cabinet de ministre et l'institution du président de l'Etat. Alors que la gouvernance des affaires sociales et économiques était guidée par le cabinet des ministres, la présidence de l'Etat assumerait la détermination des stratégies de ce dernier. Pour cela, un conseil économique lié à la présidence de l'Etat a été constitué et des administratives locales sont attachés au président de l'Etat.³³⁷ Elchibey défendait que l'indépendance économique soit une condition obligatoire de l'indépendance nationale. Pour cela, il a créé SOCAR en septembre 1992 avec la fusion des compagnies nationales, l'*Azerineft*, l'*Aznefikimya*.³³⁸

De plus, l'adoption de la loi des partis politiques peut être considéré l'une des reformes le plus important de la période d'Elchibey. Pendant la période d'Elchibey, 24 partis politiques ont été fondés et un nombre supérieur à 500 de périodiques a été publié.³³⁹ Bien qu'Elchibey avait soutenu l'idée du pluripartisme, contradictoirement il avait aussi utilisé le slogan "*ce qui ne sont pas avec nous, sont*

³³⁴ Mayıs, Gulalyev, "Political Reforms in Azerbaijan (1989-2004)", (Ed.) Armineh, Arakelian, Ghia, Nodia, "Constitutional/Political Reform Process in Georgia, in Armenia, and Azerbaijan: Political Elite and Voices of the People", Tbilisse, 2005, *International Institute for Democracy and Electoral Assistance, Caucasus Institute for Peace, Democracy and Development*, p. 164. Voir le site Internet, http://www.idea.int/publications/cprp_georgia/upload/DCMEnglishDraft.pdf.

³³⁵ "The Presidential Election of 1992", Voir le site internet, <http://countrystudies.us/azerbaijan/30.htm>.

³³⁶ La Politique du Pouvoir du Front Populaire d'Azerbaïdjan dans le domaine du droit et de structuration de l'Etat, série de lecture I, Azadlıq, 3 Novembre 1994, transmis par Nazım, Cafersoy, *Elçibey Dönemi...op.cit.*, p. 52.

³³⁷ Ibid.

³³⁸ Osman Nuri, Aras, "*Azerbaycan'ın Hazar Ekonomisi ve Strateji*", İstanbul, Der Yayinevi, Septembre 2001, p.110, transmis par Araz, Aslanlı, İlham, Hesenov, *op.cit.*, p.86.

³³⁹ Ali Faik Demir, *Türk Dış Politikasından...op.cit.*, p.95.

contre nous ”³⁴⁰ Après avoir réclamé le retrait des troupes russe de l’Azerbaïdjan, Eltchibey a créé une monnaie nationale, le manat, et fait adopter l’alphabet latin.³⁴¹

D’autre part, Eltchibey a réalisé aussi des réformes dans des domaines culturels et éducatifs. Selon lui, la transition devrait commencer par la société. Par exemple, la langue turque a été approuvée officiellement avec la décision de *Milli Medjlis* en décembre 1992 par la loi sur la langue officielle.³⁴² De plus, l’alphabet cyrillique a été remplacé par l’alphabet latin dans la même année.³⁴³

L’un des représentants du Front populaire H. Hajizade a déclaré : *“il s’agit d’une voie longue et difficile mais c’est la seule voie correcte si le but que nous cherchons à atteindre n’est pas une nouvelle dictature, mais un Etat démocratique basé sur le droit dans lequel les valeurs suprêmes sont la vie des citoyens et leurs dignité. Les droits de l’homme sont d’une importance supérieure aux intérêts de classe, de religion et de nationalité.”*³⁴⁴

Lors d’un entretien³⁴⁵ fait avec Eltchibey, il a souligné : *“Nous souhaitons créer une société démocratique sur le modèle des quatre grands pays que sont les Etats-Unis, la Grande Bretagne, la France et l’Allemagne.”*

On peut dire que pour le Front populaire d’Azerbaïdjan, au cours de la période août 1991 et avril 1992, a réussi à combiner habilement la lutte au sein du Parlement avec certaines méthodes de pression sur le gouvernement. (des meetings, de grèves etc.) Il a obtenu des succès incontestables pour le développement de la démocratisation de la vie politique de l’Azerbaïdjan.

Par conséquent, certains de ces succès en domaine du développement d’institutionnalisation pendant la période d’Eltchibey comme l’adoption de l’Acte

³⁴⁰ Aryeh Wasserman “A Year of rule by the popular Front of Azerbaijan” *Muslim Eurasia : Conflicting Legacies*, Ed. Yaacov Ro’i, Frank Cass Limited, 1995, p.143-144, transmis par Ali Faik, Demir, *Türk Dış Politikasından...op.cit.*, p. 96.

³⁴¹ Jean-Paul, Burdy, Damien, Helly, “Un Entretien avec le président Eltchibey”, *Cahiers d’études sur la Méditerranée Orientale et le Monde turco-iranien*, No.29, Janvier – Juin 2000, p. 344.

³⁴² Voir le site Internet, <http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/Asie/azerbaïdjan-loi92.htm>.

³⁴³ Adalet, Tahirzade, op.cit., p. 184, transmis par Nazım, Cafersoy, Azerbaycan’da Bağımsızlığın Diğer Adı...op.cit., p. 18.

³⁴⁴ Ramiz, Aboutalybov, Aydın, Balaev, op.cit. p.72.

³⁴⁵ Cet entretien a été réalisé par Jean-Paul Burdy et Damien Helly, en novembre 1997.

constitutionnel d'indépendance de la République, le refus de signer le traité économique au niveau de l'Union, le recrutement d'une équipe présidentielle de certains spécialistes ayant des convictions démocratiques et la création d'une Conseil Nationale peuvent être énumérés.³⁴⁶

1.4. L'exercice des médias

Pendant le période de Mouttalibov, il est possible de voir les signes du système socialiste en matière des médias. Pendant 70 ans, les journaux étaient publiés sous le contrôle du régime communiste. La presse était étroitement contrôlée par le pouvoir central. Toutes les publications étaient centralisées dans la capitale, concentrées dans un seul bâtiment où se trouvait généralement une seule imprimerie pour tous les journaux du pays.

La presse était l'instrument des partis politiques d'où le fait que les journalistes, partie prenante des appareils politiques et acteurs de premier plan, étaient les principaux protagonistes de la guerre médiatique qui ont contribué à monter les tensions en Azerbaïdjan. Les journalistes avaient une identité politique. Par exemple, le dirigeant du journal de *Komunist* était le membre du Parti communiste.³⁴⁷

Vers la fin de 1988, un silence régnait dans le domaine des masses médias soviétiques et mondiaux en Azerbaïdjan, de sorte que le Front populaire d'Azerbaïdjan était devenu la seule source d'information véritable sur les événements qui se passaient à Bakou et dans d'autres villes de la République.³⁴⁸

Tout en se rappelant des difficultés rencontrées à l'accès aux sources écrites de presse dans les premières années de l'indépendance, on peut dire que les médias en Azerbaïdjan ne sont pas développés pour le besoin d'informer le peuple, mais pour diffuser les opinions de la lutte d'indépendance au peuple. Pendant le système soviétique, les médias étaient l'instrument du Parti communiste. Mais, le journal d'Azadlıq, a été crée en 1989. Il se diffusait en cachet.³⁴⁹ Il y avait une lutte entre le

³⁴⁶ Ramiz, Aboutalybov, Aydın, Balaev, op.cit., p. 75.

³⁴⁷ Rizvan, Genberli, op.cit., p.211.

³⁴⁸ Ramiz, Aboutalybov, Aydın, Balaev, op.cit., p.66.

³⁴⁹ Rizvan, Genberli, op.cit., p.201.

journal d'Azadliq et les presses existantes du système socialistes. Les journalistes qui défendaient l'ancien régime ne voulaient pas perdre leurs privilèges. Néanmoins, la tragédie de janvier 1990 a rapproché dans un certain nombre les journaux communistes et nationalistes.³⁵⁰

Ayant un héritage socialiste, il y avait un mécanisme de contrôle sur les médias. Pour que les journaux soient publiés, l'approbation du *Glavlit*³⁵¹ qui était un comité spécial, fut nécessaire pour chaque page. Il était possible de rencontrer des pages vides dans les journaux. Vu que les journaux assumaient une responsabilité politique, le journal d'Azadliq a été suspendu le 14 juillet 1990. Le nombre des membres détenus du FPA avait atteint à 250.

Après les reformes de Gorbatchev et la déclaration de l'indépendance en Azerbaïdjan, il s'agit relativement d'une liberté de presse de l'opposition. Pendant la période d'Eltchibey, un accroissement important du nombre des journaux parallèlement aux activités politiques se constate. La presse était devenue un instrument important pour les orientations politiques. D'ailleurs, la prolifération du nombre de presse s'était dérivée des fractions vécues au sein du Front populaire.³⁵²

Lors des premiers jours du gouvernement d'Eltchibey, la loi sur les moyens des masses médias a été promulguée par le *Milli Medjlis*. Ensuite, le gouvernement a assisté de 100 millions de rouble aux journaux.³⁵³ Eltchibey a mis l'accent sur la liberté de médias. Par exemple, la loi sur les médias a été approuvée le 21 juillet 1992. Cette loi interdisait la censure.³⁵⁴ Même s'il existait des initiatives de reformes pour la liberté de médias pendant la période d'Eltchibey, ces reformes sont restées inachevées à cause de coup d'état de Gousseinov en 1993.

³⁵⁰ Ibid., p.203.

³⁵¹ "Le *Glavlit* était un organisme spéciale crée en 1922 par le gouvernement soviétique. Le *Glavlit* régulaît la censure dans le domaine de l'éducation, de la presse, du théâtre, du cinéma etc. Les critères d'interdiction de publication de *Glavlit* étaient l'agitation contre le pouvoir soviétique, l'ouverture du secret militaire de la République, la provocation des discours nationalistes et religieux qui portait des buts idéologiques. Le *Glavlit* avait mis en place non seulement une censure préalable mais aussi, à l'aide des services secrets, une censure pénale." Ilya Kiriya, "La Production des Biens Culturels en URSS, une Autre Industrie Culturelle : Les Enjeux de la Transformation Actuelle", 2 Novembre 2004, Voir le site Internet, http://w3.u-grenoble3.fr/les_enjeux/2004/Kiriya/home.html.

³⁵² Tengiz, 1998, "1989-97, illerde Azad Metbuat", Mass Media ve Intellektual Mülkiyet, Kanun, Bakü, transmis par Rizvan, Genberli, op.cit., p.219.

³⁵³ Azerbaycan, 26 Aout 1992, transmis par Nazim, Cafersoy, "Azerbaycan'da Bağımsızlığın Diğer Adı...op.cit.", p. 18.

³⁵⁴ Rizvan, Genberli, op.cit., p.215.

1.5. La mise en œuvre des libertés fondamentales

La mise en œuvre des libertés fondamentales nous présente des signes importants au sujet du régime politique d'un pays. Quand on observe les libertés fondamentales dans la période de Mouttalibov, on se trouve face à une autocensure au nom de l'intérêt national.

Afin de montrer la situation des libertés, il est utile de se référer à *l'Amnesty International*. Les délégués d'*Amnesty International* situés en Azerbaïdjan en octobre 1992 ont donné des statistiques récentes sur le recours à la peine de mort. Selon ces données, le nombre de condamnations à mort prononcées est passé de 17 en 1986 à trois en 1989 et 1990, mais par la suite, est remonté à 18 en 1991. Dix-huit nouvelles condamnations à mort ont été prononcées au cours du premier semestre 1992.

Selon le vice-président, cet accroissement s'explique par la croissance du nombre de condamnations pour meurtre liées au conflit qui déchire la région du Haut-Karabakh. Depuis l'année de 1986, les 76 condamnations prononcées concernaient surtout des assassinats, excepté deux d'entre elles. D'après des sources non officielles, en octobre 1992, 45 prisonniers étaient maintenus dans les quartiers de condamnés à mort : sept d'entre eux seraient d'origine arménienne, cinq d'origine russe et 33 étaient Azerbaïdjanais.³⁵⁵

Le conflit ethnique entre les Arméniens et les Azéris³⁵⁶ a eu pour résultat des violations de droits humains répandues par les groupes d'autodéfense et les autorités locales. Pendant la période d'Eltchibey, le ministre des affaires intérieures a été remplacé après son aveu sur les abus de droits humains nombreux. En regardant le programme du Front populaire, on constate qu'il préconise les réformes en matières

³⁵⁵ Bulletin peine de mort, Evénements relatifs à la peine de mort et initiatives en vue de son abolition partout dans le monde, Décembre 1992, Voir le site Internet, <http://news.amnesty.org/library/Index/FRAACT530051992?open&of=FRA-GTM>.

³⁵⁶ A part de la région du Haut-Karabakh, les conflits entre les Arméniens et les Azéris ont eu lieu à Khodjaly en février 1992, à Sousha et dans le corridor de Lachine en mai 1992, à Kelbadjar en avril 1993 et à Nakhitcevan en 1993. Ces régions stratégiques étaient des régions où la majorité du peuple était Azéris.

de droits de l'homme, le remplacement des institutions juridiques de l'ancien régime par les nouvelles institutions.³⁵⁷

L'administration d'Eltchibey défendait que la garantie des droits de l'homme puisse être assurée par l'installation d'un système juridique libre. Cette commission spéciale de la Constitution visait à établir un système juridique basé sur des principes démocratiques et sur le privilège des libertés et des droits de la citoyenneté en supprimant les tribunaux de l'ancien régime totalitaire. Pour cela, la Commission a préparé un programme de réformes pour les tribunaux. Les tribunaux ont été rattachés au ministère de la justice au lieu de celui des affaires intérieures tout en civilisant.³⁵⁸ Dans le cadre des réformes juridiques, Eltchibey a délibéré 7000 détenus à cause des crimes économiques selon les lois soviétique.

Le président A. Eltchibey, a fait une déclaration pour exprimer son opposition personnelle sur le principe de la peine de mort. L'ex-président de la Fédération de Russie Boris Eltsine avait envoyé au président Eltchibey un appel en faveur d'un militaire russe, le lieutenant Yevgueni Loukine, qui avait été condamné à mort pour meurtre le 31 août 1991. En réponse, le président Eltchibey avait déclaré : *«Par principe, je suis contre la peine de mort, et le problème du destin du lieutenant Loukine est en cours d'examen.»*³⁵⁹

Sur un plan interne, la notion de droits de l'Homme reste ignorée par la grande partie de la population. Au mieux, le respect des droits de l'Homme est resté une préoccupation mineure au regard des privations économiques et sociales quotidiennes. Seuls les groupes de personnes les plus informés, qui était en général politiquement engagés, faisaient référence aux droits de l'Homme au risque de les instrumentaliser.

Ce fait était très compréhensible, venant d'un pays qui n'était ni en guerre ni en paix, et qui obligeait à faire face à l'hostilité extérieure jusqu'à que ce qu'une solution

³⁵⁷ AHC Meramname ve Nizamnamesi, Les Principes Généraux, Bakü, 1992, IV. La Section de Démocratie et de Droits de l'Homme, Article 1-5, pp. 13-15, transmis par Nazım, Cafersoy, *Elçibey Dönemi...op.cit.*, p.38.

³⁵⁸ Fazıl, Gezenferoğlu, *Ebülfez Elçibey...op.cit.*, p. 189, transmis par Nazım, Cafersoy, *Elçibey Dönemi...op.cit.*, p. 53.

³⁵⁹ Bulletin peine de mort, Décembre 1992, op.cit.

politique soit trouvée avec l'Azerbaïdjan. Le maintien de la loi d'urgence militaire expliquait cette situation, puisqu'elle restreignait certaines libertés d'association et d'expression, même si elle n'avait pas été appliquée depuis 1995.

Les autorités ne promettaient ni réprimaient ces libertés. Néanmoins, l'absence d'une presse ayant des lignes éditoriales indépendantes - ou au moins professant des idées différentes - et la faiblesse du soutien aux initiatives prises par la société civile et les ONG - sauf quand celles-ci faisaient acte d'allégeance - étaient des signes qu'il n'y avait pas de liberté satisfaisante en Haut-Karabakh. C'est-à-dire que dans tous les cas, il n'y avait pas de place pour l'opposition.

Chapitre 2. La divergence politique pendant la période de G. Aliev

2.1. La période de la prise du pouvoir de Gaïdar Aliev

Afin de voir le processus d'arrivée au pouvoir d'Aliev, il est nécessaire de saisir l'élimination de la présidence d'Eltchibey dans la scène politique. En 1993, le conflit avec les Arméniens continuait à affaiblir la vie politique d'Azerbaïdjan. En même temps, en février 1993, la Russie avait adopté sa doctrine militaire, s'appelait "*l'étranger proche*". A cet égard, la Russie avait commencé à utiliser le conflit du Haut-Karabakh comme un moyen de pression sur l'Azerbaïdjan. Il s'agissait de l'intervention de Moscou dans le conflit du Kelbadjar.³⁶⁰

Le rôle de colonel Sourat Gousseinov³⁶¹ est incontestable sur la démission d'Eltchibey. Gousseinov avait commencé des révoltes à Gandja.³⁶² Il a réussi à envahir la ville. Il a détourné un coup d'Etat militaire contre le président Aboulfaz Eltchibey, pour s'emparer du pouvoir à Bakou, durant l'été 1993.³⁶³ Gousseinov a

³⁶⁰ Araz, Aslanlı, İlham, Hesenov, *op.cit.*, p. 38.

³⁶¹ Sourat Gousseinov était un commerçant de coton pendant la période soviétique. Il était connu par ses succès militaires envers les Arméniens et par son approche pro-russe. Quand l'armée russe a été obligée de quitter l'Azerbaïdjan, ils avaient laissé leurs armées et leurs équipements militaires à Gousseinov.

³⁶² L'autorité azérie avait révoqué le grade militaire de Gousseinov en raison de sa non obéissance aux commandements qui lui ont été accordés. Gousseinov a commencé à avancer à Bakou avec ses troupes. Pendant que Isa Gambar, président de l'Assemblée, et Panah Gousseinov, le premier ministre à l'époque, ont démissionné.

³⁶³ Vicken, Cheterian, "Succession ouverte en Azerbaïdjan", *Le Monde Diplomatique*, p. 10-11, Voir le site Internet, <http://www.monde-diplomatique.fr/1999/10/CHETERIAN/12539.html>, Octobre 1999.

accusé Eltchibey pour des défaites successives envers l'Arménie et demandé sa démission. Mais, étant donné que les autorités n'avaient pas pu empêcher les révoltes de Gousseinov et Eltchibey, pour ne pas créer une situation d'instabilité politique, il a assisté d'aide de Gaïdar Aliev, qui était à l'époque le président de l'Assemblée locale du Nakhitchevan depuis 1991. De plus, Aliev avait déjà fondé son parti politique, le parti du Nouvel Azerbaïdjan, en 1992 dont il était leader.

Ensuite, Gaïdar Aliev a été élu comme président du Parlement le 15 juin 1993. Eltchibey avait proposé de créer un gouvernement de coalition avec Aliev et R. Gaziev, mais cette proposition n'a pas été acceptée. Le retour au pouvoir d'Aliev en juin 1993, s'est heurté toutefois à la question de la légitimité, de sorte qu'il a accédé à un referendum³⁶⁴ organisé en août 1993 visant à destituer le président Eltchibey.
365

Quand Eltchibey a interprété le referendum sur le sujet de la confiance par rapport à lui en septembre 1993, en précisant l'élection non démocratique, il a souligné que *“Ce n'est pas un referendum, c'est plutôt un coup militaire.”*³⁶⁶ Cette issue a étayé la position d'Aliev et a ouvert la façon pour les nouvelles élections présidentielles.

Après que Eltchibey est retourné à sa ville natale, Nakhitchevan, le parlement a transféré par intérim toutes les compétences de la présidence à Aliev. Il faut préciser que c'était incompatible avec la Constitution en théorique, car, Eltchibey continuait encore son mandat.³⁶⁷

Le parlement a décidé de faire de nouvelles élections présidentielles pour le 3 octobre 1993. Ici, on remarque que la condition de limite d'âge entre 35 et 65, prévus par la Constitution de 1978 pour être élu comme président, a été enlevé du code électoral avant les élections permettant la candidature d'Aliev s'accomplissent.³⁶⁸ Selon les résultats officiels du suffrage universel, Aliev, ayant obtenu le 99 % des

³⁶⁴ La question était pour le moins insolite : “Avez-vous toujours confiance sur le Président?”. Il s'agissait du Président contraint à se réfugier dans son village natal de Nakhitchevan, après le coup de force de Sourat Gousseinov. Le taux des “non” (à Eltchibey) était près de 95 %.

³⁶⁵ Semih, Vaner, “La question démocratique...op.cit.”, p. 233.

³⁶⁶ 1 Septembre 1993, Voir le site Internet,

<http://www.byegm.gov.tr/YAYINLARIMIZ/AyinTarihi/1993/eylul1993.htm>

³⁶⁷ Araz, Aslanlı, İlham, Hesenov, *op.cit.*, p. 39.

³⁶⁸ La Constitution de 1995 aussi ne prévoit pas la limite d'âge de 65 ans.

voix d'un taux de participation de 97,6%, est devenu le président de la République. Deux autres candidats des partis minoritaires qui n'étaient pas très connus avaient également participé aux élections mais ils sont restés inefficaces. Les élections ont été boycottées par les représentants du Front populaire.³⁶⁹

A côté des défaites dans le conflit du Haut-Karabakh et la perte de confiance chez le peuple par rapport à Eltchibey, le renversement d'Eltchibey avait aussi un lien étroit avec des raisons provenant de l'identité politique d'Eltchibey. Avant tout, Eltchibey n'avait pas d'expérience politique nécessaire vu qu'il était arrivé au pouvoir par la victoire des mouvements nationalistes. De plus, sa méconnaissance en matière des relations bureaucratiques, du peuple azerbaïdjanais et le manque des cadres politiques expérimentés pour le conseiller, l'insuffisance des ressources économiques tous ont préparé la fin du pouvoir d'Eltchibey.³⁷⁰

L'arrivée au pouvoir du président Aliiev n'était pas convenable avec un pays voulant vivre la transition démocratique. Il avait remporté au pouvoir après un coup militaire. En effet, tous ces événements peuvent être saisi comme étant planifié d'avance, entre l'administration de Moscou, Gousseinov, Aliiev et les oppositions contre le FPA pour renverser Eltchibey. Mais, quand on regarde au discours d'Aliiev effectué plus tard, celui-ci ne donne pas l'image des événements sont planifiés.

*“Je n'ai pas voulu d'avoir un autre poste en Azerbaïdjan et non d'être élu comme le président de la République. J'étais heureux à Nakhitchevan. Mais, j'ai vu que mon peuple avait besoin de moi et j'ai été obligé d'assumer mes responsabilités. Je ne pouvais pas laisser seul mon peuple dans ces jours difficiles. Je n'ai pas lutté pour la présidence, d'ailleurs ils m'ont invité. Désormais, c'était à mon tour pour protéger le peuple azerbaïdjanais.”*³⁷¹

Donc, l'arrivée du président Aliiev a eu une importance cruciale sur la nature du régime politique de l'Azerbaïdjan quand on analyse ses attitudes envers l'opposition, sa compréhension équilibré entre la stabilité et la démocratie, et ses politiques d'économie.

³⁶⁹ Araz, Aslanlı, “Azerbaycan'da İç Politik Gelişmeler...op.cit.”, p. 10.

³⁷⁰ Hüseyin, Adıgüzel, op.cit., Voir le site Internet, <http://www.turan.tc/calislamar/adiguzel.htm>.

³⁷¹ Le discours d'Aliiev, le 21 septembre 1993.

2.2. Les relations entre le pouvoir et l'opposition

Quand Aliev est remonté au pouvoir, il a déclaré que ses buts politiques étaient d'empêcher la guerre civile, de regagner le territoire perdu à Arménie pendant le conflit du Haut-Karabakh, et d'assurer l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan.

En premier lieu, Aliev a été obligé à de cohabiter avec les autres, mais, il a tenté d'éliminer ses adversaires et ses rivaux potentiels à sa maîtrise politique pour consolider son pouvoir. Aliev a remplacé tout de suite les ministres de la période d'Eltchibey et les autres officiers avec ses propres personnes attirées. Sourat Gousseinov a été nommé comme le premier ministre par G. Aliev.³⁷² Il a choisi de cohabiter avec des personnes comme de non ministres ou parlementaire ayant un profil ou une base de pouvoir politique indépendante forte.³⁷³

Etant président de la République d'Azerbaïdjan, Aliev a exercé deux mandats présidentiels. Pendant dix années de pouvoir, l'Azerbaïdjan a veçu deux élections présidentielles, en 1993 et en 1998, deux élections législatives, en 1995 et en 2000, et une élection municipale, avec l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution.

Les premières années du pouvoir Aliev ont été consacrées à assurer la stabilité du pays. A cet égard, il est possible de rencontrer un certain nombre des restrictions dans les domaines politiques. Mais, pour contrebalancer le pouvoir Aliev, les principales formations d'opposition ont constitué le "*Congrès démocratique*" qui rassemblent le FPA, le parti Moussavat, le Parti de l'Indépendance nationale, le Parti démocrate d'Azerbaïdjan et d'autres petits partis en 1994³⁷⁴ qui auraient des chances lors des prochaines élections si ses composantes parviennent à se mettre d'accord sur un candidat unique à la présidence.

Le discrédit des anciens dirigeants du Front populaire de 1992 comme A. Eltchibey risque de diminuer les chances du Congrès démocratique et de telles faiblesses créent des dissensions au sein de l'alliance électorale. En fait, on retrouve à l'intérieur du

³⁷² La nomination de Gousseinov en tant que le premier ministre est le résultat naturel de ses révoltes. Il a été élu aussi comme le commandant en chef de la République.

³⁷³ Edmund, Herzig, *op.cit.*, pp.27-29.

³⁷⁴ Olgan, Bekar, "Kronoloji, Azerbaycan", *Avrasya Etüdleri*, Vol.1, No.2, Été 1994, p.107.

Congrès démocratique les mêmes divisions personnelles que dans le mouvement de libération nationale. Isa Gambar et Etibar Mamedov apparaissent comme des candidats potentiels. Mais il ne faut pas se fier aux apparences et prendre bien en compte les phénomènes de clan qui recoupent les blocs de partis.

Les années 1994 et 1995 ont été le théâtre de plusieurs tentatives de “coups d'Etat” et d’“assassinats” contre Aliev. La lutte contre le pouvoir et pour le maintien du pouvoir ont été acharnés et violentes. Par exemple, S. Gousseinov a été limogé en octobre 1994 sous l'accusation d'avoir voulu renverser Aliev.³⁷⁵ Puis, d'autre part, Rovshan Djavadov, le vice président de ministre des affaires intérieures, le commandant des troupes d'*Omon*,³⁷⁶ a fait une tentative de putsch qui a échoué dans le sang du 17 mars 1995.³⁷⁷

Afin d'analyser les relations entre le pouvoir et l'opposition, il est bon de continuer en étudiant les élections législatives de 1995. Celles-ci nous montre certaines mutations dans le nouvel système électoral. Selon la loi électorale approuvée en 1995, le système de scrutin double, système majoritaire et système proportionnel a été mis en œuvre. Ensuite, alors que le nombre des députés était 350 pendant les élections législatives de 1990, ce nombre a baissé à 125.³⁷⁸

Tandis que le système majoritaire précisait 100 députés, 25 députés du parlement avaient été déterminés par le système proportionnel. La critique essentielle de l'opposition pour la loi électorale était que la loi prévoyait seulement une part de 25 % dans le parlement qui était assez petit pour la représentation des partis politiques.³⁷⁹

En prenant en main la période préélectorale, on voit que huit partis politiques n'avaient participé qu'aux élections.³⁸⁰ L'un des partis majeurs de l'opposition,

³⁷⁵ Il est probable qu'il y ait un lien entre le putsch de S. Gousseinov et la réaction de Russie contre l'Azerbaïdjan. Quelques mois avant cet événement, l'Azerbaïdjan avait ratifié le “Contrat du Siècle”.

³⁷⁶ Les troupes d'*Omon* étaient une organisation créée dans la période de Mouttalibov contre les activités terroristes et sécessionnistes.

³⁷⁷ Damien, Helly, “Le Paysage Politique....op.cit.”, p. 260.

³⁷⁸ Sinan, Oğan, “Bir Aliyev Klasiği...op.cit.”, p. 37.

³⁷⁹ Burak, Ulman, “1990'lı Yıllarda Azerbaycan'ın Siyasal Yaşamı ve Ana Muhalefet Partileri”, Voir le site internet, <http://www.sbu.yildiz.edu.tr/Burakyayinlar/makale1.htm>

³⁸⁰ Ces partis politiques étaient le YAP (G. Aliev), le parti de l'Indépendance Nationale (E. Mamedov, opposition), FPA (A. Eltchibey, opposition), l'Alliance au nom de l'Azerbaïdjan (A. Samedov, pro

Moussavat n'avait pas pu le droit d'y participer. Car, pour pouvoir participer aux élections en tant que parti politique, il fallait avoir au moins 50.000 signatures des électeurs. Ces signatures étaient contrôlées par la Commission électorale centrale. Mais le moment de contrôle était ouvert à des falsifications diverses. Le CEC pouvait considérer les signatures souvent invalides.³⁸¹

En ce qui concerne les résultats du scrutin de 1995, d'après le système proportionnel, le YAP, parti au pouvoir, avait obtenu 19 sièges sur 25. En d'autre terme, le *Milli Medjlis*, était resté dominé par le président G. Aliev et son parti avec une majorité de 76 %. Cet avantage législatif allait faciliter les politiques domestiques d'Aliev. De plus, parmi les partis d'opposition, le FPA et le parti de l'indépendance nationale avaient réussi à franchir le barrage du 8 % en obtenant 3 sièges pour chacun.³⁸² Quant aux candidats indépendants, 52 députés indépendants ont obtenu des sièges au parlement. Mais, plusieurs analystes pensent que les députés indépendants sont en fait stipendiés par le pouvoir.³⁸³

Le 12 novembre 1995, le Parlement, qui a réalisé les élections législatives, a aussi adopté le projet de la Constitution par un referendum ayant une majorité écrasante.³⁸⁴ La Constitution conférait des pouvoirs très étendus au chef de l'Etat.

L'année de 1998 avait été marquée par l'élection présidentielle. Gaïdar Aliev n'avait rien laissé passer au hasard dans la préparation du scrutin, en lançant tout d'abord une campagne de discrédit sur un de ses rares concurrents, Rassoul Gouliev, ancien président du Parlement. Aliev avait signé deux décrets. L'un précisait que le nombre de signatures de soutien nécessaires au dépôt d'une candidature allait être 50 000 au

Aliev), parti démocratique des propriétaires (M. Mamedov, pro Aliev), parti de mère patrie (F. Agamaliev, pro Aliev), parti de l'Etat nationale d'Azerbaïdjan (N. Panakhly, pro Aliev), parti de l'indépendance démocratique (V. Kerimov, pro Aliev).

³⁸¹ En tenant compte l'autorisation des candidats, tandis que le taux des candidats du YAP était 90 %, et 10 % des candidats appartenaient à des partis d'opposition. Sinan, Oğan, "Bir Aliyev Klasiği...op.cit.", p. 36.

³⁸² Keesing's Record of World Events, Vol.41, No.11, p.40834.

³⁸³ Araz, Aslanlı, "Azerbaycan'da İç Politik Gelişmeler...op.cit.", p. 12.

³⁸⁴ La Constitution a été adoptée avec la majorité de 91,9 % des voix. Elle est entrée en vigueur le 27 novembre 1995, Voir le site Internet, 24 novembre 1995, <http://www.byegm.gov.tr/YAYINLARIMIZ/AyinTarihi/1995/kasim1995.htm>.

lieu de 20 000 comme c'était le cas auparavant. Ce décret réduisait la participation de l'opposition dans les commissions électorales.³⁸⁵

La divergence principale entre le pouvoir et l'opposition s'intensifiait sur la loi électorale et la détermination de la Commission centrale électorale (CEC). Avant les élections, les principales parties d'opposition avaient déclaré qu'ils allaient boycotter les élections si la composition de CEC n'était pas équitable. Mais, le pouvoir n'a pas changé son attitude envers les demandes d'opposition. Selon la loi, CEC allait se composer de 24 membres pour une durée de 9 ans et allait maîtriser toute sorte d'élection. La moitié des membres allaient nommés directement par le président et la moitié par le corps législatif. Mais, en pratique, les partis d'opposition avaient prétendu que 17 des 24 membres de CEC étaient des représentants de partis politiques. Ainsi, il était possible de parler d'une inégalité d'enregistrement pour les candidats des élections présidentielles.³⁸⁶

Il faut noter que l'ancien président Eltchibey était retourné à Bakou le 30 octobre 1997 après avoir passé plus de quatre années dans l'exil interne.³⁸⁷ Après son retour, un certain nombre d'amélioration dans l'opposition a été observé. Avec l'initiative d'Eltchibey, les partis d'opposition ont décidé d'agir ensemble pendant le processus d'élection.

Leur alliance s'appelait le Congrès démocratique et critiquait les politiques de gouvernement au sujet des dépenses étrangers, du chômage, du conflit du Haut-Karabakh et des pressions sur l'opposition. Mais, vu que les demandes de l'opposition n'ont pas été pris en considération par le pouvoir, les principales parti d'opposition ont décidé de ne pas participer aux élections ainsi a apporté une grande chance de victoire à Aliiev.³⁸⁸

³⁸⁵ Michèle, Kahn, "Azerbaïdjan 1998-1999 Un Optimisme à Tempérer ?", *Le Courrier des Pays de l'Est*, No.439, Avril - Mai 1999, pp.20-21.

³⁸⁶ Keesing's, Vol.44, No.5, Mai 1998, p. 42303.

³⁸⁷ Keesing's, Vol. 43, No.11, Novembre 1997, p. 41922.

³⁸⁸ Araz, Aslanlı, "Azerbaycan'da İç Politik Gelişmeler...op.cit.", p.10.

Outre que le Président Aliev (Parti du YAP), cinq autres candidats ont participé aux élections de 1998.³⁸⁹ La CEC a annoncé les résultats officiels des élections présidentielles le 15 octobre 1998.³⁹⁰ Selon les sources officielles, G. Aliev a été réélu avec 76,1 % de suffrages. Après les élections législatives de 1995 ayant eu la majorité au parlement, ces élections présidentielles ont renforcé de nouveau le pouvoir d'Aliev. Les candidats d'opposition ayant boycotté les élections l'ont condamnées comme non démocratiques et ayant un résultat corrompu.³⁹¹

Après l'annonce des résultats, une manifestation de protestation a réuni 15 000 personnes à Bakou, le 8 novembre 1998. Mais ceci a été immédiatement arrêté par l'adoption d'une loi restreignant la liberté de manifester. L'opposition est parvenu néanmoins à se regrouper enfin en constituant le Mouvement pour la démocratie, qui rassemblait vingt-trois partis et en formant un bloc au Parlement en avril 1999.³⁹²

Puisque l'activité publique a été fixée sur le problème du Haut-Karabakh, l'importance du changement démocratique a été sous-estimée. En raison du fait que les autorités exécutives de l'Azerbaïdjan ont obtenu des pouvoirs très étendus, le contrôle par-dessus les organismes d'application de la loi et des instruments visant l'intervention dans la composition du corps législatifs et de toutes autres branches de pouvoir sont devenues dépendants du fait sur les autorités exécutives.³⁹³

S'il faut élaborer le fait de l'abstention de principaux partis d'opposition, il est possible de mentionner qu'il y avait une concurrence au sein du Congrès démocratique pour la précision d'un candidat unique.³⁹⁴ D'ailleurs, l'un des problèmes majeurs de l'opposition en Azerbaïdjan était qu'il ne pouvait pas agir ensemble. Il s'agissait d'une division dans l'opposition. Alors que cette

³⁸⁹ Les candidats étaient ainsi, Firudin Hassanov (Parti Communiste d'Azerbaïdjan); Khanhusseyn Kazimli (Parti de la Prospérité Nationale); Etibar Mamedov (Parti de l'Indépendance Nationale de l'Azerbaïdjan); Ashraf Mehdiyev (indépendant); Nizami Suleymanov (Parti Indépendant d'Azerbaïdjan). Voir "Keesing's Record of World Events", Vol.44, No.10, 1998, p. 42574.

³⁹⁰ Voir l'Annexe V.

³⁹¹ Zsravka, Busic, Croatie, Groupe du parti populaire européen, "Observation des élections présidentielles en Azerbaïdjan", (11 octobre 1998), Doc.8256, 3 novembre 1998, Voir le site Internet, <http://assembly.coe.int/documents/workingdocs/doc98/fdoc8256.htm>

³⁹² Michèle, Kahn, "Azerbaïdjan 1998-1999 Un Optimisme à tempérer ?", *Le Courrier des Pays de l'Est*, No.439, Avril – Mai 1999, p.21.

³⁹³ Mayıs, Gulaliev, op.cit., p. 165.

³⁹⁴ Il y avait une concurrence de candidature surtout entre A. Eltchibey et I. Gambar.

caractéristique de la vie politique a affaibli l'effet de l'opposition, elle a donné aussi une grande marge de manœuvre aux activités politique du pouvoir.

Quant aux interprétations des organisations internationales, on voit des graves critiques à propos des élections de 1998. L'OSCE dans son rapport, l'avait trouvé antidémocratique soit pour le processus électoral, soit pour les résultats annoncés.³⁹⁵ De plus, l'Institut des Républicaines Internationales avait précisé que les élections n'étaient pas conformes aux standards internationaux et a ajouté que l'Azerbaïdjan a raté l'occasion d'être démocratique.³⁹⁶

Il est envisageable de saisir la réaction de l'opposition par rapport au pouvoir d'Aliiev en tenant en compte par exemple les discours des représentants. Par exemple, Nizami Gouliev, parlementaire et dirigeant du FPA, expliquait : *“ Nous ne soutenons pas sa politique intérieure, mais Aliiev s'est rapproché de nos positions, en s'écartant de ses penchants prorusses. L'atout d'Aliiev, c'est qu'il a apporté la stabilité au pays, qui vivait à l'ombre des groupes militaires.”* De plus, un autre exemple de critique de l'opposition appartenant à Isa Gambar, ancien président du Parlement et dirigeant du parti Moussavat, affirmait : *“Le pouvoir actuel n'est pas légitime et n'a donc pas l'autorité nécessaire pour résoudre les problèmes socio-économiques ou pour reconquérir l'intégrité territoriale.”*³⁹⁷

Les élections municipales ont eu lieu pour la première fois le 12 décembre 1999 en Azerbaïdjan.³⁹⁸ L'année 1999 a été marquée par le renforcement du pouvoir présidentiel en prévision des élections municipales qui ont été remportés par le parti du Nouvel Azerbaïdjan. La Constitution exigeait de faire les élections municipales tous les deux ans au maximum. Mais, les élections municipales ont eu lieu quatre ans après l'adoption de la Constitution, car, le Parlement n'avait pas voté les lois nécessaires visant à établir les conditions pour les élections municipales. En effet, le pouvoir a raté ces élections étant donné qu'il a eu besoin des soutiens locaux. Mais

³⁹⁵ “Presidential Election in the Republic of Azerbaijan, 11 October 1998”, *OSCE Election Observation*, Voir le site Internet, http://www.osce.org/documents/odihr/1998/11/1230_en.pdf.

³⁹⁶ “Azerbaijan Presidential Election Observation Report”, International Republican Institute, 11 Octobre 1998, Voir le site Internet, <http://www.iri.org/eurasia/azerbaijan/pdfs/Azerbaijan's%201998%20Presidential%20Election.pdf>

³⁹⁷ Vicken, Cheterian, “Succession Ouverte en Azerbaïdjan”, *Le monde diplomatique*, Octobre 1999, pp.10-11, Voir le site Internet, <http://www.monde-diplomatique.fr/1999/10/CHETERIAN/12539>.

³⁹⁸ La 9^{ème} section de la Constitution de 1995 prévoyait la création d'institution municipale. En fait, la Constitution exigeait en deux ans, de faire les élections municipales.

après les élections présidentielles de 1998, c'est-à-dire, après la consolidation de son autorité, Aliev a pu utiliser de son pouvoir pour organiser les réformes des pouvoirs locaux comme il l'entendait.³⁹⁹

Lorsqu'on arrive en 2000, il est facile de dire que l'année a été marquée par les élections législatives, qui nous permettent de constater les principales parties d'opposition ayant décidé d'adopter une attitude plus réaliste et de constituer une plate-forme électorale commune pour les élections législatives du 5 novembre 2000. Les deux grands partis d'opposition, le parti Moussavat d'Isa Gambar et le parti du Front populaire d'Aboufaz Eltchibey ont formé une alliance électorale au cours du printemps 2000.⁴⁰⁰

A l'égard de l'attitude de pouvoir, on observe un certain nombre de souplesses par rapport à l'opposition.⁴⁰¹ Le gouvernement a fait quelques concessions mineures en tactique en modifiant la composition de la Commission électorale centrale et en relâchant d'une manière provisoire la pression sur l'opposition. Mais, en pratique, le pouvoir a fait des manœuvres pour affaiblir l'opposition.⁴⁰² Par exemple, l'accusation d'un rédacteur du journal de Moussavat pour terrorisme et tentative de coup d'Etat visait à discréditer, Isa Gambar, le leader de Moussavat.⁴⁰³ De plus, la mort d'Eltchibey a entraîné des divisions internes dans l'opposition.⁴⁰⁴ Avec ces politiques d'affaiblissement des principaux partis d'opposition, le pouvoir de G. Aliev visait à renforcer sa propre position en les poussant à boycotter le scrutin.⁴⁰⁵

S'il faut étudier en détail les candidats, parmi ces 403 candidats, 147 candidats étaient indépendants et 257 appartenaient à un parti politique.⁴⁰⁶ En d'autres termes, le 36 % des candidats au pouvoir, le part de 27 % à l'opposition et le part de 37 % aux

³⁹⁹ Damien, Helly, "Le Paysage Politique...op.cit.", p. 265.

⁴⁰⁰ Arnaud, Troussset, "Azerbaïdjan 1999-2000 l'Emancipation remise en question?", *Le Courrier des Pays de l'Est*, No.1010, Novembre – Décembre 2000, pp.15-16.

⁴⁰¹ Il faut se rappeler que les pressions du monde occidentales ont poussé l'Azerbaïdjan à être plus démocratique. Par exemple, le Conseil de l'Europe avait examiné la candidature de l'Azerbaïdjan. Les recommandations insistantes de l'OSCE et du département d'Etat américain sur l'Azerbaïdjan étaient non négligeables.

⁴⁰² "Tactical Concessions by Government", *Keesing's Record of World Events*, October 2000, Vol. 46, No.10, p.43814.

⁴⁰³ Arnaud Troussset, "Azerbaïdjan 1999-2000...op.cit.", p.16.

⁴⁰⁴ Sinan, Oğan, "Bir Aliyev Klasiği...op.cit.", p.39.

⁴⁰⁵ Il faut noter que pendant le scrutin législatif de 2000, G. Aliev était âgé de 77 ans et son état de santé était très préoccupant, ce scrutin joue un rôle-clé dans le passage du pouvoir à son fils.

⁴⁰⁶ 230 candidats étaient du parti de YAP, FPA, Moussavat et AMIP.

indépendants. Mais, il ne faut pas oublier que la majorité des indépendants étaient proches du pouvoir.⁴⁰⁷ Les élections ont eu lieu le 5 novembre 2000.

D'après les résultats officiels annoncés des élections législatives de 2000⁴⁰⁸, le parti d'Aliiev a remporté 78 sièges sur 124 au parlement. Quant à l'opposition, le FPA a obtenu 4 sièges, alors que l'une de parti principal d'opposition n'avait aucun siège au parlement vu qu'il n'avait pas pu dépasser le barrage électoral de 6 %.⁴⁰⁹

Ces résultats ont rencontré avec de réactions rigides par l'opposition. Les manifestants ont fait de meetings le 18 novembre 2000 contre les falsifications des résultats des élections et ils ont appelé Aliiev à la résignation.⁴¹⁰ De plus, les organisations internationales, comme OSCE, ont critiqué le gouvernement azerbaïdjanais étant donné qu'il exerce des pressions contre les partis d'opposition tout au long de la campagne électorale.⁴¹¹

Après l'année 2001, quand on regarde les attitudes du pouvoir envers l'opposition en Azerbaïdjan, on remarque qu'ils sont plus prudents. Car, avec l'adhésion de l'Azerbaïdjan au Conseil de l'Europe,⁴¹² les autorités occidentales ont accru leurs pressions sur l'Azerbaïdjan pour que son régime politique soit plus démocratique. Mais, les autorités azerbaïdjanais ont tenté de trouver un plateforme constitutionnelle pour légitimer leurs actes.

Dans ce point, il vaut mieux étudier les amendements adoptés en 2002 relatif au système de droit et de scrutin pour bien illustrer l'attitude de Aliiev par rapport à l'opposition.⁴¹³ Si l'on fait référence aux élections législatives en Azerbaïdjan, elles sont faits selon le double système étant le système majoritaire et le système proportionnel. Suivant la décision d'Aliiev père, du referendum pour les

⁴⁰⁷ Sinan, Oğan, "Bir Aliyev Klasiği...op.cit.", p. 38.

⁴⁰⁸ Voir l'Annexe V.

⁴⁰⁹ Keesing's, Vol.46, No.11, Novembre 2000, p. 43880.

⁴¹⁰ Ibid., p.43880.

⁴¹¹ Arnaud Troussset, "Azerbaïdjan 2000-2001 Accroissement des Pressions Extérieures", *Le Courrier des Pays de l'Est*, No.1020, Novembre - Décembre 2001, p.17.

⁴¹² L'Azerbaïdjan a adhéré au Conseil de l'Europe en octobre 2000. "Avrupa Konseyine Üyelik", Voir le site Internet, <http://dosyalar.hurriyet.com.tr/dosya/almanak/diplomasi/diplomasi18.htm>.

⁴¹³ Les trente-neuf amendements au 24 articles de la Constitution ont été adoptés par un referendum le 24 Août 2002 lesquels ont été regroupés dans huit questions portant sur des domaines variés.

Damien, Helly, "Azerbaïdjan 2001-2002 Chronique d'une Succession Annoncée", *Le Courrier des Pays de l'Est*, No.1030, Novembre – Décembre 2002, p. 106.

amendements prévus de la Constitution a eu lieu le 24 Août 2002. Les résultats officiels annonçaient que le taux de participation était de 88 % et 97 % des voix ont voté “oui” pour l’approbation des amendements.⁴¹⁴ Ainsi, trente neuf amendements à la Constitution de 1995 sont entrés en vigueur.

Certains amendements ont eu une relation directe avec la nature du régime politique de l’Azerbaïdjan. En premier lieu, l’amendement lié à l’article 83 de la Constitution prévoyait l’abolition du système double en préconisant le système majoritaire.⁴¹⁵ Cet amendement peut être interprété comme la restriction de l’opposition dans la scène politique. Car, selon le système majoritaire, seulement le candidat qui a obtenu plus de 50 % des voix, avait le droit de siéger au parlement alors que le deuxième candidat de la circonscription même s’il obtenait 49 % des voix, il ne pouvait pas entrer au parlement. Ce cas était un obstacle important pour la représentation de l’opposition au Parlement. En d’autre terme, cet amendement prévu par Aliiev signifie l’orientation politique vers le système autoritaire tout en empêchant le pluripartisme.⁴¹⁶

Ici, il est important d’évoquer l’amendement lié à l’article 101. Selon cette modification, les candidats pourront être élus dès le premier tour par une simple majorité simple alors qu’il leur fallait, d’après la Constitution de 1995, obtenir les deux tiers des voix. C’est-à-dire l’élection présidentielle d’un candidat est devenue plus facile.⁴¹⁷

Il y a eu plusieurs critiques sur l’amendement relatif aux compétences du président de la République au cas où il ne peut pas exercer son mandat. D’après la Constitution de 1995, lorsque le président de la République ne pouvait pas exercer son mandat, ses compétences passaient au président du parlement.⁴¹⁸ Mais, selon cet amendement, désormais, les compétences du président de la République passent au premier ministre. Cet amendement visait, en quelque partie, le transfert des

⁴¹⁴ “Referendum Baş Tuttu”, *Bizim Esr*, 26 Aout 2002, Le site Internet officiel de la Commission Electorale Centrale <http://www.infocecter.gov.az> transmis par Araz, Aslanlı, “Azerbaycan’da İç Politik Gelişmeler...op.cit.”, p.18.

⁴¹⁵ “The Constitution of the Republic of Azerbaijan”, Voir le site Internet, <http://www.un-az.org/UNDP/DOC/constitution.php#102>.

⁴¹⁶ Araz, Aslanlı, “Azerbaycan’da İç Politik Gelişmeler...op.cit.”, p.17.

⁴¹⁷ Ibid.

⁴¹⁸ Article 105 de la Constitution, Voir le site Internet, <http://www.anayasa.gen.tr/azerbaycan-aleskerli.htm>.

compétences du président à son fils, Ilkham Aliev.⁴¹⁹ Par conséquent, ces reformes constitutionnelles ont permis au Président de consolider la position de son parti, (YAP) et G. Aliev avait préparé ainsi tous les fondements juridiques pour succéder son autorité à son fils.⁴²⁰

D'ailleurs, selon l'opposition, les objectifs de ce référendum qui étaient d'accroître les pouvoirs du président de la République et d'assurer la pérennité du pouvoir d'Aliev sont atteints. Les partis d'opposition ont critiqué les manœuvres du pouvoir pour amender la Constitution. C'est pourquoi, les leaders de l'opposition comme Isa Gambar, Etibar Mamedov, Ali Kerimli ont déclaré ensemble qu'ils ne reconnaissent pas les résultats du referendum.⁴²¹ Ils ont contesté les résultats du referendum du 24 août, arguant d'une participation insuffisante et l'ont saisi la Cour Constitutionnelle.⁴²²

En conclusion, quand Gaïdar Aliev a pris le pouvoir en Azerbaïdjan, le pays n'avait pas conclu sa transition politique, la situation instable régnait dans la scène politique. Aliev a omis les opinions opposées à lui. La détention d'Isa Gambar, qui était le président du *Milli Medjlis* à l'époque et ancien ministre du parti de Moussavat ; İskender Hamidov, qui était l'ancien ministre des affaires étrangères, et autres représentants opposants à Aliev illustrent des indices éloignés d'un régime démocratique.⁴²³

L'arrivée au pouvoir de Gaïdar Aliev signifie aussi une interruption du système à multipartisme. On remarque que les partis d'opposition ont rencontré avec des difficultés. Sous le régime d'Aliev, le parti du YAP, après les élections de 1995 a occupé la plupart des places parlementaires. Le nombre de tous les partis politiques était d'environ 40, dont huit sont dans l'opposition au gouvernement.

Le groupe principal dans cette catégorie est le FPA dirigé par Eltchibey, le parti d'indépendance nationale est mené par Etibar Mamedov et le Moussavat, dont à la

⁴¹⁹ Pendant la période entre le mois d'août à novembre 2003, İlham Aliev était le premier ministre.

⁴²⁰ Araz, Aslanlı, "Azerbaycan'da İç Politik Gelişmeler...op.cit., p.18.

⁴²¹ "Liderlerden Sert Açıklama", *Yeni Müsavat*, <http://yenimusavat.com>, 27 Aout 2002 transmis par Araz, Aslanlı, "Azerbaycan'da İç Politik Gelişmeler...op.cit., p. 18.

⁴²² Damien, Helly, "Azerbaïdjan 2001-2002...op.cit.", p. 107.

⁴²³ Araz, Aslanlı, "Azerbaycan'da İç Politik...op.cit.", p.7.

tête se trouvait Isa Gambar. Outre les partis, autour de cinquante organisations non gouvernementales, sept groupes de défense de droits de l'homme, et quelques vingt publications de presse indépendantes sont actives dans la vie politique d'Azerbaïdjan dont la plupart d'eux sont concentrés à Bakou.⁴²⁴

De plus, il n'est pas faux de dire que les partis d'opposition ont parfois réussi à créer des blocs ensemble contre le gouvernement malgré les pressions sur eux. Surtout, après le retour d'Eltchibey à Bakou, on constate une amélioration relative de l'opposition. Mais, l'habileté des manœuvres politiques du président Aliev, l'existence d'une mécanique clanique mis en place par lui, et de même les divergences des points de vue chez l'opposition, ont réduit l'effet de ce dernier durant 10 ans.⁴²⁵ Il est utile de souligner que la majorité presque au plus de 2/3 du Parlement était du parti politique d'Aliev. C'est-à-dire, l'orientation du politique intérieure à l'égard d'Aliev n'était pas difficile en pratique.

Alors, ici, on peut se demander d'où vient la puissance d'Aliev dans la scène politique en Azerbaïdjan. En effet, la double élection de G. Aliev à la présidence de la République et l'acquisition de la majorité écrasante au Parlement soit pendant les élections législatives de 1995 soit celles de 2000 ne sont pas des hasards. Pour interroger cela, on doit prendre en considération les enjeux internes et externes spécifiques à l'Azerbaïdjan.

2.3. Le dilemme de G. Aliev entre la stabilité et la démocratie

Comme la République d'Azerbaïdjan est l'une des Etats issus de l'Union soviétique, il est possible d'observer un certain nombre de contradictions entre l'effort de la stabilité et d'établissement d'un régime démocratique. Jusqu'à la période d'Aliev, bien qu'il existe plusieurs efforts pour la mise en place d'un régime démocratique, manque d'assurance de stabilité, les efforts n'ont pas répondu aux attentes. Mais, à partir de la période d'Aliev, l'équilibre entre la stabilité et le régime politique inclue de divers aspects.

⁴²⁴ Swietochowski, Tadeusz, "Azerbaijan: Perspectives from the crossroads", *Central Asian Survey*, Vol. 18, No. 4, 1999, p. 421.

⁴²⁵ Damien, Helly, "Azerbaïdjan 2001-2002...op.cit.", p. 107.

Tout d'abord, on peut mentionner que les premières années du pouvoir Aliev sont marquées par l'établissement de la stabilité en Azerbaïdjan. Aliev a commencé par la sélection de son cadre politique. Aliev a porté S. Gousseinov au poste de premier ministre pour contrôler le pouvoir.⁴²⁶ D'ailleurs, si on tient en compte les discours politiques d'Aliev, on constate qu'il est privilégié à l'intégrité territoriale de l'Etat, à la consolidation de l'indépendance et à la stabilité des frontières du pays.⁴²⁷

Après que G. Aliev est remonté au pouvoir, il a nommé en tenant compte les équilibres politiques ; Hasan Hasanov qui était pro Front populaire comme le ministre de Défense, Gaziyev comme le secrétaire d'Etat pro russe, Nimet Penah anti communiste comme conseiller du premier ministre.⁴²⁸ Par ailleurs, Aliev a nommé Shamis Raguimov⁴²⁹ à la tête d'un département spécial auprès du président, qui lui transmettait par voie directe les informations de politique intérieure et d'économie.⁴³⁰ De plus, Afiyaddin Djalilov⁴³¹, vice président du Parlement, était l'un des membres de la famille d'Aliev. Il ne faut pas oublier que son fils, Ilkham Aliev était le président du SOCAR.

De plus, pour le sujet de stabilité, on voit que les premières années du pouvoir Aliev se sont heurtées aux problèmes internes comme la montée de la tension du conflit du Haut-Karabakh, l'accroissement des revendications ethniques en Azerbaïdjan. Aliev a mené des politiques rationnelles pour contrôler les activités sécessionnistes dans le pays. Aliev a emprisonné Aliakram Gumbatov⁴³², qui manifestait des revendications dans le sud-est de l'Azerbaïdjan.⁴³³

Ensuite, la minorité lezghine a inquiété le pouvoir Aliev. La question de lezghine était apparue avec la vague des mouvements populaires qui a déferlé en Union soviétique

⁴²⁶ Eldar, İsmayilov, Cemil, Heseni, Tahir, Cafarov, Azerbaycan Tarihi, Bakü, Öğretmen Yayınları, 1995, p.348, transmis par Araz, Aslanlı, İlham, Hesenov, *op.cit.*, p.40.

⁴²⁷ Araz, Aslanlı, İlham, Hesenov, *op.cit.*, p.41.

⁴²⁸ Ali Faik, Demir, *Türk Dış Politikasından...op.cit.* p. 98.

⁴²⁹ Il était l'un des anciens collègues d'Aliev au KGB.

⁴³⁰ Nur, Dolay, Radiy, Fish, "Petrole et Politique : l'imbroglio du Caucase", *Les Cahiers de l'Orient*, No.42, 1996, pp.74-75.

⁴³¹ Il a été tué à Bakou en septembre 1994 à cause d'une attaque armée. Voir le site Internet, <http://www.byegm.gov.tr/YAYINLARIMIZ/AyinTarihi/1994/eylul1994.htm>.

⁴³² E. Gumbatov a proclamé "la République de Talysh-Mougan" origine fars dans la sud est de l'Azerbaïdjan au frontière de l'Iran. 25 Aout 1993, Voir le site Internet, <http://www.byegm.gov.tr/YAYINLARIMIZ/ayintarihi/1993/agustos1993.htm>

⁴³³ Erjan, Kurbanov, "Azerbaycan'ın Güvenlik Kaygıları : Dağlık Karabağ Üzerine Ermenistan'la Çatışma ve Diğer Ülke İçerik Anlaşmazlıklar", *Avrasya Etüdleri*, Vol.3, No.4, Hiver 1996/1997, p.19.

au début des années 1990. En 1992, une année après l'indépendance de l'Azerbaïdjan, il y a eu des manifestations des deux côtés de la frontière avec la Russie pour que soit créée une république unifiée, regroupant toutes les régions peuplées de Lezghins en Russie. Mais, le fait que le pouvoir Aliev manifestait des attitudes pro russe, ont entraîné la fermeture des bureaux de Sadval⁴³⁴ à Moscou.⁴³⁵

Par ailleurs, l'un des obstacles le plus sérieux contre la stabilité et la sécurité de l'Azerbaïdjan était le conflit du Haut-Karabakh. Après une série de victoires et l'occupation de cette région par les Arméniens, les forces azéries avaient fait défaites. Le chaos ne touchait pas seulement le front, mais également l'ordre du jour de Bakou. Avec des initiatives d'Aliev, les représentants de l'Azerbaïdjan, de l'Arménie et du Karabakh ont signé en mai 1994 un cessez-le-feu.⁴³⁶ L'argument de l'Azerbaïdjan était l'intégrité territoriale du pays. On peut déduire que Aliev avait mis l'accent sur le renforcement de la stabilité du pays dans les premières années de son pouvoir.

Cependant, la compréhension de la stabilité d'Aliev entraînait de différentes vues au régime politique. D'abord, il faut révéler que G. Aliev avait déjà occupé un certain nombre de postes importants dans la République soviétique d'Azerbaïdjan depuis 1967, la date à laquelle il était devenu le chef du KGB et avait commencé à mettre en place les réseaux et structures qui devaient concevoir sa gestion autocratique en tant que Président.⁴³⁷ Il est possible d'observer visiblement l'effet russe dans les méthodes de gouvernance du président Aliev qui connaissait bien la gestion de l'appareil bureaucratique, de la société et de l'Etat.⁴³⁸

Le président Aliev était à la fois proche et incontrôlable pour son peuple. Il savait bien raconter de bonnes histoires soit implicitement aux traditions historiques, soit explicitement à la modernité d'une identité citoyenne azerbaïdjanaise. Il était attentif

⁴³⁴ Sadval est une organisation de mouvement national des Lezghins qui a émergé en 1990 à Daghestan, il a fait pression sur la création d'un Etat de Lezghin indépendant comprenant les régions de Daghestan méridional et d'Azerbaïdjan du nord que constitue les Lezghins. Liz Fuller, "Russia: New Potential Ethno-Territorial Flashpoints Emerge In Daghestan", 3 février 2006, Voir le site Internet, <http://www.rferl.org/featuresarticleprint/2006/02/d707b7c5-50ba-411e-a06a-bdc3ae00dcf1.html>.

⁴³⁵ Erjan, Kurbanov, *op.cit.*, pp.16-19.

⁴³⁶ Vedat, Gürbüz, *op.cit.*, p. 105.

⁴³⁷ Edmund, Herzig, *op.cit.*, pp.28-29.

⁴³⁸ Nur, Dolay, Radiy, Fish, *op.cit.*, p.74.

de garder ses liens avec le peuple. Aliev n'a pas cessé de répéter que son peuple est maître de son territoire et de ses ressources.

On avait suscité que le régionalisme est une notion importante pour définir la société azerbaïdjanaise. En fait, il est possible de dire que le président Aliev symbolisait parfaitement la société. Chez Aliev, la politique était une affaire de famille. En 1995, les dix-huit personnalités immunitaires de la République, étaient de sa famille comme son frère comme député, son fils vice président de la Compagnie pétrolière d'Etat, son beau-frère de sa sœur comme président du Nakhitchevan.

En 2000, les deux frères d'Aliev et l'un de ses neveux étaient membres du bureau du parti gouvernementale.⁴³⁹ En dehors de la présidence, les autres institutions politiques restent faibles, pendant que Aliev n'a pas permis de successeurs potentiels pour établir une position indépendante dans le régime.⁴⁴⁰

Le système partisan est basé sur la superposition des clivages claniques. Les membres de la famille du Président occupent toujours de postes clés et il existe une fusion étroite entre l'Etat et le clan présidentiel.⁴⁴¹

La stabilité relative de l'Azerbaïdjan et le retour à l'ordre public ont été acquis au prix d'une dictature démocratique balançant entre les réformes de fond et un autoritarisme corrompu sans originalité.⁴⁴² Cette situation a retardé la modernisation et la démocratisation de la vie politique.⁴⁴³ De plus, la mise en place du clan d'Aliev dans des postes clés a attribué une grande marge de manœuvre à Aliev dans ses relations avec l'opposition.

Dans ce point, si l'on fait référence au discours de Ramiz Mehdiiev, le président de l'office exécutif de la présidence de l'Etat, sur le processus démocratique

⁴³⁹ Damien, Helly, "Azerbaïdjan : Aliev et les Siens", *Le Courrier des pays de l'Est*, No.1012, Février 2001, p.60.

⁴⁴⁰ Edmund, Herzig, *op.cit.*, p.31.

⁴⁴¹ Ainsi que cette relation existe aussi entre l'Etat et certains représentants de la diplomatie, de la police, de la justice, de l'énergie, des infrastructures de transport, du commerce, de la pêche, des douanes, de l'Académie des sciences ou de l'Administration de la république du Nakhitchevan. Damien, Helly, "Azerbaïdjan 2001-2002...op.cit.", p. 107.

⁴⁴² Damien Helly, "Azerbaïdjan : Aliev...op.cit.", p.61.

⁴⁴³ Voir le site Internet, http://www.senat.fr/rap/197-420/197-420_mono.html.

d'Azerbaïdjan, on peut saisir mieux le privilège de la stabilité au lieu d'un régime démocratique.

*“L'objectif stratégique de l'Azerbaïdjan est d'assurer la démocratie et le marché libre. Si on veut établir la démocratie en Azerbaïdjan, la voie de démocratie n'est pas détériorer la stabilité existante. Si la stabilité commence à se détériorer par de tensions politiques, c'est l'Azerbaïdjan qui va perdre.”*⁴⁴⁴

En ce qui concerne le positionnement de l'Azerbaïdjan dans l'arène internationale, au commencement, Aliev a montré des attitudes politiques pro russe. Le gouvernement Aliev essayait d'utiliser pétrole comme arme du pour garder quelques marges de manœuvre en face de la Russie. Le décret de Boris Eltsine prévoyait la constitution des bases militaires de troupes russes dans tous les pays de la CEI sans exception. Mais, la réaction d'Aliev était très nette si on tient en compte son discours. *“Tant que je serai à la tête de l'Azerbaïdjan, il n'y aura aucune base étrangère sur le territoire de la république.”*⁴⁴⁵ Pourtant, avec le temps, étant donné que Aliev n'a pas pu prendre le profit ce qu'il atteint de la Russie, il commence à se montrer opportuniste vis-à-vis des grands voisins pour tirer le plus de profit de la situation géopolitique de son pays.

Ensuite, afin de mieux voir le dilemme entre la stabilité et le régime démocratique, on peut prendre en considération la politique économique du pouvoir d'Aliev. Comme l'Azerbaïdjan est un pays assez riche en matière des ressources énergétiques, l'usage du pétrole a été utilisé comme un outil politique pour gagner le soutien international et l'indépendance d'Azerbaïdjan. Pour cela, le gouvernement Aliev a annulé tous les contrats signés pendant la période d'Eltchibey avec le consortium international des compagnies pétrolières, de manière à inclure la Russie. Pour cela, la SOCAR abandonnait un tiers de ses parts à la *Lukoil*, compagnie russe⁴⁴⁶ car, Aliev a convaincu que l'établissement des relations étroites avec Moscou assurait la stabilité en Azerbaïdjan.

⁴⁴⁴ Hasan, Kanbolat, “Azerbaycan Genel Seçimlere...*op.cit.*”, p. 41.

⁴⁴⁵ Nur, Dolay, Rady, Fish, *op.cit.*, p.74.

⁴⁴⁶ Nazim, Cafersoy, “*Eyalet Merkez Düzeyinden...op.cit.*”, p. 32.

De même, comme l'Azerbaïdjan est aussi vulnérable à cause de ses grandes ressources de pétrole, l'un des ambassadeurs étrangers chargé à Bakou apprécie la puissance d'Aliev lors d'un discours en disant : *“Quand il est hors du pays que tout s'arrête, même que les gens osent réparer à peine une toilette fuyant sans son approbation.”*⁴⁴⁷ Ce commentaire tout seul justifie que le régime politique est fortement lié au phénomène d'Aliev. Même s'il existait de nombreuses institutions politiques pour le maintien du régime, en effet, toute chose avançait selon les recommandations d'Aliev en Azerbaïdjan.

Aux yeux des autorités azerbaïdjanais, le fait d'assurer la stabilité est plus crucial que la nature du régime politique car, l'instabilité politique peut causer le recul des investisseurs étrangers dont l'Azerbaïdjan a besoin pour l'exploitation de ses ressources énergétiques.⁴⁴⁸ Mais, la volonté de contrôler des richesses pétrolières pousse l'Azerbaïdjan à maintenir des politiques plus centralistes et autoritaires. La domination du clan Aliev est sortie renforcée des échéances, puisque plusieurs membres de la famille du Président figurent parmi les élus, dont son fils, par ailleurs vice-président de la puissance compagnie pétrolière nationale, la SOCAR.⁴⁴⁹

En Azerbaïdjan, les revenus pétroliers qui sont dirigé par les cadres politiques ont accru le niveau de corruption.⁴⁵⁰ On peut se demander si la démocratie est soluble dans les hydrocarbures. Candidat aux législatives du 6 novembre en Azerbaïdjan, Rasim Musabayov a son idée sur la question : *“Si vous avez la démocratie avant le pétrole, aucun problème. Dans le cas inverse, l'or noir n'aide en rien à transformer un régime autoritaire en Etat de droit”*.⁴⁵¹

On peut déduire que les effort faites au nom d'assurer la stabilité se sont converti avec le temps en nature du régime politique en Azerbaïdjan. La concentration de pouvoir dans les mains du président Aliev et la distribution de positions clés, politiques et économiques aux membres de sa famille et de collègue Nakhichevanis

⁴⁴⁷ Nozar, Alaolmolki, *Life After the Soviet Union The Newly Independent Republics of the Transcaucasus and Central Asia*, New York, State University of New York Press, 2001, p. 53.

⁴⁴⁸ Erjan, Kurbanov, op.cit., p. 20.

⁴⁴⁹ Michèle, Kahn, “Azerbaïdjan”, *Le Courrier des Pays de l'Est*, No. 417, Mars 1997, p. 14.

⁴⁵⁰ Ece, Aksop, op.cit., p.25.

⁴⁵¹ Sylvaine, Pasquier, “Pétrole Contre Démocratie”, 3 Novembre 2005, Voir le site Internet, <http://www.lexpress.fr/info/monde/dossier/azerbaïdjan/dossier.asp?ida=435547>.

ont créé un régime dans lequel il y a une division marquée entre les initiés et les étrangers.⁴⁵²

L'arrivée de Gaïdar Aliev a assuré dans un certain nombre de stabilité dans le pays, mais en même temps elle a causé une grande rupture au processus de démocratisation.⁴⁵³ Autant que l'administration d'Aliev renforce son autorité, il a commencé à exclure des pouvoirs opposants en dehors du système. Le clan Aliev regroupe essentiellement les Azéris originaires du Nakhitchevan et d'Arménie. D'autres clans ont essayé de détruire le clan Aliev.⁴⁵⁴ Mais, contrairement à la stabilité insistée du pouvoir Aliev, il est important de se demander pourquoi il n'avait pas pu trouver une solution ultime au conflit du Haut-Karabakh.

Avec Aliev, la période de l'ancien régime, *nomenklatura*, a fait sentir son existence dans toute la scène politique. Mais, certains raisons comme le conflit du Haut-Karabakh et la besoin de soutiens occidentales en matière des consortiums pétroliers ont empêché la mise en place entièrement de la culture de *nomenklatura* en Azerbaïdjan.

Il y a aussi l'effet psychologique dans le choix du régime politique d'Aliev. La première tentative d'expérience démocratique maintenue par Eltchibey avait échoué. Si G. Aliev appliquait les mêmes politiques afin de démocratisation, il pouvait aussi être éloigné du système. Par conséquent, d'une part, l'existence de différents intérêts de l'Azerbaïdjan a ralenti le processus de démocratisation et d'autre part, il a laissé l'Azerbaïdjan entre le dilemme démocratique et autoritaire.⁴⁵⁵

2.4. L'exercice des médias

Une presse libre et indépendante étant une composante essentielle de la démocratie, est aussi la condition *sine qua non* de n'importe quelle société voulant être libre et

⁴⁵² Edmund, Herzig, *op.cit.*, p. 31.

⁴⁵³ Svante, Cornell, "Democratization Falters in Azerbaijan", *Journal of Democracy*, Vol.12, No.2, Avril, 2001, p.120, transmis par Kamil, Ağacan, "Azerbaycan'da Demokratikleşme Problemi...op.cit., p. 28.

⁴⁵⁴ Semih Vaner, "Dynastie, clans et partis : le trio gagnant azerbaïdjanais", l'édition du 19/10/2005, Voir le site Internet, http://www.caucaz.com/home/breve_contenu.php?id=55.

⁴⁵⁵ Leslie, Holmes, *Post-Communism: an Introduction*, Cambridge Polity Press, 1997, p.233.

être décrit comme un Etat de droit. En Azerbaïdjan, la liberté de la presse garantie par l'article 50 de la Constitution de 1995. Selon cet article, chaque personne a légalement le droit pour chercher, obtenir, passer, préparer et étendre l'information. De plus, la liberté des médias est assurée. La censure dans les masses médias, y compris dans la presse est interdite.⁴⁵⁶ Mais, en Azerbaïdjan, les médias n'étaient pas aussi indépendants que la Constitution désigne en pratique.

Lorsque G. Aliev est remonté au pouvoir, les cadres dans les presses officielles étaient remplacés par les personnes proches au pouvoir Aliev. En d'autre terme, les journalistes qui ont joué un rôle clé pendant la période d'indépendance sont restés sous le bloc d'opposition pendant la période d'Aliev. Cette situation a entraîné la politisation des journalistes contre des pressions de l'autorité d'Aliev.⁴⁵⁷

Même si la Constitution de 1995 interdit l'utilisation de la censure sur la presse, le contrôle de *Glavlit* maintenait ses actions jusqu'en août 1998. De plus, plusieurs journaux de l'opposition ont rencontré de grands problèmes financiers. De même, les sociétés privées refusaient à donner des publicités aux journaux de l'opposition qui sont indispensables pour leur indépendance financière.⁴⁵⁸ Malgré l'interdiction de censure, les institutions de presse ont été obligées de faire au moins trois fois leur enregistrement officiel entre les années de 1993 et 1997.⁴⁵⁹

Afin de consolider son pouvoir dans un espace instable, G. Aliev a mis en œuvre des censures aux organes des médias. Pendant longtemps, la règle qui peut être résumé par la phrase " quoi que soit les circonstances, aucun critique contre le pouvoir ne pouvait être admissible." De même, Fuad Qahramanlı, écrivain de l'un des journaux d'opposition d'*Azadlıq*, a été emprisonné pour 18 mois à cause de sa critique opposé au pouvoir qui était enregistré dans son ordinateur.⁴⁶⁰ Hormis cette évènement, Rauf Arifoğlu, le directeur générale du journal *Yeni Musavvat*, Gurban Memmedov , du directeur générale de *Hurriyet*, Surhay Gocayev et Yakoub Mamedov, représentants

⁴⁵⁶ Voir le site Internet, <http://www.un-az.org/UNDP/DOC/constitution.php#30>.

⁴⁵⁷ Rizvan, Genberli, op.cit., pp.207-209.

⁴⁵⁸ Adrian, Karatnycky, Alexander Motlyl, Amanda Schnetzer, *Nation in Transit 2003 Democratisation in East Central Europe and Eurasia*, New York, Freedom House, 2004, p.113.

⁴⁵⁹ Tengiz, "Keçid Merhelesinde Olan Ölkeler", *Kanun*, 30-31, 1997, Bakü, p.25, transmis par Rizvan, Genberli, op.cit., p. 214.

⁴⁶⁰ Voir le site Internet officiel de l'Institut de Presse Internationale, http://www.freemedia.at/pf_azerbaij.htm.

de journal *Ulus* ont été aussi emprisonnés en dépit de nombreux critiques faites par les organisations internationales. Non seulement les représentants des journaux d'opposition, mais aussi les responsables des partis d'opposition ont été arrêtés par la décision de l'autorité d'Aliev.⁴⁶¹

Ensuite, après avoir renforcé son pouvoir, le président Aliev a adopté un certain nombre de souplesse dans ces politiques en face aux médias. Pour cela, Aliev a signé un décret officiellement abolissant la censure le 6 août 1998. Le décret a supprimé aussi le Conseil d'Administration Général de Secrets de l'Etat qui fonctionnait comme un censeur politique.⁴⁶² Les partis d'opposition avaient tenu à une fin à la censure comme une condition nécessaire pour prendre de partie dans les élections en octobre. Le Syndicat de Journalistes a déclaré que plus de 100 articles ont été prohibés par les censeurs de la période de janvier à août.⁴⁶³

Après l'interdiction de la censure, on observe un accroissement relatif dans le nombre des journaux. Néanmoins, ce cas a changé en 1999 étant donné que les tirages des journaux étaient bas et cela résultait jusqu'à leurs fermetures.⁴⁶⁴

En ce qui concerne les médias et notamment audiovisuels, on peut dire qu'ils sont largement contrôlés par le régime. Il faut souligner qu'en Azerbaïdjan, il y a quatre chaînes privées au niveau national qui sont : Lider TV, Space TV, ATV et ANS. On constate aussi un lien étroit de ces chaînes avec la famille d'Aliev. Par exemple, le patron de Lider TV, créée en 2000, Adalet Aliev est le neveu du président Aliev. D'autre part, la sœur d'Aliev, Sevil Aliyeva est le patron du Space TV créée en 1997. On dit que ATV est sous le contrôle de Ramiz Mehdiyev. Dernièrement, ANS qui se voyait plus indépendant que les autres s'est rapproché du pouvoir avec le temps.⁴⁶⁵

Les journaux d'opposition font l'objet de procès ou de pressions financières. En 2001 quatre journaux ont été fermés.⁴⁶⁶ La liberté de la presse a connu une dégradation

⁴⁶¹ Araz, Aslanlı, "Azerbaycan'da İç Politik Gelişmeler...op.cit.", p. 6.

⁴⁶² Keasing's, Vol. 44, No.7/8, Aout 1998, p. 42457.

⁴⁶³ "Azerbaijan, 1998 World Press Freedom Review", Voir le site Internet, http://www.freemedia.at/cms/ipi/freedom_detail.html?country=/KW0001/KW0003/KW0049/&year=1998.

⁴⁶⁴ Rizvan, Genberli, op.cit., p. 218.

⁴⁶⁵ Kamil, Ağacan, "Azerbaycan'da Demokratikleşme Problemi...op.cit.", p.33.

⁴⁶⁶ Ces journaux sont Milletin Sesi, Bakinski Boulevard, Femida et Etimad.

sans précédent en 2001. On observe qu'une dizaine de journalistes ont été interpellés, au moins dix autres ont été agressés physiquement, des poursuites juridiques ont été intentées contre une vingtaine de journaux, qui ont été condamnés à un total de 73 000 euros d'amendes, des chaînes de télévision ont été menacées de fermeture, quatre publications ont été suspendues, et la vente de plusieurs journaux a été interdite.

Comme on l'a dit les menaces et les violences envers la presse indépendante se sont encore aggravées en 2001. Alors que l'Azerbaïdjan est devenu l'un des nouveaux membres du Conseil de l'Europe, le président Aliev a commencé à s'engager en fin d'année, à prendre des mesures juridiques.

G. Aliev a publié un décret en 2001 prévoyant que toutes les publications du pays seront en alphabet latin. De plus, la nouvelle loi sur les médias a été approuvée en mars 2002. Selon cette loi, les formalités de création et d'enregistrement des médias ont été facilitées et la protection des sources des journalistes a été développée. De plus, les interdictions et les punitions contre les journaux ne peuvent être prises dorénavant que sur une décision de justice. Mais, en Azerbaïdjan, s'il faut se rappeler que l'autonomie de la justice n'était pas complètement assurée, en effet cet article donnait au gouvernement la possibilité implicite d'exercer des pressions sur les médias indépendants.⁴⁶⁷

D'autre part, l'un des problèmes le plus cruciaux de l'opposition était des amendes financières. Aliev a annoncé un décret, en août 2002, selon laquelle les journaux étaient exemptés de payer les impôts existants de trois années précédentes.⁴⁶⁸ De plus, les rédacteurs connus du pays ont créé un Comité pour les droits des journalistes interpellés ayant un fond financière pour aider aux journalistes arrêtés ou renvoyés.⁴⁶⁹

Malgré l'approbation de nombreux reformes juridiques, il est difficile de parler de la liberté des médias en Azerbaïdjan. Le président G. Aliev était si omniprésent que son

⁴⁶⁷ "Azerbaïdjan Rapport Annuel 2003", Voir le site Internet, http://www.rsf.org/article.php3?id_article=6555&Valider=OK.

⁴⁶⁸ Adrian, Karatnycky, Alexander Motlyl, Amanda Schnetzer, op.cit., p. 113.

⁴⁶⁹ "Azerbaïdjan Rapport annuel 2002, Voir le site Internet, http://www.rsf.org/article.php3?id_article=1491

effet pouvait être saisi dans tous les domaines de médias. Il est vrai que la masse media est l'instrument le plus important pour orienter le peuple. Mais, en tenant compte que les chaînes télévisées en Azerbaïdjan sont sous le contrôle de la famille Aliev et l'application des politiques envers des journalistes d'opposition sont dissuasives, la formation politique du peuple se déroule selon les règles du président Aliev.

2.5. La mise en œuvre des libertés fondamentales

Les libertés fondamentales sont l'une des révélateurs du régime politique des Etats. Quand G. Aliev était arrivé au pouvoir, il avait remplacé plusieurs membres du Front populaire avec ses proches. En 1993, plusieurs représentants de FPA ont été arrêtés pour l'activité anti-gouvernement, et Aliev avait affirmé que les membres de FPA avaient commis un soulèvement armé contre lui. C'est pourquoi, en traitants ces incidents, en 1993, *Freedom House* avait désigné l'Azerbaïdjan comme un pays non démocratique. Néanmoins, Aliev a proclamé l'adhésion azerbaïdjanaise aux normes de droits humaines internationales, et en décembre 1993, il avait signé des Accords de Paris de CSCE sur la démocratie et les droits humains.⁴⁷⁰

Le deuxième chapitre de la Constitution de 1995 indiquait tout l'exercice des libertés fondamentales d'une manière explicite.⁴⁷¹ En outre, on peut dire que les droits et libertés de l'homme et du citoyen, énumérés dans la Constitution sont précisés conformément aux traités internationaux auxquels la République Azerbaïdjanaise fait partie. L'ensemble des droits internationalement reconnus sont garantis par cette Constitution.

Mais, lorsqu'on examine le fonctionnement, on s'interroge si la Constitution et les institutions juridiques peuvent garantir les droits et les libertés des citoyens. Il est possible de commencer par les institutions juridiques de l'Azerbaïdjan. Vu que la Constitution accorde une large compétence au président, même pour être un magistrat il fallait l'approbation du président. Aucun juge n'est appointé sans l'avis

⁴⁷⁰ "Human Rights and the Media", Voir le site Internet, <http://countrystudies.us/azerbaijan/35.htm>

⁴⁷¹ Voir le site Internet, <http://www.un-az.org/UNDP/DOC/constitution.php#71>.

du Président.⁴⁷² Cette situation a remise en question l'indépendance de pouvoir judiciaire.

En janvier 1998, le président a déclaré que cinq personnes avaient été exécutées en 1988, six en 1989 et trois en 1990, puis huit en 1993. Depuis cette date, *Amnesty International* a déclaré 144 condamnations à mort, dont l'une avait été exécutée en 1998.⁴⁷³ Jusqu'à 2000, l'Azerbaïdjan utilisait le code criminel de 1960. Même si l'administration d'Elçhibey avait fait quelques changements libéraux, en 1992 abolissant des articles concernant les activités et l'élargissement des politiques de la droite de l'accusé plaie. Au contraire, dans les premières années du période d'Aliev, l'usage de peine de mort a été étendu pour inclure des crimes contre la sécurité nationale, bien que personne n'a été vraiment exécuté.⁴⁷⁴

Le *Milli Medjlis* a voté avec l'approbation du président Aliev pour abolir la peine de mort le 10 février 1998. De plus, les 128 personnes qui se trouvent à cette époque sous le coup d'une condamnation à mort devraient dès lors des condamnés à perpétuité⁴⁷⁵

Bien que la peine de mort a été abolie en 1998, les exécutions d'abus, de torture et des abus physiques contre les soupçons de crime ont continué selon les rapports de Human Rights Watch.⁴⁷⁶ Le pouvoir de G. Aliev a souvent restreint les libertés de rassemblement, d'organisation et d'expression de l'opposition. Sauf les processus électoraux, les demandes de rassemblement et de meeting sont fréquemment rejetées par le pouvoir.⁴⁷⁷

⁴⁷² Article 130 de la Constitution. Voir le site Internet, <http://www.un-az.org/UNDP/DOC/constitution.php#71>.

<http://www.un-az.org/UNDP/DOC/constitution.php#126>.

⁴⁷³ "Bulletin de Peine de Mort Evénements Relatifs à la Peine de Mort et Initiatives en vue de son Abolition partout dans le monde", 26 Mars 1998, *Amnesty International*, Voir le Site Internet, <http://web.amnesty.org/library/index/FRAACT530021998>.

⁴⁷⁴ Rahman, Badalov, Niyazi, Mehdi, "The Political Institutions of Azerbaijan: a Dichotomy between Texte and Reality", (Ed.)Armineh, Arakelian, Ghia, Nodia, "Constitutional/Political Reform Process in Georgia, in Armenia, and Azerbaijan: Political Elite and Voices of the People", Tibilisse, 2005, *International Institute for Democracy and Electoral Assistance, Caucasus Institute for Peace, Democracy and Development*, p. 152. Voir le site Internet, http://www.idea.int/publications/cprp_georgia/upload/DCMEnglishDraft.pdf.

⁴⁷⁵ Keesing's, Vol.44, No.2, Fevrier 1998, p.42083.

⁴⁷⁶ Human Rights Developments, Azerbaijan, Voir le site Internet, <http://www.hrw.org/worldreport99/europe/azerbaijan.html>.

⁴⁷⁷ Kamil, Ağacan, "Azerbaycan'da Demokratikleşme problemi...op.cit.", p.29.

D'autre part, la participation prépondérante de membres de gouvernement dans des commissions électorales à tous niveaux, facilitaient des abus dans l'enregistrement, et de dépouillement du scrutin. Le sous-représentation de partis d'opposition sur la Commission électorale centrale était la raison principale pour le boycottage de l'opposition en 1998, pour l'élection présidentielle d'Azerbaïdjan. Isa Gambar a cité l'affirmation de Staline : *“ce n'est pas important que les électeurs votent pour qui mais ce qui est important qui compte les votes”*.⁴⁷⁸

Étant donné que le pouvoir azerbaïdjanais exerçait de graves pressions aux citoyens surtout dans les domaines politiques, les organisations de défense des droits de l'homme ont intensifié leur collaboration avec le Conseil de l'Europe à la suite de l'adhésion du pays à cette organisation en janvier 2001. D'ailleurs, l'existence de nombreux prisonniers politiques est la preuve concrète d'un dysfonctionnement de la démocratie à inciter l'institution de Strasbourg à effectuer un suivi des réformes dans les domaines de la justice, du système pénitentiaire et des médias en impliquant les Azerbaïdjanais.⁴⁷⁹

Les années 1994-1995 ont été le théâtre de plusieurs tentatives de "coups d'Etat" et d'"assassinats" contre G. Aliev. La lutte contre le pouvoir et pour le maintien au pouvoir a été acharnée et violente. De nombreux acteurs politiques et militaires de cette époque ont été arrêtés et les procès de certains sont toujours en cours.

Contrairement aux dispositions constitutionnelles, le pouvoir judiciaire est totalement dépendant du pouvoir politique et plus précisément du Président Aliev qui contrôle la nomination des juges, celle-ci ne pouvant se faire sans son avis comme l'a constaté la mission.

En ce qui concerne l'année 2002, le pouvoir d'Aliev a prévu un amendement à l'article 130 de la Constitution par référendum en 2002. Selon cet amendement, le recours individuel à la Cour Constitutionnelle est devenu possible.⁴⁸⁰ Mais,

⁴⁷⁸ Edmund, Herzig, *op.cit.*, p.33.

⁴⁷⁹ Helly, Damien, 'Azerbaïdjan 2001-2002 Chronique d'une succession annoncée', *Le Courrier des pays de l'Est*, No. 1030, Novembre - Décembre 2002, pp. 106-108.

⁴⁸⁰ Araz, Aslanlı, "Azerbaycan'da İç Politik Gelişmeler...op.cit"., p. 17.

l'existence des reformes est restée insuffisante pour parler complètement des libertés fondamentales en Azerbaïdjan.

Il n'est pas facile de voir des libertés politiques qui sont opposées et qui ne sont pas acceptées par le pouvoir. Alors que *Freedom House* classifie de 1997 à 2002, Azerbaïdjan comme un Etat partiellement libre, tandis que de 2003 à 2005, il l'estimait comme l'un des Etats qui n'était pas du tout libre.⁴⁸¹

Chapitre 3. La divergence politique pendant la période de I. Aliev

3.1. Le processus de l'arrivée au pouvoir : une problématique de la succession dynastique ou de l'accomplissement des élections libres

L'année 2003 en Azerbaïdjan a été marquée par la préparation des échéances électorales et la dégradation de l'état de santé de Gaïdar Aliev. On peut mettre les élections présidentielles de 2003 dans un autre degré d'importance que les autres. Car, en premier lieu, elles peuvent être une chance à l'égard de l'Azerbaïdjan pour être un exemple aux autres Etats post-soviétiques. Deuxièmement, étant donné que l'état de santé d'Aliev père avait détérioré, l'absence de pouvoir avait accentué les tensions politiques internes durant le processus électoral. En troisième lieu, il faut ajouter qu'après l'adhésion de l'Azerbaïdjan au sein du Conseil de l'Europe, ces élections seraient un test important au sujet de l'apparence du régime politique des pays aux yeux des occidentaux.⁴⁸²

Le processus électoral de 2003 a commencé officiellement avec l'approbation de la loi électorale qui prévoit la commission électorale par le Parlement le 27 mai 2003. Cette commission a fixé la date des élections pour le 15 octobre 2003. Mais, comme toujours, il y avait des désaccords au sujet de la détermination des membres de la Commission. Les partis d'opposition critiquaient en particulier la composition de la Commission centrale dans laquelle ils étaient minoritaires.⁴⁸³

⁴⁸¹ "Freedom in the world", Pour aller plus loin, Voir le site Internet <http://www.freedomhouse.org>.

⁴⁸² Araz, Aslanlı, "Azerbaycan'da Devlet Başkanlığı Seçimi", *Stratejik Analiz*, Vol.4, No.44, Décembre 2003, p.32.

⁴⁸³ Damien, Helly, "Azerbaïdjan 2003 La Démocratie Sacrifiée", *Le Courrier des Pays de l'Est*, No.1041, Janvier - Février 2004, p. 109.

Si on tient en compte le processus préélectoral, au sujet des candidats, on voit que le président G. Aliev avait déclaré son candidat à l'aide d'un troisième mandat malgré son état de santé grave.⁴⁸⁴ Il a lancé une campagne électorale en s'appuyant sur les acquis de son règne, de la stabilité du pays, du développement du secteur pétrolier, de l'équilibre entre la Russie et les Etats-Unis et de la constitution d'un Etat fort.

Ensuite, Ilkham Aliev a présenté sa candidature à l'élection présidentielle parallèlement à celle de son père lors d'une réunion du parti du Nouvel Azerbaïdjan le 28 Juin 2003.⁴⁸⁵ La candidature d'Aliev fils est importante à l'égard du régime politique en Azerbaïdjan, car avant tout, Aliev père était le président de la République depuis deux mandats et son fils était dans la scène politique depuis des années.

Ilkham Aliev était le vice président de SOCAR depuis 1994. En 1999, il avait servi aussi du vice-président du YAP. Il avait été nommé Premier ministre en août 2003.⁴⁸⁶ Il y avait eu un certain nombre d'amendements constitutionnels qui ont été approuvés par un referendum largement contesté. Par exemple, un projet de la loi relatif aux commissions électorales a été approuvé le 27 mai 2002. Selon cette loi toujours valide, si le président de la république est obligé de laisser sa charge, en cas de processus électorale, pour n'importe quel raison, le processus électorale devrait être arrêté un nouvel processus doit commencer.⁴⁸⁷ Alors que le code électoral empêchait la candidature du premier ministre, le Comité ministériel a transféré les droits d'Ilkham Aliev au vice président Artur Rasizade.⁴⁸⁸ De ce fait, ces manœuvres visaient à transférer le pouvoir présidentiel à I. Aliev en cas d'incapacité du président Gaïdar Aliev.⁴⁸⁹

D'ailleurs les discours de G. Aliev vérifient l'intention de sa succession par son fils. Il a déclaré : *“Je retire ma candidature en faveur d'Ilkham Aliev. Il est mon*

⁴⁸⁴ *Bizim Esr*, 24 Juin 2003, transmis par Araz, Aslanlı, “Azerbaycan'da Devlet Başkanlığı...op.cit.”, p. 34.

⁴⁸⁵ *525-ci Gezet*, 1 Juillet 2003, transmis par Araz Aslanlı, “Azerbaycan'da Devlet Başkanlığı...op.cit.”, p. 34.

⁴⁸⁶ *Keesing's*, Vol.49, No.7/8, Aout 2003, p. 45567.

⁴⁸⁷ On remarque que l'Article 179/1 de la Code Electorale est amendé ultérieurement avec des négociations.

⁴⁸⁸ Hatem, Cabbarlı, “Azerbaycan'da Devlet Başkanlığı Seçimleri ve Türkiye Açısından Değerlendirilmesi”, *Stratejik Analiz*, Vol.4, No.43, Novembre 2003, p.17.

⁴⁸⁹ Damien, Helly, “Azerbaïdjan 2003...op.cit.”, p.107.

successeur politique”.⁴⁹⁰ Il a ajouté que “*C’est un candidat très fort et une personne très intelligente et énergique, je suis sûr qu’il achèvera avec votre aide ce que je n’ai pu finir.*”⁴⁹¹

Au début, la Commission électorale centrale avait accepté les demandes de dix neuf candidats. Mais, douze candidats ont participé à ces élections.⁴⁹² Même si le front d’opposition a tenté de préciser un candidat unique, ses tentatives n’ont pas eu un résultat concret.

Il faut révéler que ces élections présidentielles ont été différentes que les autres élections en Azerbaïdjan. Les autorités du pouvoir ont essayé d’empêcher les organisations non gouvernementales à observer ces élections. Ils ont proposé que seule les organisations azerbaïdjanaises pourraient les observer. Le pouvoir consistait à “la loi sur les unions publiques et les fondations.”⁴⁹³ Néanmoins, suivant les critiques des organisations et leurs recours à la Cour suprême, la Cour a supprimé la décision qui évite le statut d’observateur des organisations pour ces élections de 2003.⁴⁹⁴

En ce qui concerne les résultats officiels des élections présidentielles du 15 octobre 2003, annoncé par la Commission électorale centrale, Ilkham Aliev a été élu le président de la république en obtenant 78 % des voix. Le premier concurrent d’Aliev, Isa Gambar est resté à 12 %.⁴⁹⁵ Même si les autorités de pouvoir ont apprécié les élections comme étant démocratiques et libres, les représentants de l’opposition ont dit que les résultats annoncés ne reflétaient pas la réalité.⁴⁹⁶

Après l’annonce des résultats, à Bakou, plusieurs contestations ont été entamées contre le pouvoir. A cause des violents affrontements, la police est dû prendre de strictes mesures contre les partisans du parti Moussavat et les autres manifestants.

⁴⁹⁰ Corinne, Deloy, “Elections présidentielles en Azerbaïdjan”, 15 Octobre 2003, Voir le site Internet, <http://www.robert.schuman.org/oe/azerbaïdjan/default.htm>.

⁴⁹¹ Discours du président Heidar Aliev, le 2 octobre 2003, annonçant le retrait de sa candidature à l’élection présidentielle, Raphaëlle, Mathey, “Azerbaïdjan 2004 Une Succession Difficile”, *Le Courrier des Pays de l’Est*, No.1047, Janvier - Février 2005, p. 105.

⁴⁹² Les demandes de candidature de A. Mouttalibov et Rasoul Gouliev n’avaient pas été acceptés.

⁴⁹³ Selon cette loi promulguée en juin 2000, les organisations financées à plus de 30 % par des Etats étrangers ne peuvent pas acquérir le statut d’observateur pour les élections présidentielles.

⁴⁹⁴ Damien, Helly, “Azerbaïdjan 2003...op.cit.”, p. 109.

⁴⁹⁵ Voir l’Annexe V pour voir tous les résultats.

⁴⁹⁶ Araz, Aslanlı, “Azerbaycan’da Devlet Başkanlığı...op.cit.”, p.36.

Suivant la tension, on observait plusieurs centaines de personnes arrêtées, une centaine de personnes blessée ce qui était très loin d'être un climat démocratique.⁴⁹⁷

Quant aux interprétations d'observateurs internationaux, plusieurs ont trouvé que les procédures électorales ne satisfaisaient pas les normes internationales. Le rapport de l'OSCE dans son rapport, a critiqué les pressions exercées aux partisans civiles et les interventions dans le dépouillement du scrutin. De même, le président du groupe d'observateur de l'OSCE a mentionné que l'Azerbaïdjan a perdu sa chance pour avoir un processus démocratique.⁴⁹⁸ Egalement, *Human Rights Watch* a averti les autorités azerbaïdjanaises en raison de leurs attitudes envers les civiles pendant le processus de la campagne électorale.

Malgré que la succession d'Aliev ait beaucoup critiquée, Juste après les élections, Aliev a nommé Artur Rasizade comme le premier ministre et il a commencé à former son équipe en balançant les équilibres établis pour ne pas créer une instabilité politique lors des premiers jours de son pouvoir.⁴⁹⁹

3.2. Le dilemme de façade démocratique et de la réalité autoritaire : le problème de la légitimation du régime politique

La légitimité du pouvoir Ilkham Aliev peut être interrogé, car, son père était au pouvoir pendant 10 ans en Azerbaïdjan et il avait préparé soigneusement des conditions nécessaires pour que son fils arrive au pouvoir. Par contre, Ilkham Aliev aussi avait utilisé toutes les opportunités attribuées afin de continuer le pouvoir de sa famille.

L'arrivée au pouvoir d'Aliev fils en 2003 a ouvert une nouvelle période dans la scène politique en Azerbaïdjan même si sa biographie est typique de celle d'un fils de politicien soviétique au pouvoir. De ce fait, il n'a connu aucun succès politique majeur avant de devenir président de l'Azerbaïdjan. Les observateurs ont incité à se

⁴⁹⁷ Damien, Helly, "Azerbaïdjan 2003...op.cit.", p. 110.

⁴⁹⁸ "Republic of Azerbaijan Presidential Election 15 October 2003, ", OSCE / ODIHR Election Observation Mission Report, Warsaw, 12 Novembre 2003, Voir le site Internet, http://osce.org/documents/odihr/2003/11/1151_en.pdf.

⁴⁹⁹ "Prezident İlham Əliyev Artur Rəsizadəni Baş Nazir Təyinatı", *525-ci Gəzət*, 5 Novembre 2003, transmis par Araz, Aslanlı, "Azerbaycan'da Devlet Başkanlığı...op.cit.", p. 40.

demander s'il arrivera véritablement à gouverner véritablement le pays ou si les vrais dirigeants ne seront pas les proches collaborateurs de son père. L'appareil d'Etat se consolide autour de la personne de G. Aliev sans laisser de place à une contestation interne de son autorité.⁵⁰⁰

A la suite de Gaïdar Aliev, la succession par son fils était un sujet de grande curiosité pour le futur du régime politique de l'Azerbaïdjan. Le visage de I. Aliev avait apparu dès la campagne électorale de 2003, en compagnie de son père comme s'il fallait encore consolider sa légitimité.⁵⁰¹ De plus, depuis son arrivée au pouvoir, I. Aliev a tenté de se construire une image d'un réformateur démocratique, voulant moderniser le pays et le rapprocher des standards européens.⁵⁰²

Le président I. Aliev en tant que personnalité politique reflète une image dynamique et démocratique aux yeux des occidentaux. Mais en observant les cadres politiques sous Aliev, il est facile de constater qu'il travaille majoritairement avec des anciens cadres. Certains cadres situés dans des positions critiques étaient difficiles à toucher. Par exemple, *Misir Merdanov*, le ministre de l'Education, *Ali İnsanov*, ministre de la Santé, *Ramiz Mehdiyev*, président de l'office exécutif du président de la République, *Kemaleddin Heidarov*, ministre de douanière et *Ferhad Aliev*, ministre du développement économique, assumaient leurs postes depuis plus d'une décennie.⁵⁰³ Pour donner un exemple concrète, *Polat Bülbülov*, le ministre de Culture, continuait à maintenir son poste depuis 16 ans.⁵⁰⁴ Au commencement, il faut dire que I. Aliev s'est forcé à équilibrer les cadres.

Le président a montré une démarche progressive, montrant ainsi qu'il est parfaitement conscient des divisions de l'élite azerbaïdjanais et des risques de déstabilisation qu'un conflit de clans pourrait entraîner. Il existait une contradiction chez Aliev entre la continuation avec les anciens cadres ou la sélection des jeunes qui sont proches à la mode de pensée occidentale pour effectuer des réformes politiques. Il est possible de dire que Aliev a rassemblé autour de lui un cercle de

⁵⁰⁰ Vicken, Cheterian, "Relève de Génération dans le Sud du Caucase", *Le Monde Diplomatique*, Janvier 2004, p.12-13, Voir le site Internet, <http://www.monde-diplomatique.fr/2004/01/CHETERIAN/10922>.

⁵⁰¹ Damien, Helly, "Azerbaïdjan 2003...op.cit.", p. 107.

⁵⁰² Hasan, Kanbolat, "Azerbaycan Genel Seçimlere...op.cit.", p.40.

⁵⁰³ Kamil, Ağacan, "Azerbaycan'da Demokratikleşme Problemi...op.cit.", p. 32.

⁵⁰⁴ Hasan, Kanbolat, "Azerbaycan Genel Seçimlere...op.cit.", p. 40.

fidèle. Afin de moderniser son gouvernement, Aliev a renvoyé le ministre de la Sécurité nationale, le colonel N. Abbasov.⁵⁰⁵

De plus, en 2004, quatre personnes proches du président ont été chargées d'un portefeuille ministériel. Il existait une autre réforme appliquée pour consolider le rôle du chef du gouvernement et de réduire le nombre de vice premiers ministres de trois à un. Aliev essayait d'assurer le contentement de tous ses partenaires, tout en essayant d'empêcher les désaccords entre les personnes avec toutes leurs conséquences politiques et économiques. Ilkham Aliev devra également se faire l'arbitre des rivalités politiques entre les différences composantes de l'élite dirigeante, et notamment entre la nouvelle et l'ancienne génération.⁵⁰⁶

I. Aliev a rapidement assuré qu'il maintiendrait les politiques existantes et garantirait la stabilité et la continuité. Il a déclaré également que *“le problème le plus grave pour l'Azerbaïdjan est l'occupation par l'Arménie d'une partie du territoire azerbaïdjanais.”*⁵⁰⁷ Il a aussi admis qu'il devrait prendre des distances avec le système actuel du népotisme pour favoriser la stabilité à long terme et le développement d'institutions modernes.

Quand certains critiquent ses politiques en matière de la démocratie, lors d'un discours, Ilkham Aliev a mentionné : *“dans les conditions défavorables comme des conflits intérieurs, des coups d'Etat, il sera ridicule d'attendre d'Azerbaïdjan une démocratie comme les standards européennes. Mais ce qui est important ce que l'on avance dans ce processus.”*⁵⁰⁸

Après avoir réglé les équilibres internes de son gouvernement, Ilkham Aliev a donné la priorité à la politique étrangère, car, le président avait besoin de soutiens extérieurs pour légitimer son autorité sur le plan international. La question de sa légitimité était également importante pour gagner la confiance de la communauté internationale. Dans ce but, il fallait que I. Aliev maintienne d'une diplomatie bien ciblée. Le

⁵⁰⁵ Raphaëlle, Mathey, “Azerbaïdjan 2004...op.cit.”, p. 106.

⁵⁰⁶ Ibid., pp.106-107.

⁵⁰⁷ Alain, Chevalérias, “ Entretien avec Ilkham Aliev, Azerbaïdjan : Au nom du Père...”, *Politique Internationale*, No.104, Été 2004, p. 71.

⁵⁰⁸ “Azerbaycan Seçim Yasasına ‘Aliyev’ Ayarı”, 15 Août 2003, Voir le site Internet, <http://www.ntv.com.tr/news/229025.asp>.

président a commencé à améliorer ses relations avec ses voisins et les puissances occidentaux.

Si on commence par la Russie, Vladimir Poutine est l'une des premières ayant félicité pour sa nomination présidentiel.⁵⁰⁹ Moscou était content des politiques de Gaïdar Aliev et de son successeur qui a tenté d'améliorer des relations amicales avec la Russie, a travers des accords de coopération militaire et d'assistances techniques signées en 2003 qui prévoyait un programme de formation des officiers azerbaïdjanais dans des établissements russes et la fourniture de matériel militaire. De plus, les deux pays ont agité ensemble en matière de la lutte contre le terrorisme et les trafics illégaux.

Pour les relations avec les Etats-Unis l'Azerbaïdjan a mis en place d'une coopération dans le domaine de la défense et de sécurité.⁵¹⁰ Aliev a aussi essayé d'approfondir ses relations avec l'OTAN. Chaque année une semaine de l'OTAN est organisée à Bakou afin de rapprocher le public aux politiques de l'OTAN.⁵¹¹

A part le maintien d'une diplomatie ciblée, Aliev a mis l'accent sur le développement économique de l'Azerbaïdjan, car selon lui, le fait d'offrir de bonnes conditions de vie au peuple pourrait rapprocher le peuple avec le pouvoir. La politique du développement d'Aliev consiste en la création des programmes d'emplois. En 2005, quelques 300 000 des 600 000 créations d'emplois annoncées ont été effectives.⁵¹²

De plus, l'augmentation de la production de pétrole et de ses revenus a assuré une croissance de prospérité en Azerbaïdjan. Tandis que le produit interne brut était 3,1 milliards de dollars en 1995, ce chiffre est atteint à 12,6 milliards de dollars en 2005.⁵¹³ Grâce aux revenus pétroliers, le gouvernement Aliev utilise avec l'habilité les manœuvres de pouvoir.

⁵⁰⁹ Araz, Aslanlı, "Azerbaycan'da Devlet Başkanlığı...op.cit., p. 39.

⁵¹⁰ Raphaëlle, Mathey, "Azerbaïdjan 2004...op.cit", p.113.

⁵¹¹ "Semaine de l'Otan en Azerbaïdjan", 3 Juillet 2006, Voir le site Internet, <http://www.nato.int/docu/update/2006/07-july/f0703a.htm>.

⁵¹² Raphaëlle, Mathey, "Azerbaïdjan 2005...op.cit.", p. 109.

⁵¹³ "Azerbaijan at a Glance", Voir le site Internet, http://devdata.worldbank.org/AAG/aze_aag.pdf.

En 2005, il est possible de constater l'accroissement d'un grand nombre de salaire des fonctionnaires d'Etat. Par exemple, tandis que les revenus des bureaucrates du ministre des affaires étrangères haussaient trois fois en un an, les salaires des fonctionnaires de sécurité avaient été accrus cinq fois plus. Cette situation reflète la consolidation de l'autorité d'Aliev étant donné qu'il assure la croissance de pouvoir d'achat des individus.⁵¹⁴

En raison de l'harcèlement continu du gouvernement, comme la détention, des amendes, l'abus physique ou l'exclusion d'université surtout de groupes de jeunesse qui ont une relation avec l'opposition, la société civile a été affectée. De plus, alors que la croissance économique assure un effet positif sur la stabilité politique et économique, elle crée aussi au coût de pression gouvernementale sur la société civile, la presse, les pouvoirs locaux et le système judiciaire. Par conséquent, la corruption, surtout parmi les fonctionnaires, reste l'un des plus grands obstacles au progrès démocratique.⁵¹⁵

Il y a une tendance vers la concentration des pouvoirs. En Azerbaïdjan certaines personnalités politiques sont à la tête des holdings tentaculaires et puissantes. Par exemple, *ATA Holding*, qui inclut notamment la société de pêche *Caspian Fish*, mais également plusieurs sociétés très rentables dans les secteurs de la construction et de l'assurance, est dirigé par le ministre des Douanes, K. Gueidarov. De plus, *AZ Pétrole*, avec son chef Rafik Aliev et son frère F. Aliev ministre du développement économique, est spécialisé dans l'acheminement des hydrocarbures, la distribution d'essence, les transports et la construction.

3.3. Les relations entre le pouvoir et l'opposition

Etant donné que le processus de l'arrivée au pouvoir de I. Aliev était mis en question par l'opposition et les observateurs étrangers, les attitudes du président vis-à-vis l'opposition avaient été un sujet de curiosité pour ce dernier, car la succession du pouvoir inquiétait les représentants de l'opposition et les observateurs internationaux au sujet de la nature de régime politique qui se déroule en Azerbaïdjan.

⁵¹⁴ Hasan, Kanbolat, "Azerbaycan Genel Seçimlere...op.cit.", p. 38.

⁵¹⁵ Nations in Transit 2006, <http://www.freedomhouse.hu/nit.html>.

Comme il a été déjà mentionné des élections présidentielles de 2003, la plupart des partis d'opposition ont été condamnés et emprisonnés sous prétexte qu'ils aient causé le désordre public. Les autorités azerbaïdjanaises avaient contrôlé toutes les activités des partis d'opposition.⁵¹⁶

Pour analyser les relations entre le pouvoir et l'opposition, on peut examiner d'abord, les élections municipales de 2004⁵¹⁷. Les trois partis d'opposition ont boycotté ces élections.⁵¹⁸ Il s'agissait d'un message destiné à la communauté internationale pour montrer que le processus politique n'est pas aussi démocratique.⁵¹⁹ De plus, le taux de participation était très bas par rapport aux autres élections,⁵²⁰ car cela peut être expliqué comme une indifférence par rapport aux élections municipales dans lesquelles le pouvoir central prédominait sur les pouvoirs locaux. Vu que tous les politiques domestiques se discutent au tour du président de la République, le rôle des pouvoirs municipaux n'a pas été bien saisi en Azerbaïdjan.

Si on examine la structure de Parlement, il est possible d'exprimer l'existence de l'opposition tolérée par le gouvernement, les autres étant complètement tenus à l'écart de la vie politique. Dès les élections législatives de 2000, le taux de représentation de l'opposition était très bas.⁵²¹

En fait, s'il faut parler des élections législatives de 2005 de l'Azerbaïdjan, il est possible de les mettre en place dans une autre catégorie que les autres. Car, ces élections se sont déroulées sous l'ombre des révolutions démocratiques vécues en Géorgie, en Ukraine et en Kirghizistan. Ces mouvements politiques pourraient créer un effet de domino sur l'Azerbaïdjan. Désormais, soit la communauté internationale soit les partis d'opposition sont plus attentifs pour que l'Azerbaïdjan accomplisse

⁵¹⁶ Raphaëlle, Mathey, "Azerbaïdjan 2004...op.cit.", p. 107.

⁵¹⁷ Selon les résultats de l'élection municipale du décembre 2004, le YAP a obtenu 64,5 % des votes. Les résultats ont été annulés avec 409 circonscriptions dues aux violations de législation d'élection. Alors que le taux de participation était 49 %, dans certaines municipalités ce taux était 20%. Les résultats des élections ont été invalidés dans quelques 135 municipalités.

⁵¹⁸ Ces partis étaient le parti Moussavat, le FPA et le parti démocratique d'Azerbaïdjan. Nations in Transit 2006, <http://www.freedomhouse.hu/nitransit/2006/azerbaijan2006.pdf>.

⁵¹⁹ Agasi, Hun, "Azerbaïdjan : La vague démocratique d'abord déferlée sur la Géorgie, avant d'aborder l'Ukraine. Elle aurait pu être l'événement en Octobre 2003, en Azerbaïdjan", Entretien avec le leader de Mousavat, Isa Gambar, 11 Janvier 2005, Voir le site Internet, http://www.caucas.com/home/breve_contenu.php?id=145.

⁵²⁰ Le taux de participation était 46,34 % selon les données de la Commission électorale centrale. Voir le site Internet, <http://www.cec.gov.az/en/3municipal2004/decision/decisionmp1-1.htm>.

⁵²¹ Raphaëlle, Mathey, "Azerbaïdjan 2004...op.cit.", p. 107.

une transition politique vers le régime démocratique. En d'autre terme, les élections législatives de 2005 étaient un test pour l'Azerbaïdjan en matière son choix dans son régime politique.

Au sujet du risque d'une révolution du type géorgien et ukrainien, le président Ilkham Aliev, a dit : *“Je ne m'attends pas au danger d'une révolution de velours en Azerbaïdjan. Les révolutions n'apparaissent que lorsqu'il existe un gouffre profond entre la population et le pouvoir, ou un manque de confiance envers les autorités politiques”*.⁵²²

Il est possible aussi d'observer à la différence entre les autres élections dans lesquelles le peuple azerbaïdjanais avait gardé le silence durant le pouvoir de G. Aliev. Ce cas a commencé à se mobiliser plus activement pour ces élections.⁵²³ Puis, à l'égard de l'opposition, on peut mentionner que pendant le période d'Aliev père, il y avait une stratégie que l'on peut résumer en l'harmonie dans le pouvoir, le chaos dans l'opposition. Mais, ce cas était l'inverse pendant le période d'Ilkham Aliev.

Pour les élections législatives de 2005, les principales parties d'opposition⁵²⁴ se sont unies sous l'égide de coalition d'Azadlıq. Voire, sous l'effet des révolutions démocratiques à Tbilissi et Kiev, le bloc Azadlıq a choisi la couleur orange pour une éventuelle révolution.⁵²⁵ Le bloc d'Azadlıq a réussi de designer un candidat unique dans 115 circonscriptions électorale.⁵²⁶ De plus, on observe une autre formation d'opposition s'appelait le “Bloc de partis politiques du Nouvel Politique” qui inclut de partis mineurs et certains hommes politiques anciens.⁵²⁷

Les partis d'opposition, lors de leurs discours, ont fait les promesses au peuple en disant qu'ils allaient assurer l'unification d'Azerbaïdjan avec les institutions euro

⁵²² “Pas de Risque de Révolution de Velours en Azerbaïdjan” Ilkham Aliev, 14 Mars 2005, Bakou, Voir le site Internet, <http://www.caucas.com/home/depeches.php?idp=274>.

⁵²³ Kamil, Ağacan, “Azerbaycan'da Seçim Hazırlıkları”, *Stratejik Analiz*, Vol.6, No.66, Octobre 2005, p.12.

⁵²⁴ Ces partis sont le parti Moussavat (Isa Gambar), le FPA (Ali Kerimli) et le Parti démocrate d'Azerbaïdjan (Rassoul Gouliev).

⁵²⁵ Hasan, Kanbolat, “Azerbaycan Genel Seçimlere...op.cit.”, p. 43.

⁵²⁶ Kamil, Ağacan, “Azerbaycan'da Demokratikleşme Problemi...op.cit.”, p.32.

⁵²⁷ Elhan, Mehdiyev, “Azerbaycan'da Demokrasi Bir Başka Sonbahara mı Ertelendi?”, *Stratejik Analiz*, Décembre 2005, p.85.

atlantiques en le rendant plus moderne et démocratique. De plus, ils ont accusé le pouvoir de n'avoir pas pris en considération les demandes du peuple.

Si on élabore le processus d'enregistrement des candidatures, il s'est déroulé sans entraves. Plus de 2000 candidats ont pu se présenter.⁵²⁸ Malgré l'intérêt général du peuple, ces élections législatives n'ont pas vraiment mobilisé les électeurs ; ils n'ont été que 42,2 % à participer à ce scrutin.⁵²⁹ Près de 1.300 observateurs internationaux se sont été présentés dans tout le pays dont 600 par l'OSCE ainsi que plus de 2.000 observateurs azerbaïdjanais indépendants sous l'égide de "*Election Monitoring Center*" (EMC) qui est une organisation non gouvernementale financée par les Etats Occidentaux.⁵³⁰

Ensuite, pour ces élections législatives, les pressions des pouvoir étrangers se sont accru à cause des inquiétudes du régime politique de l'Azerbaïdjan. Par exemple, le vice président du ministère des affaires étrangères des Etats-Unis, *Qlin Devis* a souligné en juillet 2005 si les élections législatives ne se déroulent pas conformément aux critères démocratiques, les relations mutuelles seront endommagées.⁵³¹ D'ailleurs, le fait du nombre énorme des observateurs étrangers est relatif à la réalisation d'une élection libre et démocratique.

Pourtant, face aux pressions des Américains et des Européens, le président I. Aliev, a consenti à donner quelques gages de bonne volonté, telle que l'adoption d'un système d'encrage ineffaçable qui signe chaque électeur afin de s'assurer qu'il ne votera pas deux fois.⁵³²

Les élections ont eu lieu le 6 Novembre 2005. Les résultats officiels ont annoncé la victoire du YAP, ayant la majorité avec 58 sièges, mais aussi le gain de 42 sièges par

⁵²⁸ Lors des élections de 2000, il y avait 400 candidatures. Raphaëlle, Mathey, "Azerbaïdjan 2005...op.cit.", p. 109.

⁵²⁹ Keesing's, Vol.51, No.11, Novembre 2005, p.46955.

⁵³⁰ François, Gremy, "Azerbaïdjan : Défaite, l'opposition bas en Brèche et promet une Bataille Constitutionnelle pacifique", 8 Novembre 2005, Voir le site Internet, http://www.caucas.com/home/breve_contenu.php?id=290.

⁵³¹ Kamil, Ağacan, "Azerbaycan'da Seçim Hazırlıkları...op.cit.", p.13.

⁵³² Jean- Frédéric, Saumont, "Election Législatives : le Rêve Orange de l'Opposition", 5 Novembre 2005, Voir le site Internet, http://www.rfi.fr/actufr/articles/071/article_39615.asp.

des candidats indépendants pour la plupart favorable au pouvoir alors que le principal partis d'opposition restait très minoritaire au Parlement.⁵³³

Après l'annonce des résultats, les partis d'opposition ont déclaré qu'ils ne reconnaissent pas la validité du scrutin du 6 novembre. La coalition d'*Azadlıq* a organisé une manifestation post-électorale pour protester les résultats de ce scrutin. La manifestation faite avec plus de 20.000 personnes, a eu pour objectif de dénoncer de fraudes et de contester sur la validité les élections.⁵³⁴ Les leaders de l'opposition ont manifesté leurs mécontentements.

Ali Kerimli, leader du Parti du FPA, a articulé : *“Nous ne reconnaissons pas la légitimité du Parlement. Ces élections législatives ne pouvaient pas refléter la volonté du peuple d’Azerbaïdjan. Il y a eu des fraudes massives. Ce n’était pas une élection mais une mauvaise imitation A partir de mardi, nous entamerons notre lutte pacifique dans le cadre de la Constitution pour invalider les résultats frauduleux.”*

⁵³⁵ D'autre part, le parti de Moussavat a décidé non seulement de boycotter ses 5 sièges mais aussi, de ne participer pas aux élections partielles qui devraient se tenir en mai 2006.⁵³⁶ Le leader du Parti libéral, Lala Chevket Gadjeva a refusé son siège au parlement.⁵³⁷

En Azerbaïdjan, il existe une opinion très étendue que les élections s'effectuent en formalité. Voire, plusieurs prétendent que la liste des ministres est prête avant les élections. Un événement vécu dans une circonscription du nord du pays confirme ces hypothèses. Lors que le chef du comité de la ville a tenté de modifier les résultats à la faveur du candidat du Parti du YAP, il avait en avouant ;

“Je sais que je commets un délit et si cela est mise en lumière, je sais que je pourrais être emprisonné pour 7 ans, mais quand même, je suis obligé de le faire.” Seul

⁵³³ Voir l'Annexe IV.

⁵³⁴ François, Gremy, “L'Opposition Azerbaïdjanaise se fédère sous une Nouvelle Coalition”, 14 Novembre 2005, Voir le site Internet, http://www.caucaz.com/home/breve_contenu.php?id=292.

⁵³⁵ Corinne, Deloy, “Le Parti au Pouvoir Arrive En Tête de Elections Législatives Contestées par l'Opposition”, 7 Novembre 2005, Voir le site Internet, <http://www.robert-schuman.org/oe/azerbaïdjan/legislatives/resultats.htm>.

⁵³⁶ En raison de nombreuses plaintes, les résultats ont été annulés dans dix circonscriptions. Pour ces dix sièges, l'élection partielle a été effectuée le 13 mai 2006.

⁵³⁷ Raphaëlle, Mathey, “Azerbaïdjan 2005...op.cit.”, p 110.

cette situation aussi reflète la domination du parti du pouvoir sur toutes les institutions électorales.⁵³⁸

Quant aux interprétations des organisations internationales, les critiques montrent que l'Azerbaïdjan n'a pas atteint au niveau démocratique souhaité. Le rapport de l'OSCE affirme que les élections n'ont pas été conformes aux engagements de l'Azerbaïdjan vis-à-vis de l'OSCE. Surtout le moment d'enregistrement des candidatures inclut plusieurs falsifications.⁵³⁹

Il est possible de dire que les élections législatives de 2005 ont accru la distance entre le pouvoir et l'opposition. Pour le moment, à l'égard de l'opposition, le fait de changer les enjeux politiques se voit difficile. Comme les élections ne sont pas conformes tout à fait aux standards européenne, l'orientation vers un régime autoritaire met en question aussi la légitimité du pouvoir Aliev.

Il faut se demander si l'orientation politique de l'Azerbaïdjan sera vers l'ancien système politique en tenant en compte des dynamiques internes et externes, ce qui attend l'Azerbaïdjan dans son avenir. Pour l'instant, on doit attendre d'une manière optimiste les élections présidentielles de 2008 qui pourraient être une occasion pour mettre en place la nature du régime politique de l'Azerbaïdjan.

3.4. L'exercice des médias

La situation des médias a été l'une des sujets les plus critiqués en Azerbaïdjan. Malgré l'abolition de la censure sur les médias en 1998, la liberté des masses médias n'a pas pu atteindre à un niveau sollicité pendant le période de G. Aliev. Bien que l'arrivée au pouvoir de I. Aliev signifie une phase de transition politique, ses relations avec l'opposition et même son processus d'arrivée au pouvoir restait dans l'ambiguïté à l'égard des critères démocratiques.

En effet, on observe certains reformes qui sont entrées en vigueur sur la loi des médias en 2003 selon laquelle les formalités de création et d'enregistrement des médias ont été facilitées et la protection des sources des journalistes a été élargie.

⁵³⁸ Kamil, Ağacan, "Azerbaycan Seçimleri Şaibe Altında", *Stratejik Analiz*, Vol.6, No. 68, Décembre 2005, p.15.

⁵³⁹ Ibid., p.15.

Désormais, les interdictions et les punitions contre les journaux ne peuvent être prises que sur une décision juridique. Mais, vu que l'indépendance de la justice n'est pas entièrement acquise, cette caractéristique de la loi permettait au gouvernement d'exercer des pressions sur les médias indépendants.⁵⁴⁰

Quand on regarde la pratique, on peut dire que l'élection présidentielle de 2003 la période post-électorale a été déterminée par l'absence de pluralisme du secteur audiovisuel. Les pressions variées des autorités sur la presse écrite d'opposition et la presse indépendante montrent que les engagements pris par l'Azerbaïdjan en matière de liberté de la presse n'ont pas été respectés. Par exemple, Rauf Arifoglu, le rédacteur en chef du quotidien d'opposition *Yeni Musavat* et vice-président du parti d'opposition Moussavat, a été arrêté et en détention mis en prison pour trois mois à Bakou le 27 octobre 2003.⁵⁴¹

En 2004, la situation des médias continuait à s'aggraver. Les journalistes étaient emprisonnés, et il y a eu les liquidations des journaux et l'interdiction de la vente des publications de l'opposition.⁵⁴² Selon le rapport de 2004 de l'organisation de *Reporter sans frontières*, "il n'y avait pas de médias indépendants en Azerbaïdjan." La presse d'opposition et la presse indépendante, politisée à outrance, a subi des pressions aussi bien directes qu'insidieuses de la part des autorités, et ce dans tous les domaines."⁵⁴³

Début de janvier 2005, la publication du journal d'opposition azerbaïdjanais, *Yeni Musavat*, a dû une nouvelle fois être suspendu. Avec plus d'une dizaine de procès intentés pour diffamation par des hauts placés du gouvernement et du milieu des affaires azerbaïdjanais, le journal a subi plus de 100.000 dollars d'amende. En 2005, la disparition du journaliste Elmar Gousseinov,⁵⁴⁴ le 2 mars 2005, a montré la

⁵⁴⁰ "Azerbaïdjan, Rapport Annuel 2003", Voir le site Internet, http://www.rsf.org/article.php3?id_article=6555.

⁵⁴¹ "Azerbaïdjan, Rapport Annuel 2003", Voir le site Internet, http://www.rsf.org/article.php3?id_article=6555.

⁵⁴² Raphaëlle, Matyev, "Azerbaïdjan 2004...op.cit.", p.112.

⁵⁴³ Azerbaïdjan, Rapport Annuel 2004, Voir le site Internet, http://www.rsf.org/article.php3?id_article=9837.

⁵⁴⁴ Elmar Husseinov était rédacteur en chef de l'hebdomadaire d'opposition *Monitor* qui était une hebdomadaire écrite en russe et ayant 6 mille de tirage. L'hebdomadaire publiait dans ses rubriques de nouvelles sur la corruption entre les groupes d'intérêt au sein du pouvoir.

situation de l'indépendance des médias en Azerbaïdjan. Cet assassinat est une atteinte risquée au développement démocratique de l'Azerbaïdjan.⁵⁴⁵

De plus, selon les annonces de l'opposition, on ne peut pas parler d'un média libre en Azerbaïdjan. Pour ce sujet, Ali Kerimli, leader du FPA a expliqué que *“la télévision est sous le contrôle du pouvoir en Azerbaïdjan. Pendant le processus de campagne électorale, les chaînes publiques consacrent seulement 4 minutes d'émission par jour aux partis d'opposition. D'autre part, les chaînes privées demandent de grands prix pour émission. Par exemple, ANS demande 800 dollars pour une minute aux partis politiques.”*⁵⁴⁶

Les autorités ont sollicité des stations de radio locales pour arrêter la diffusion des programmes de radio préparés par les médias étrangers comme la BBC, Radio Free Europe/Radio Liberty et La Voix de l'Amérique. L'un des journalistes connu de l'opposition, Sakit Zahidov, a été condamné pour trafic de drogue le 4 octobre.⁵⁴⁷ Zahidov, qui a souvent décrit la corruption du gouvernement, a été condamné à trois ans de prison.⁵⁴⁸ Depuis en octobre 2005, le bloc d'opposition d'*Azadlıq* continue à émettre la chaîne d'*Azadlıq* en Azerbaïdjan.⁵⁴⁹ Malgré l'admission du pays au Conseil de l'Europe, les droits de l'Homme en Azerbaïdjan continuent à inquiéter. L'Occident devrait surveiller à l'oeil cette région, de plus en plus proche de l'Europe.

L'OSCE a averti que la liberté de la presse était en train de décliner en Azerbaïdjan. Les diplomates de l'OSCE sont passés voir les autorités azerbaïdjanaises pour demander plus de protection envers les journalistes et a critiqué aussi les autorités étant donné qu'ils limitent des émissions de radios et des autres sorties de presse étrangères. Le journal d'*Azadlıq* a été menacé de l'expulsion de ses bureaux à Bakou pour ne pas avoir payé paraît-il des milliers de dollars de loyer. D'autre part, les autorités azerbaïdjanaises ont décidé d'arrêter les émissions d'ANS le 24 novembre 2006.⁵⁵⁰

⁵⁴⁵ Keesing's, Vol.51, No.3, Mars 2005, p.46531.

⁵⁴⁶ Hasan, Kanbolat, “Azerbaycan Genel Seçimlere...op.cit.”, p. 39.

⁵⁴⁷ Son frère *Qanimat* était le rédacteur en chef du journal d'opposition *Azadlıq*.

⁵⁴⁸ Jean, Granoux, “La Liberté de la Presse à l'Épreuve”, 18 Novembre 2006, Voir le site Internet, <http://www.caucas.com/home/depeches.php?idp=1824>.

⁵⁴⁹ Hasan, Kanbolat, “Azerbaycan Genel Seçimlere...op.cit.”, p.39.

⁵⁵⁰ Kamil Ağacan, “Azerbaycan : Denge Politikasında Basın Özgürlüğü”, 30 Novembre 2006, Voir le site Internet, <http://www.asam.org.tr/tr/yazigoster.asp?ID=1276&kat2=2>.

Les autorités azerbaïdjanais ont apporté certaines limites aux libertés de presse en 2006. Le Comité Suprême de radio et de télévision d'Azerbaïdjan a décidé d'expulser le journal d'*Azadliq* indépendant et les nouvelles de *Turan* entretiennent de leur emplacement partagé. Les autorités ont empêché sérieusement la capacité de journalistes indépendants pour travailler en Azerbaïdjan.⁵⁵¹ Le pouvoir azéri avait averti le journal et le parti de leur éviction imminente.⁵⁵²

De plus, selon le rapport de *Freedom House*, la presse continue à fonctionner sous la pression gouvernementale et légale, avec la plupart de sorties d'opposition fait face à la tribulation financière substantielle devant des hautes peines de diffamation et aux ressources limitées. De plus, l'Azerbaïdjan est montré l'une des pays n'ayant pas les libertés.⁵⁵³

3.5. La mise en œuvre des libertés fondamentales

Le cadre législatif de l'Azerbaïdjan inclut les droits et les protections pour la conduite de procès justes en conformité avec les normes internationales. Cependant, on observe que les véritables procédés légaux en pratique n'ont pas été dirigés toujours dans une manière qui garantirait l'implémentation de droits. D'ailleurs, le processus de l'arrivée au pouvoir de I. Aliiev avait subi une vaste critique en matière des libertés politiques. Soit après l'annonce des résultats des élections de 2003 et soit des élections législatives de 2005, les événements vécus comme l'arrestation de milliers de personnes par la police avaient inquiété la communauté internationale. Lors que les partisans de l'opposition ont manifesté pour montrer qu'ils n'ont pas reconnu les résultats des élections, ils avaient confronté avec des forces de police.

Par exemple, Eldar Zeynalov, président du Centre pour les droits de l'Homme en Azerbaïdjan et Mme Leyla Yunus, directrice de l'Institut pour la paix et la démocratie, ont été victimes d'attaques et d'actes de harcèlement en avril 2003. Durant le séjour de E. Zeynalov dans la région du Haut-Karabakh, les autorités

⁵⁵¹ "Azerbaijan Media Freedoms", 29 Novembre 2006, Voir le site Internet, <http://www.state.gov/r/pa/prs/ps/2006/77099.htm>.

⁵⁵² Jean, Granoux, "L'Azerbaïdjan muselle un journal et un parti d'opposition", 27 Novembre 2006, Voir le site Internet, <http://www.caucaz.com/home/depeches.php?idp=1911>.

⁵⁵³ Freedom in the World 2005, Freedom House, Voir le site Internet, <http://www.freedomhouse.org/research/freeworld/2005/table2005.pdf>.

avaient lancé contre lui une vaste campagne de diffamation en l'accusant de travailler contre les intérêts du pays et d'avoir d'une origine arménienne.⁵⁵⁴

Si on prend en considération les rapports du Conseil de l'Europe et de l'OSCE, ils ont fait des nombreuses entraves au respect des libertés fondamentales. Par exemple, selon le Conseil de l'Europe, la contestation du droit de réunion est l'une des violations les plus graves et les plus inadmissibles des engagements et obligations de l'Azerbaïdjan envers une Europe démocratique. La répression violente de plusieurs manifestations publiques et les nombreuses arrestations qui suivent ont fait l'objet de vives critiques. Les allégations répétées de tortures et de mauvais traitement infligés aux accusés aux témoins et aux prisonniers sont toujours d'actualité.⁵⁵⁵

On peut néanmoins observer quelques améliorations. Afin de mettre en pratique les recommandations du Conseil de l'Europe, les prisonniers politiques ont été libérés. Presque tous les politiciens ont soutenu que l'Azerbaïdjan devait viser l'intégration dans les structures européennes et euro atlantiques pour apporter la sécurité à la région et la prospérité à sa population.

Toutefois, I. Aliev a décidé de régler la question des prisonniers politiques. Le président a signé plus de cinq décrets de grâce, en libérant 363 prisonniers le 11 mai 2004 parmi lesquels des figures symboliques comme Alikram Gumbatov, Sourat Gousseinov ou Iskender Gamidov.⁵⁵⁶ De plus, la détention de Ruslan Bashirli, le leader du mouvement de *Yeni Fikir*, en août 2004 était importante pour montrer les restrictions des mouvements opposants contre le pouvoir.⁵⁵⁷

Pourtant, la condamnation à des peines de 2 ans et demi à 5 ans de prison de 7 personnalités⁵⁵⁸ de l'opposition ayant participé aux manifestations qui suivaient la déclaration des résultats de l'élection de 2003 lance une nouvelle image sur le pays.

⁵⁵⁴ Jean Viard, "Les Défenseurs des Droits de l'Homme à l'Epreuve du tout-Sécurité", Rapport Annuel 2003, pp.180-181, Voir le site Internet, <http://www.fidh.org/IMG/pdf/Rappfrdef.pdf>.

⁵⁵⁵ Raphaëlle, Mathey, "Azerbaïdjan 2005...op.cit.", p.111.

⁵⁵⁶ Keesing's, Vol.50, No.5, Mai, 2004, p.46029.

⁵⁵⁷ Keesing's, Vol.51, No.7/8, Aout 2005, p. 46789.

⁵⁵⁸ Il s'agit de *Rauf Arifoğlu*, le rédacteur en chef du périodique d'opposition *Yeni Moussavat*, *Arif Ajili*, le numéro deux du parti d'opposition *Moussavat*, *Panah Husseinov*, le chef du Front Populaire, *Sardar Jalaoglu*, le leader du Parti démocratique d'Azerbaïdjan, *Ibrahim Ibrahimli*, le Vice-président du Parti de *Musavat*, *Igbal Agazadeh*, le membre du Parlement et le président du Parti *Umid* et *Etimad Assadov*, le président de la Société d'Invalides de Guerre de Karabakh. "Report From The

Grâce aux amnisties, l'Azerbaïdjan a toutefois pratiquement liquidité la question des prisonniers politiques, qui est une mesure essentielle pour le Conseil de l'Europe. Par ailleurs, l'engagement de créer une télévision publique, autonome et pluraliste a enfin été honoré même si l'on peut regretter que l'Etat en reste le principal actionnaire.⁵⁵⁹

Le gouvernement limite souvent la liberté d'assemblée, surtout des partis politiques d'opposition. L'enregistrement dans le ministère de justice est exigé pour une organisation non gouvernementale fonctionner comme une entité légale, et le procédé d'enregistrement a été décrit comme encombrant et non transparent. Le meurtre récent d'un journaliste d'opposition éminent, Elmar Gousseinov, par les auteurs inconnus en mars 2005 a augmenté des inquiétudes sérieuses de la capacité des journalistes pour rapporter et publier librement.⁵⁶⁰

Quand il y a des critiques face aux attitudes du gouvernement azéri pour les droits et des libertés, les Azerbaïdjanais reconnaissent que, sur le plan politique, leur pays est toujours dans une phase de transition. De nombreux citoyens n'ont pas encore découvert les avantages d'un système démocratique occidental.

Dans la dimension économique, la corruption est profondément retranchée à travers la société, avec les fonctionnaires ayant tenu rarement des responsabilités pour engager dans les pratiques corrompues. L'Azerbaïdjan a été classé 137 de 158 pays examinés selon le rapport de *Transparency International*.⁵⁶¹ Les critiques faites aux autorités azerbaïdjanais en matière de libertés fondamentales montrent que l'Azerbaïdjan doit avancer ses reformes si elle souhaite avoir une vrai démocratie.

Trial Monitoring Project in Azerbaijan 2003- 2004, OSCE/ODIHR” Bakou, p.8, Voir le site Internet, http://www.osce.org/publications/odihr/2005/04/13762_209_en.pdf.

⁵⁵⁹ Raphaëlle, Mathey, “Azerbaïdjan 2005...op.cit.”, p.111.

⁵⁶⁰ OSCE/ODIHR Needs Assessment Mission Report “Republic of Azerbaijan Parliamentary Elections Novembre 2005, http://www.osce.org/documents/odihr/2005/06/15231_en.pdf.

⁵⁶¹ Corruption Perception Index 2005, Voir le site Internet, www.transparency.org/policy_research/surveys_indices/cpi/2005

CONCLUSION

Après la dissolution de l'Union soviétique, les nouveaux Etats indépendants ont passé une période de démocratisation et de libéralisation économique. Dans cette période de transition politique, ces Etats ont été obligé de redéfinir leurs propres régimes politiques, leurs principes de droits de l'homme et aussi leurs séparations des pouvoirs avec de nouvelles Constitutions.

Tout au long de son histoire, après avoir passé une courte expérience d'Etat démocratique et puis une période assez longue sous la domination soviétique l'Azerbaïdjan a été confronté, après son indépendance, aux difficultés en matière de l'établissement de la démocratie. Du fait que l'éclatement de l'Union soviétique n'a prévu aucune méthode d'administration politique pour les nouvelles Etats. L'Azerbaïdjan qui est le pays le plus peuplé du Caucase du Sud, a eu plusieurs difficultés plus que les autres ; à déterminer et à mettre en pratique son régime politique. On peut ajouter que le processus démocratique ne s'est pas créé d'une manière permanente.

Il est possible de dire que la divergence des axes démocratiques et autoritaires envers les enjeux endogènes et exogènes demeure dans le régime politique de l'Azerbaïdjan. Quand il s'agit de l'effet russe, la Russie a un caractère omniprésent sur la vie politique azerbaïdjanais soit par son héritage administratif de la classe dirigeante azéri ; soit par ses interventions implicites dans les affaires intérieures menaçant l'ordre politique du pays.

En ce qui concerne la convenance de la structure sociale de l'Azerbaïdjan avec un régime démocratique, la distance entre la société et l'Etat, le manque d'une culture politisé, le niveau élevé de la corruption, les relations consistées sur le népotisme et l'inégalité économique au sein du peuple fragilise l'orientation du régime politique vers la démocratie.

De plus, il faut révéler que l'Azerbaïdjan possède des richesses énergétiques considérables. Par ce potentiel stratégique, elle a besoin des rapprochements politiques et économiques avec différents acteurs internationaux ; ce qui rend difficile les transitions politiques rapides pour l'autorité azerbaïdjanaise.

Un autre enjeu relatif au régime politique azerbaïdjanais est le conflit du Haut Karabakh. Ce conflit est aujourd'hui dans l'impasse. D'une part, il a incité les premières indices de l'identité nationale azerbaïdjanaise pour son indépendance, de l'autre part, il a retardé le processus démocratique en Azerbaïdjan. On peut évoquer que même aujourd'hui, l'Azerbaïdjan continue à manifester des politiques étrangères à vocation d'affirmer son existence malgré son conflit du Haut-Karabakh ce qui signifie l'occupation d'un cinquième du territoire du pays par les Arméniens.

Dans les dernières années, le système politique de l'Azerbaïdjan s'est ouvert aux enjeux extérieurs. L'incitation des puissances occidentales et des vagues de mutations dans les autres ex-républiques à vocation démocratique a poussé à amplifier les attentes d'un régime plus stable et démocratique en Azerbaïdjan.

L'évolution du régime politique porte des indices parallèles avec ces enjeux diversifiés agissant sur la vie politique azerbaïdjanaise. Si on étudie le fonctionnement du régime, vu qu'il existe un régime présidentiel, il est possible de mentionner que les attitudes des leaders ont été déterminantes à l'égard du processus du régime.

Après avoir déclaré son indépendance grâce aux mouvements nationalistes, les politiques de Mouttalibov ont tenté de maintenir l'ancien système politique. En ce qui concerne la période du président Eltchibey, on observe plusieurs efforts de réformes ayant une rupture avec les traditions étatiques du régime soviétique. Mais, sortant d'une longue période de culture politique totalitaire, l'inexpérience politique, le manque d'institutionnalisation et le conflit du Haut-Karabakh ont constitué des obstacles majeurs devant la démocratisation jusqu'à la période de Gaïdar Aliev.

Le retour au pouvoir en 1993 de G. Aliev a permis à ce pays de retrouver une certaine stabilité, mais celle-ci était davantage liée à un homme qui exerçait un

pouvoir autoritaire qu'un processus de démocratisation qui reste précaire. L'idée de la stabilité et l'effort pour l'intégrité territoriale a prédominé sur la démocratie.

La scène politique a prouvé une consolidation de l'autorité politique tout en déprimant l'opposition avec des élections critiquées. Les équilibres de pouvoir ont été modifiés en faveur du pouvoir exécutif. Il est possible de déduire que la culture politique russe et l'attitude du leader était déterminante sur l'orientation du régime en Azerbaïdjan pour le période de G. Aliev.

Ilkham Aliev, quant à lui, n'avait pas ni l'envergure politique ni l'expérience de son père. Il risque d'être vulnérable face aux luttes pour le pouvoir qui vont vraisemblablement reprendre au sein de la classe dirigeante. Les rivalités à l'intérieur de partis avaient mis en lumière un changement de génération dans le clan au pouvoir.

Il est possible de dire que tant que la Constitution et les règles juridiques guident la mise en œuvre du régime, par contre, les applications du régime inquiètent l'arène internationale. L'écart entre le pouvoir et l'opposition, l'observation des falsifications dans des procédures et des résultats des élections, la situation des médias et l'exercice des libertés fondamentales ont amené à interroger le niveau démocratique du régime qui s'en découle en Azerbaïdjan.

Pour l'heure actuelle, le régime politique d'Azerbaïdjan bien qu'il se déclare comme démocratique, il n'a pas pu atteindre le niveau souhaité à la lumière des dynamiques citées. L'Azerbaïdjan a deux possibilités politiques. Un régime démocratique ou un régime dérivées de signes autoritaires. Ce qui est important, c'est de s'interroger sur le successeur, fils Aliev, si celui-ci pouvant s'être capable de réaliser des avancements décisives de la démocratie ce qui l'oppose aux politiques de pouvoir existante.

A long terme, afin de garantir la stabilité politique, l'Azerbaïdjan a besoin de renforcer le régime démocratique avec ses éléments endogènes. Celui-ci permettra aussi de pouvoir fortifier sa position géostratégique dans la scène internationale. Pour ce dernier argument, la seule manière de faire face aux orientations autoritaires et d'atteindre à un niveau démocratique passe par la coexistence du pouvoir et

d'opposition et aussi la volonté de faire des reformes politiques en restreignant les pouvoirs de certains élites politiques en faveur d'un pouvoir démocratique. Cependant, dans le cas contraire, ce serait une autodestruction de l'Azerbaïdjan de demain.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages Généraux :

AFANASYAN Serge, *L'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie de l'Indépendance à l'Instauration du Pouvoir Soviétique 1917-1923*, Paris, Editions L'Harmattan, 1981.

ALAOLOMOLKI Nozar, *Life After the Soviet Union The Newly Independent Republics of the Transcaucasus and Central Asia*, New York, State University of New York Press, 2001.

ASLANLI Araz, HESENOV İlham, *Haydar Aliyev Dönemi Azerbaycan Dış Politikası*, Ankara, Platin Yayınları, 2005.

AYDIN Mustafa, *New Geopolitics of Central Asia and the Caucasus, Causes of Instability and Predicament*, Ankara, SAM Papers, No.2, 2000.

BAEV Pavel, *Russia's Policies in the Caucasus*, London, The Royal Institute of International Affairs, 1997.

BOGDAN Henry, *Histoire des peuples de l'ex-U.R.S.S du IX^e siecle à nos jours*, Paris, Perrin, 1993.

BONIFACE Pascal, *L'Année Stratégique 2005 Stratéco : Analyse des Enjeux Internationaux*, Paris, Armand Colin, 2005.

BRZEZINSKI Zbigniew, *Büyük Satranç Tahtası, Amerika'nın Küresel Üstünlüğü ve Bunun Jeostratejik Gereklilikleri*, İstanbul, İnkılap Yayınları, 2005.

CAFERSOY Nazim, *Eyalet-Merkez Düzeyinden Eşit Statüye: Azerbaycan - Rusya İlişkileri 1991-2000*, Ankara, Avrasya bir Vakfı ASAM Yayınları Ankara Çalışmaları, 2000.

CAFERSOY Nazim, *Elçibey Dönemi Azerbaycan Dış Politikası*, Ankara, ASAM Yayınları, 2001.

CHAPRADE Aymeric, THUAL François, *Dictionnaire de Géopolitique*, Paris, Ellipses, Edition marketing, 1998.

DAVUTOĞLU Ahmet, *Stratejik Derinlik*, İstanbul, Küre Yayınları, 2003.

DAWISHA Karen, PARROTT Bruce, *Conflict, Cleavage, and Change in Centrale Asia and the Caucasus*, United Kingdom, Cambiridge University Press, 1999.

- DEMİR Ali Faik, *Türk Dış Politikası Perspektifinden Güney Kafkasya*, İstanbul, Bağlam Yayınları, 2003.
- ELİYARLI Süleyman, *Azerbaycan Tarihi*, Bakü, Azerbaycan Yayınevi, 1996.
- HERZIG Edmund, *The New Caucasus; Armenia, Azerbaijan, and Georgia*, London, Royal Institute of International Affairs, 1999.
- HUNTER Shireen, T., *The Transcaucase in Transition Nation-Building and Conflict*, Washington, D.C., The Center for Strategic&International Studies, 1996.
- HUNTINGTON Samuel, P., *Üçüncü Dalga Yirminci Yüzyıl Sonlarında Demokratlaşma*, Ankara, Yetkin Yayınları, 1993.
- İBRAHİMLİ Haleddin, *Değişen Avrasya'da Kafkasya*, Ankara ASAM Yayınları, 2001.
- İŞYAR Ömer Göksel, *Bölgesel ve Global Güvenlik Çıkarları Bağlamında Sovyet-Rus Dış Politikaları ve Karabağ Sorunu*, İstanbul, Alfa Yayınları, 2004.
- KARAM Patrick, THIBAUT Mourgues, *Les Guerres du Caucase des Tsars à la Tchétchénie*, Paris, Perrin, 1995.
- KARATNYCKY Adrian, MOTLYL Alexander, SCHNETZER Amanda, *Nations in Transit 2003 Democratization in East Central Europe and Eurasia*, New York, Freedom House, 2004.
- LARAN Michel, VAN REGEMORTER Jean-Louis, *La Russie et l'ex- URSS de 1914 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1999.
- LACOSTE Yves, *Dictionnaire de géopolitique*, Paris, Editions mise à jour, Flammarion, 1995.
- MESHABİ Mohiaddin, *Central Asia and the Caucasus After the Soviet Union: Domestic and International dynamics*, United States, University Press of Florida, 1994.
- ÖZBUDUN Ergun, KÖKLER Levent, *BDT Ülkelerinde Demokrasiye Geçiş ve Anayasa Yapımı*, Ankara, Yetkin Basımevi, 1993.
- PAMİR A. Necdet, *Türkiye'nin Çevresindeki Gelişmeler ve Türkiye'nin Güvenlik Politikalarına Etkileri Sempozyumu*, İstanbul, Harp Akademileri, 10 Mars 2006.
- SUNY Grigor Ronald, *Transcaucasia, Nationalisme and Social Change, Essays in the history of Armenia, Azerbaijan, and Georgia*, Michigan, The University of Michigan Press, 1999.
- SWIETOCHOWSKI Tadeusz, *Müslüman Cemaatten Ulusal Kimliğe Rus Azerbaycanı 1905-1920*, trad. Nuray Mert, İstanbul, Bağlam Yayınları, 1988.

THUAL François, *Le Caucase, Arménie, Azerbaïdjan, Daghestan, Georgie, Tchétchénie*, Paris, Flammarion, 2001.

TOURAINÉ Alain, *Qu'est que c'est la démocratie*, Paris, Fayard, 1996.

YERASIMOS Stefanos, *Milliyetler ve Sınırlar: Balkanlar, Kafkaslar ve Ortadoğu*, çev. Şirin Tekeli, İstanbul, İletişim Yayınları, 1995.

Périodiques:

a) Articles:

ABDULLAYEV Cavid, "Azerbaycan'da Anayalaşma Süreci ve Benimsenen Sistemin Niteliği", *Avrasya Dosyası, Azerbaycan Özel*, Printemps 2001, Vol. 7, No.1, pp. 109-131.

ABOUTALYBOV Ramiz, BALAEV Aydın, "La République d'Azerbaïdjan sur le Chemin de la Démocratie Chronique 1988-1991", *Cahiers d'études sur la Méditerranée Orientale et le Monde Turco Iranien*, No.14, Juillet –Décembre 1992, pp. 63-75.

ADIGÜZEL Hüseyin, "Türk Dünyasında Birlik Halk Hareketi ve Halk Cephesi", İstanbul, 1998, <http://www.turan.tc/calislamar/adiguzel.htm>.

AĞACAN Kamil, "ABD'den Azerbaycan'a İran ve Rusya Markajı", *Stratejik Analiz*, Vol.6, No.74, Juin 2006, pp. 8-9.

AĞACAN Kamil, "Azerbaycan'da Demokratikleşme Problemi ve Kasım Seçimleri", *Stratejik Analiz*, Vol.6, No.67, Novembre, 2005, pp. 26-34.

AĞACAN Kamil, "Genişleyen Nato ve Güney Kafkasya", *Stratejik Analiz*, Vol.4, No.39, Juillet 2003, pp. 83-88.

AĞACAN Kamil, "Azerbaycan'da Seçim Hazırlıkları", *Stratejik Analiz*, Vol.6, No.66, Octobre 2005, pp.12-13.

AĞACAN Kamil, "Azerbaycan Seçimleri Şaibe Altında", *Stratejik Analiz*, Vol.6, No.68, Décembre 2005, Vol.6, No.68, pp.14-15.

AĞACAN Kamil, "Dağlık Karabağ : 2006 Altın Fırsat mı?", *Stratejik Analiz*, Vol.6, No.70, Février 2006, pp.83-87.

AKTAN Coşkun Can, "Siyasal Rejimin Etkinleştirilmesi ve Başkanlık Sistemi Önerisi", *Harb-iş Dergisi*, 2004, <http://www.canaktan.org/politika/siyasal-rejim/genel-olarak.htm>.

AKSOP Ece, “Azerbaycan Türkiye’nin Yarasına Merhem Olabilir mi?”, *Stratejik Analiz*, Vol.6, No.70, Février 2006, p.25.

ASLAN Yasin, “Can Azerbaycan Karabağ’da talan var”, Ankara, *Kök Sosyal ve Stratejik Araştırmalar Serisi 2*, 1990, pp. 20-23.

ASLANLI Araz, “Azerbaycan’da Devlet Başkanlığı Seçimi”, *Stratejik Analiz*, Vol.4, No.44, Décembre 2003, pp. 32-40.

ASLANLI Araz, “Azerbaycan’da İç Politik Gelişmeler ve Demokrasi Sorunu”, *Stratejik Analiz*, Vol.3, No. 29, Septembre 2002, pp. 5-19.

ASLANLI Araz, “Denge Politikasının Doğal Sonucu : Aliyev’in Moskova Ziyareti”, *Stratejik Analiz*, Vol. 2, No. 23, Mars 2002. pp. 47-54.

ASLANLI Araz, “ABD’de Adaletsizliğe Verilen Ara : 907 Sayılı Ek Madde’nin Uygulanmasının Durdurulması”, *Stratejik Analiz*, Vol. 2, N.22, Janvier 2002, pp. 55-62.

BADALOV Rahman, MEHDI Niyazi, “The Political Institutions of Azerbaijan: a Dichotomy between Texte and Reality”, (Ed.)Armineh, Arakelian, Ghia, Nodia, “Constitutional/Political Reform Process in Georgia, in Armenia, and Azerbaijan: Political Elite and Voices of the People”, Tibilise, 2005, *International Institute for Democracy and Electoral Assistance, Caucasus Institute for Peace, Democracy and Development*, http://www.idea.int/publications/cprp_georgia/upload/DCMEnglishDraft.pdf.

BAYCAUN Saule, “11 Eylül Sonrası Orta Asya Demokrasi ve Otoriterlik Arasında”, *Stratejik Analiz*, Vol. 3, No.32, Décembre 2002, pp. 83.

BAYIR Emre, ASLANLI, Araz, “Tehdit Merkezli bir dış Politika: İran’ın Azerbaycan Politikası”, *Stratejik Analiz*, Vol.2, No. 18, Octobre 2001, pp. 47-56.

BAYÜLGEN Oksay, “Facing the dilemma of Global Capitalism: The Case of Azerbaijan”, *Central Asian Survey*, Vol. 22, No. 2-3, Juin - Septembre 2003, pp.209-220.

BEKAR Olgan, “Kronoloji, Azerbaycan”, *Avrasya Etüdleri*, Vol.1, No.2, Eté 1994, pp.106-107.

BURDY Jean-Paul, HELLY Damien, “Un Entretien avec le Président Eltchibey”, (Trad.) AGALAROVA, Chahla, *Cahiers d’études sur la Méditerranée Orientale et le Monde Turco-iranién*, No.29, Janvier – Juin 2000, pp.343-349.

BÜYÜKAKINCI Erhan, “Le Processus Constitutionnel et la Restructuration Institutionnelle dans les Républiques Turcophones de l’ex-URSS: l’Azerbaïdjan, le

Kazakhstan et l'Ouzbékistan", *Central Asian Survey*, March 1999, Vol. 18, No. 1, pp. 79-97.

CABBARLI Hatem, "Azerbaycan'da Devlet Başkanlığı Seçimleri ve Türkiye Açısından Değerlendirilmesi", *Stratejik Analiz*, Vol.4, No.43, Novembre 2003, pp.17-18.

CABBARLI Hatem, "Gürcistan'daki Karanfil Devrimi veya Azerbaycan'da Karanfiller açacak mı?" <http://www.turksam.org/tr/yazilar.asp?yazi=86&kat=42>. 19 Août 2004.

CAFERSOY Nazim, "Azerbaycan'da Bağımsızlığın Diğer Adı : Ebülfez Elçibey", *Stratejik Analiz*, Vol.1, No.5, Septembre 2000, pp. 5-23.

CHETERIAN Vicken, "Succession Ouverte en Azerbaïdjan", *Le Monde Diplomatique*, Octobre 1999.

CHETERIAN Vicken, "Relève de Génération dans le Sud du Caucase", *Le Monde Diplomatique*, Janvier 2004, p.12-13.

CHEVALERIAS Alain, "Azerbaïdjan : Au nom du père, Entretien avec Ilham Aliev", *Politique Internationale*, No. 104, Été 2004, pp. 71-80.

CONSTANT Antoine, "l'Etat et le Fait Religieux en Azerbaïdjan", *Cahiers d'études sur la Méditerranée Orientale et le Monde Turco-iranien*, No. 38, Juillet - Décembre 2004, pp. 147-169.

ÇAĞLA Cengiz, "The Liberal and Socialist Influences on Azerbaijani Nationalism at the Beginning of the 20th Century", *Central Asian Survey*, Vol.21, No.1, Janvier 2002, pp. 107-122.

ÇAĞLA Cengiz, "Les Fondements Historiques de l'Etat Nation en Azerbaïdjan", *Cahier d'études sur la Méditerranée Orientale et le Monde Turco-iranien*, No. 31, Janvier – Juin 2001, pp.89-109.

DELOY Corinne, "Elections présidentielles en Azerbaïdjan", 15 Octobre 2003, <http://www.robert.schuman.org/oe/azerbaïdjan/default.htm>.

DEMİR, Ali Faik, "AB'nin Güney Kafkasya Politikaları", (ed.) Beril Dedeoğlu, *Dünden Bugüne Avrupa Birliği*, İstanbul, Boyut Kitapları, 2003. pp.363-395.

DEMİR Ali Faik, "Orta Asya Cumhuriyetlerinde İslam ve Etnisite", *Orta Asya'nın Sosyo-Kültürel sorunları: Kimlik, İslam, Milliyet ve Etnisite*, Prep. Ertan Efeğil, Pınar Akçalı, İstanbul, Gündoğan Yayınları, 2003, pp.101-128.

DOLAY Nur, FISH Radiy, "Petrole et Politique : l'Imbroglia du Caucase", *Les Cahiers de l'Orient*, No.42, Deuxième Semestre, 1996, pp.71-84.

GALSTYAN Garik, “Les Minorités Russes dans le Sud Caucase”, *Le Courrier des Pays de l’Est*, No.1043, Mai - Juin 2004, pp.24-35.

GENBERLI Rizvan, “Azerbaycan’da Bitmeyen Geçiş Süreci ve Medya Çıkmazı”, *Avrasya Dosyası, Azerbaycan Özel*, Printemps 2001, Vol. 7, No, pp. 197- 220.

GREMY François, “ Azerbaïdjan : Défaite, l’opposition bas en Brèche et promet une Bataille Constitutionnelle Pacifique”, 8 Novembre 2005, http://www.caucaz.com/home/breve_contenu.php?id=290.

GÜRBÜZ Vedat, “Dağlık Karabağ Sorunu ve Azerbaycan Politikaları”, *Ermeni Araştırmaları*, Vol.3, No.10, Eté 2003, pp. 82-107.

GÜRSES Emin, “Kafkasya’da Uluslararası Rekabet”, *Avrasya Dosyası, Azerbaycan Özel*, Printemps 2001, Vol. 7, No.1, pp. 250-273.

GASIMOV Musa, “Rusya’nın Azerbaycan Politikası”, *Avrasya Dosyası, Kazakistan-Kirgizistan Özel*, Hiver 2001-2002, Vol. 7, No.4, pp. 253-269.

HASANOGLU Mürteza, “1991 Bağımsızlık Sonrası Azerbaycan Kamu Yönetimindeki Yerel Yönetimlere İlişkin Demokratik Gelişmeler”, *Avrasya Etüdləri 20*, Özel Sayı, Eté 2001, pp. 163-184.

HELLY Damien, “Azerbaïdjan : Aliiev et les Siens”, *Le Courrier des pays de l’Est*, No.1012, Février 2001, pp.60-62.

HELLY Damien, “L’Union Européenne, Acteur International au Caucase 1992-2002”, Juin 2002, <http://ceri-sciences-po.org/themes/europe/home.htm>.

HELLY Damien, “Azerbaïdjan 2001-2002 Chronique d’une Succession Annoncée”, *Le Courrier des pays de l’Est*, No.1030, Novembre - Décembre 2002, pp. 106-114.

HELLY Damien, “Le Paysage Politique du Nouvel Azerbaïdjan Indépendant,” *Cahier d’études sur la Méditerranée Orientale et le Monde Turco-iranien*, No. 26, Juillet -Décembre 1998, pp. 243- 270.

HERADSVEIT Daniel, “Local Elites Meet Foreign Corporations The examples of Iran and Azerbaïdjan”, *Cahier d’études sur la Méditerranée Orientale et le Monde Turco-iranien*, No. 32, Juillet – Décembre 2001, pp. 257-289.

HERADSVEIT Daniel, “Democratic Development in Azerbaïdjan and the role of the Western oil Industry”, *Central Asian Survey*, Vol. 20, No. 3, Septembre 2001, pp. 261-288.

HUN Agasi, “Azerbaïdjan : La Vague Démocratique d’abord déferlé sur la Géorgie, avant d’aborder l’Ukraine. Elle aurait pu être l’événement en Octobre 2003, en

Azerbaïdjan”, Entretien avec le leader de Mousavat, Isa Gambar, 11 Janvier 2005, http://www.caucas.com/home/breve_contenu.php?id=145.

HÜSEYİNLİ Gabil, “Azerbaycan’da Siyasal Partiler ve Siyasi İlişkiler”, Ankara, *Avrasya Dosyası, Azerbaycan Özel*, Printemps 2001, Vol. 7, No.1, pp. 161-176.

HÜSEYNOV Tabib, “Amerikan Dış Politikasının Etkilenmesi : Ulusal Çıkarlar Dışında Etnik Çıkarlar”, http://www.stradigma.com/turkce/haziran2003/makale_04.html.

İBRAHİMLİ Haleddin, “Azerbaycan Diasporası: Mevcut Durumu ve Geleceği Konusunda Bazı Notlar”, *Avrasya Dosyası, Azerbaycan Özel*, Printemps 2001, Vol. 7, No.1, pp. 469-482.

JAFALIAN Annie, “Appels d’Influence dans le Caucase du Sud : Opposition et Convergence des Axe de Coopération”, *Géoeconomie*, Hiver 2003-2004, No.28, pp.63-82.

JAFALIAN Annie “l’Evolution de la Politique Américaine dans la Région de la Mer Caspienne de Clinton à Bush” *Annuaire français de Relations Internationales*, 2003, No.4, pp.9.

JAFALIAN Annie, “l’Oléoduc Bakou-Ceyhan : Paradoxes et Cohérence de la Stratégie Américaine des Pipelines”, *Politique Etrangère*, Printemps 2004, No.1, pp.151-163.

KAHN Michelle, “Azerbaïdjan 1997 En finir avec le “tout pétrole”, *Le Courrier des pays de l’Est*, No. 428-429. Mars – Avril – Mai 1998, pp. 23-28.

KAHN Michelle, “Azerbaïdjan 1998-1999 Un Optimisme à tempérer?”, *Le Courrier des pays de l’Est*, No. 439, Avril - Mai 1999, pp. 20-25.

KAHN Michelle, “Azerbaïdjan”, *Le Courrier des pays de l’Est*, No. 417, Mars 1997, pp. 14-20.

KANBOLAT Hasan, “Musavat Partisi Başkanı İsa Kamber : Azerbaycan Demokrasiye Hazırdır”, *Stratejik Analiz*, Vol.2, No.15, Juillet 2001, pp. 125-130.

KANBOLAT Hasan, “Rusya Federasyonu’nun Kafkasya Politikası ve Çeçenistan Savaşı”, *Avrasya Dosyası, Rusya Özel*, Vol.6, No.4, Hiver 2001, pp. 165-179.

KANBOLAT Hasan, “Azerbaycan Genel Seçimlere Hazırlanıyor”, *Stratejik Analiz*, Vol.6, No.67, Novembre 2005, pp.37-46.

KANTARCI Şenol, “Karabağ Sorunu Diplomasi ile Çözülemez: Askeri Müdahale Şart”, 6 Avril 2005, <http://www.turksam.org/tr/yazilar.asp?kat1=3&yazi=216>.

KOSTANYAN Amalia, “La Corruption Dans le Sud Caucase”, *Le Courrier des pays de l’Est*, No.1032, Février 2003, pp. 47-54.

- KURBANOV Erjan, “Azerbaycan’ın Güvenlik Kaygıları : Dağlık Karabağ Üzerinde Ermenistan’la Çatışma ve Diğer Ülke İçi Anlaşmazlıklar”, *Avrasya Etüdüleri*, Vol.3, No.4, Hiver 1996-1997, pp.2-22.
- MATHEY Raphaëlle, “Azerbaïdjan 2004 Une Succession Difficile”, *Le Courrier de pays de l’Est*, No.1047, Janvier – Février 2005, pp.105-115.
- MATHEY Raphaëlle, “Azerbaïdjan 2005 Déni Démocratique”, *Le Courrier de pays de l’Est*, No. 1053, Janvier - Février 2006, pp. 107-120.
- MEHDIYEV Elhan, “Azerbaycan’da Demokrasi Bir Başka Sonbahara mı Ertelendi?”, *Stratejik Analiz*, Vol.6, No.68, Décembre 2005, pp.83-89.
- MINASSIAN Gaïdz, “La Sécurité du Caucase du Sud”, *Politique Etrangère*, Vol.4, Hiver 2004-2005, pp.781-793.
- MINASSIAN Gaïdz, “Caucase du Sud : Les Enjeux de la Coopération Régionale”, *Politique Etrangère*, Vol.3, 2002, pp.715-731.
- MUSABEYOV Rasim, “Azerbaycan’da Etnik Azınlıklar”, Ankara, *Avrasya Dosyası, Azerbaycan Özel*, Printemps 2001, Vol. 7, No. 1, pp.177-196.
- NESİPLİ Nesip, “Azerbaycan ve Moskova Erivan Tahran İttifakının Jeopolitik Kuşatması”, *Stratejik Analiz*, Vol.1, No.4, Août 2000, pp. 61-72.
- OGAN Sinan, “Bir Aliyev Klasiği : Azerbaycan’da 5 Kasım Parlamento Seçimleri”, *Stratejik Analiz*, Vol.1, No. 8, Décembre 2000, pp. 34-44.
- PASQUIER Sylvaine, “Pétrole Contre Démocratie”, 3 Novembre 2005, <http://www.lexpress.fr/info/monde/dossier/azerbaïdjan/dossier.asp?ida=435547>.
- SAUMONT Jean- Frédéric, “Election Législatives : le Rêve Orange de l’Opposition”, 5 Novembre 2005, http://www.rfi.fr/actufr/articles/071/article_39615.asp.
- SÖNMEZ Banu, İşlet, “Azerbaycan’da Yirminci Yüzyılın Başında ve 1990’lı Yıllarda Siyasî Gelişmeler, Azerbaycan Millî Hareketi ve Musavat Partisi”, *Akademik Araştırmalar Dergisi*, No.6, <http://www.academical.org/dergi/makale/s6azerbeycan.htm>.
- SWIETOCHOWSKI Tadeusz, “Azerbaijan: Perspectives from the Crossroads”, *Central Asian Survey*, Vol. 18, No. 4, 1999, pp. 419-434.
- TROUSSET Arnaud, “Azerbaïdjan 1999-2000, l’Emancipation Remise en Question?”, *Le Courrier des pays de l’Est*, No.1010, Novembre - Décembre 2000, pp.15-23.

TROUSSET Arnaud, “Azerbaïdjan 2000-2001 Accroissement des Pensions Extérieures”, *Le Courrier des pays de l’Est*, No. 1020, Novembre - Décembre 2001 pp. 17-26.

ÜNAL Ömer Faruk, “Azerbaycan-Gürcistan ilişkileri” Bakü, *Kafkas Üniversitesi Dergisi*, <http://www.Qafqaz.edu.az/JOURNAL/vol3-1/azerbaycan-gürcistan.html>.

VANER Semih, “La Question Démocratique dans l’Aire Turque (Le Cas de la Turquie, de l’Azerbaïdjan et du Turkménistan)”, *Cahiers d’Etudes sur la Méditerranée Orientale et le monde Turco-iranien*, No.16, Juillet - Décembre 1993, pp. 217-243.

VANER Semih, “La Caspienne : Enjeu pour l’Azerbaïdjan, et l’Azerbaïdjan comme Enjeu”, *Cahier d’Etudes sur la Méditerranée Orientale et le Monde Iranien* No.23, Juin 1997, <http://cemoti.revues.org/document117.html>.

Vaner, Semih “Dynastie, clans et partis : le trio gagnant azerbaïdjanais”, l’édition du 19/10/2005, http://www.caucas.com/home/breve_contenu.php?id=55.

VINETIER Laurent, “Russes et Américaines au Sud Caucase”, *Le Courrier des pays de l’Est*, No. 1024, Avril 2002, pp. 44-50.

YERASIMOS Stéphane, “Transcaucasie : le Retour de la Russie”, Paris, *Hérodote*, Revue de Géographie et de Géopolitique, No. 81, Avril - Juin 1996, Editions de la Découverte, pp. 179-213.

ZAPATER Joseph, “Refugies et Personnes Déplacées en Azerbaïdjan”, *Cahiers d’études sur la Méditerranée Orientale et le Monde Turco Iranien*, No. 20, Juillet - Décembre 1995. pp. 285- 305.

ZENGİN Eyüp, KAMALOV Nesimi, “Azerbaycan’da Nüfusun Yapısı ve Sorunları”, *Avrasya Dosyası, Küresel Değerlendirme Özel*, Sonbahar 2003, Vol. 9, No. 3, pp. 213-228.

b) Rapports

“Presidential Election in the Republic of Azerbaijan”, 11 October 1998”, *OSCE Election Observation*, http://www.osce.org/documents/odihr/1998/11/1230_en.pdf.

“Report From The Trial Monitoring Project in Azerbaijan 2003-2004, OSCE/ODIHR” http://www.osce.org/publications/odihr/2005/04/13762_209_en.pdf.

“Azerbaïdjan Rapport Annuel 2003”,

http://www.rsf.org/article.php3?id_article=6555&Valider=OK.

“Azerbaïdjan Rapport Annuel 2002”,

http://www.rsf.org/article.php3?id_article=1491

Le rapport de pays d’Azerbaïdjan, l’édition de ministère des affaires étrangères, l’agence du développement et de coopération turc (TİKA)

Zsravka Basic, Croatie, Groupe du parti populaire européen, “Observation des élections présidentielles en Azerbaïdjan”, (11 octobre 1998), Doc.8256, 3 novembre 1998, <http://assembly.coe.int/documents/workingdocs/doc98/fdoc8256.htm>

“Azerbaijan Presidential Election Observation Report”, International Republican Institute, <http://www.iri.org/eurasia/azerbaijan/pdfs/Azerbaijan's%201998%20Presidential%20Election.pdf>. 11 Octobre 1998.

“Republic of Azerbaijan Presidential Election 15 October 2003, ”, OSCE / ODIHR Election Observation Mission Report, Warsaw, 12 Novembre 2003, http://osce.org/documents/odihr/2003/11/1151_en.pdf.

“Republic of Azerbaijan Parliamentary Elections Novembre 2005, OSCE/ODIHR Needs Assessment Mission Report,

http://www.osce.org/documents/odihr/2005/06/15231_en.pdf.

“Nations in Transit 2006”, <http://www.freedomhouse.hu/nit.html>.

c) Journaux et Bulletins

Keesing’s Record of World Events

“Bulletin Peine de Mort, Evénements relatifs à la peine de mort et initiatives en vue de son abolition partout dans le monde, Décembre 1992, *Amnesty International*, <http://news.amnesty.org/library/Index/FRAACT530051992?open&of=FRA-GTM>.

“Bulletin Peine de Mort Evénements Relatifs à la Peine de Mort et Initiatives en vue de son Abolition partout dans le monde”, 26 Mars 1998, *Amnesty International*, <http://web.amnesty.org/library/index/FRAACT530021998>.

Encyclopédies

İslam Ansiklopedisi, Tome.4, Türkiye Diyanet Vakfı Yayınları, 1991.

Büyük Larousse, Tome.3, Milliyet Yayınları,

Türk Ansiklopedisi, Tome.4, Ankara, Milli Eğitim Basımevi, 1950.

Sites Internet:

<http://www.armenews.com/>
http://www.assemblee_ueo.org
<http://assemblee-nationale.fr>
<http://azerb.com/>
<http://www.azerbaijan.az/>
<http://www.byegm.gov.tr/>
<http://bakupages.com/>
<http://www.byegm.gov.tr/>
<http://www.colisee.org/>
<http://economy.gov.az/>
<http://www.eia.doe.gov/emeu/cabs/Azerbaijan/Profile.html>
www.eurasianet.org/
<http://www.er.uqam.ca/>
<http://ec.europa.eu/>
<http://www.est-ouest.com/>
<http://www.fidh.org/>
http://www.freemedia.at/pf_azerbaij.htm
<http://www.freedomhouse.hu/>
<http://www.hrw.org/worldreport99/europe/azerbaijan.html>
<http://imf.org/external/counrty/AZE/>
<http://www.ilo.org/>
<http://www.irex.org/>
<http://www.mfa.gov.az/>
<http://www.monde-diplomatique.fr/>
<http://www.nato.int/docu/update/2006/07-july/f0703a.htm>
<http://www.ntv.com.tr/news/229025.asp>
<http://www.osce.org/>
<http://www.president.az/>
<http://www.qafqaz.edu.az/>
http://www.rfi.fr/actufr/articles/071/article_39615.asp
<http://statcom.baku-az.com/>
<http://www.strategicsinternational.com>

<http://www.stradigma.com/>

<http://rferl.org/>

<http://www.tika.gov.tr/>

<http://www.transparency.org/>

<http://www.turksam.org>

<http://www.univ-lille3.fr/>

<http://usinfo.state.gov/>

ANNEXE I : La carte de l'Azerbaïdjan ⁵⁶²

⁵⁶² Voir le site Internet, http://www.eurasianet.org/resource/azerbaijan/images/azerbaijan_map.jpg.

ANNEXE II : La carte du Caucase du Sud ¹

¹ Voir le site Internet, www.perso.orange.fr.

ANNEXE III : Les ressources énergétiques de l'Azerbaïdjan ⁵⁶⁴

Réserves de pétrole prouvées (janvier, 2006E)	7 milliards de barils
Production de pétrole (2006E)	579,6 mille barils par jour, dont 99% était du pétrole brut
Consommation de pétrole (2005E)	132 mille barils par jour
Capacité brute de Condensé de Pétrole (2006E)	399 mille barils par jour
Réserves du gaz naturel prouvées (Janvier, 2006E)	30 trillions pieds cubiques
Production du gaz naturel (2004E)	200 milliards de pieds cubiques
Consommation du gaz naturel (2004E)	351 milliards de pieds cubiques
Le Charbon récupérable Réserve (2003E)	None
Production de charbon (2004E)	None
Consommation de charbon (2004E)	None
Capacité de l'électricité installée (2004E)	5,5 gigawatts
La production de l'électricité (2004E)	20,4 milliards d'heures de kilowatt
La consommation de l'électricité (2004E)	20,6 milliards d'heures de kilowatt
La consommation de l'énergie totale (2004E)	0,7 Unités Calorifiques de trillion*, dont le Gaz Naturel (51%), le Pétrole (42%), l'Hydroélectricité (4%), le Charbon (0%), Nucléaire (0%),
Consommation totale d'énergie par personne (2003E)	75.8 million Btus
<p>* La statistique totale de consommation d'énergie inclut le pétrole, sécher le gaz naturel, le charbon, le sanitaire net, nucléaire, géothermique, solaire, le vent, le bois et gaspille le pouvoir électrique</p>	

⁵⁶⁴ Voir le site Internet, <http://www.eia.doe.gov/emeu/cabs/Azerbaijan/Profile.html>.

ANNEXE IV : Les résultats des élections présidentielles/législatives ⁵⁶⁵**a) Les résultats des élections présidentielles de 1998**

<u>Candidats</u>	<u>Votes</u>	<u>%</u>
Gaïdar Aliev	2, 566,059	76,1
Etibar Mamedov	389,662	11,6
Nizami Suleymanov	270,709	8,6
Firudin Hasanov	29,244	0,9
Ashraf Mehdiyev	28,809	0,9
Khanhuseyn Kazymly	8,254	0,2

b) Les résultats des élections présidentielles de 2003 ⁵⁶⁶

<u>Candidats</u>	<u>Parti</u>	<u>Votes</u>	<u>%</u>
Ilkham Aliev	YAP	2, 438,787	78,0
Isa Gambar	Moussavat	372,385	12,0
Lala Chevket Hacieva	Union National	100,558	3,2
Etibar Mamedov	AMIP	62,401	2,0
I.Ismailov	Parti de Justice	24,926	0,8
S. Rustamxanli	Parti de Solidarité Civique	23,730	0,8
Qudrat Muzaffar Hasanquliev	FPA	13,624	0,4
Hafiz Alamdar Hacieva	Parti de Moussavat Moderne	9,990	0,3
Others		86,392	2,6
Total		31, 132,793	100,1
Taux de participation : 71,5 % (4, 382,802 votes enregistrés)			

⁵⁶⁵ Keesing's, Vol.44, No.10, October 1998, p.42574.

⁵⁶⁶ Keesing's, Vo.49, No.10, October 2003, p. 45659.

c) Les résultats des élections législatives de 2000⁵⁶⁷

<u>Parti</u>	<u>Nombre de siège</u>
YAP	78
FPA	6
Parti de Solidarité Civique	3
Parti Moussavat	2
Parti Communiste d'Azerbaïdjan	2
Parti d'indépendance national d'Azerbaïdjan	1
Ana Vatan (mère - patrie)	1
Parti de Prospérité Sociale	1
Alliance pour Azerbaïdjan	1
Indépendants	26
Annulés	3
Total	124

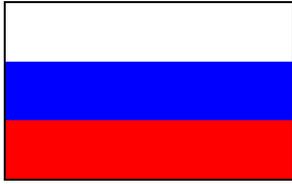
d) Les résultats des élections législatives de 2005⁵⁶⁸

<u>Parti</u>	<u>Nombre de siège</u>
YAP	58
Parti Moussavat	5
FPA	3
Bloc du nouvel politique	2
Ana Vatan	2
Parti de Solidarité civique	2
Parti Libérale	1
Parti de bien-être civique	1
Umid	1
Parti de Reformes Démocratiques	1
Parti du Front populaire seul	1
Grande Création	1
Parti de l'Unité Civique	1
Indépendants	42
Annulés	4
Total	125

⁵⁶⁷ Keesing's, Vol. 46, No.11, Novembre 2000, p.43880.

⁵⁶⁸ Keesing's, Vol.51, No.11, Novembre 2005, p. 46955.

ANNEXE V : Les drapeaux de l'Azerbaïdjan ⁵⁶⁹



6 Oct.1806 – 22 Avr.1918



9 Sep.1918 - 28 Avr.1920



1921-1937



1937-1940



1940 - 7 Oct.1952



7 Oct.1952 – 5 Fev.1991



5 Fév. 1991-...

⁵⁶⁹ Voir le site Internet, <http://www.worldstatesmen.org/Azerbaijan.html>.

ANNEXE VI : La liste des dirigeants de l'Azerbaïdjan ⁵⁷⁰

Président du Conseil National

28 Mai 1918 - 7 Déc. 1918 Memmed Emin Resulzadé Moussavat

Président du Parlement

7 Déc. 1918 - 27 Apr. 1920 Alimardanbey Topchubashov Moussavat

Présidents du Comité Militaire - Révolutionnaire Provisoire

28 Apr. 1920 - 16 Mai 1920 Mirza Gousseinov PCA
16 Mai 1920 - 19 Mai 1921 Nariman Narimanov PCA

La République du Soviet Socialiste d'Azerbaïdjan

Les premiers secrétaires du Parti communiste d'Azerbaïdjan :

12 Fév. 1920 - 28 Avr 1920	Mirza Gousseinov
28 Avr. 1920 – Déc. 1920.	Anastas Ivanovich Mikoyan
Jui 1921 – 1925	Sergey Mironovich Kirov
1926 – 1929	Levon Isayevich Mirzoyan
1929 - Aout 1930	Nikolay Fyodorovich Gikalo
Aout 1930 – 1933	Vladimir Ivanovich Polonsky
1933 - Jul 1953	Mir Baghirov
Jul 1953 - Avr 1954	Mir Yakoubov
Avr 1954 - 12 Juin 1959	Imam Mustafaev
11 Juin 1959 - 14 Juin 1969	Veli Akhundov
14 Juin 1969 - 3 Déc. 1982	Gaidar Aliev
3 Déc. 1982 - 21 Mai 1988	Kyamran Bagirov
21 Mai 1988 - 20 Jan 1990	Abdul Vezirov
24 Jan 1990 - 16 Sep 1991	Ayaz Mouttalibov

La République d'Azerbaïdjan

Présidents :

18 Mai 1990 - 6 Mar. 1992	Ayaz Mouttalibov	PCA
6 Mar. 1992 - 14 Mai. 1992	Yakoub Mamedov	
14 Mai 1992 - 18 Mai. 1992	Ayaz Mutalibov	Non-party
19 Mai 1992 - 16 Juin 1992	Isa Gambarov	FPA
16 Juin 1992 - 1 Sep. 1993	Abulfaz Eltchibey	FPA
24 Juin 1993 - 31 Oct. 2003	Gaidar Aliev	YAP
31 Oct. 2003 -	Ilkham Aliev	YAP

Premier Ministres :

25 Jan. 1990 - 7 Avr. 1992	Hasan Hasanov	Non-party
7 Avr 1992 - 18 Mai 1992	Firuz Mustafayev	
18 Mai 1992 - 26 Jan 1993	Rahim Gousseinov	
26 Jan. 1993 - 28 Avr. 1993	Ali Masimov	
28 Avr. 1993 - 7 Juin 1993	Panakh Gousseinov	FPA
27 Juin 1993 - 6 Oct. 1994	Surat Gousseinov	
6 Oct. 1994 - 20 Juil. 1996	Fuad Guliyev	YAP
20 Jul 1996 - 4 Aug 2003	Artur Rasizade	YAP
4 Aug 2003 - 4 Nov 2003	Ilkham Aliev	YAP
6 Aug 2003 - 4 Nov 2003	Artur Rasizade	YAP
4 Nov 2003 -	Artur Rasizade	YAP

⁵⁷⁰ Voir sur le site Internet, <http://www.worldstatesmen.org/Azerbaijan.html>.